JUIN 2020 1818 4€

# Le Monde LibertAire

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Membre de l'internationale des fédérations anarchistes

https://www.monde-libertaire.fr

# VOUS AIMEZ LE ML, FAITES PARVENIR GRATUITEMENT LE N° D'ETE A LA PERSONNE DE VOTRE CHOIX

Afin d'imprimer la quantité nécéssaire, merci de retourner ce coupon au plus tard le 1er juillet 2020 à:
**Publications Libertaires 145 rue Amelot 75011 Paris**

## Je souhaite envoyer le ML n°1819 à:

Nom:..... Prénom:.....

Adresse:.....

.....

Code postal:..... Ville:.....

**Le Monde Libertaire est maintenant disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal: https://www.monde-libertaire.fr/**

# Le MONDE LIBERTAIRE — BULLETIN D'ABONNEMENT

## JE CHOISIS MON ABONNEMENT

**Tarif réduit, chômeurs-ses, étudiants-es France métropolitaine et DROM-COM. Gratuit pour les détenus-es**

| | Abonnement standard | Abonnement + soutien | Abonnement tarif réduit |
|---|---|---|---|
| UN AN, NUMÉRIQUE UNIQUEMENT | onze numéros 22€ ☐ | onze numéros 42€ ☐ | |
| UN AN, PAPIER + NUMÉRIQUE | onze numéros 44€ ☐ | onze numéros 85€ ☐ | onze numéros 22€ ☐ |
| ABONNEMENT À DURÉE LIBRE, PAPIER + NUMÉRIQUE | Prélèvement automatique par trimestre 11€ ☐ | Prélèvement automatique par trimestre 21€ ☐ | Prélèvement automatique par trimestre 5,50€ ☐ |

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel: administration-ml@federation-anarchiste.org. ORGANISME CRÉANCIER -PUBLICATIONS LIBERTAIRES- 145 RUE AMELOT 75011 PARIS N°NATIONAL ÉMETTEUR: 58 50 98

## ÉTRANGER Tarif réduit, chômeurs-ses, Gratuit pour les détenus-es

| Uniquement virement ou PayPal | Abonnement standard | Abonnement + soutien | Abonnement tarif réduit |
|---|---|---|---|
| UNION EUROPÉENNE & SUISSE (si paiement €) | onze n° papier + numérique 49€ ☐ | onze n° papier + numérique 89€ ☐ | onze n° papier + numérique 24€ ☐ |
| RESTE DU MONDE | onze n° papier + numérique 65€ ☐ | onze n° papier + numérique 105€ ☐ | onze n° papier + numérique 32€ ☐ |

**J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à:**

**Les Publications Libertaires**
**145 rue Amelot 75011 Paris**
**Mon règlement:**

- ☐ Par chèque bancaire, libellé à l'ordre de «LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES»
- ☐ Par virement bancaire: IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617 BIC CCOPFRPPXXX
- ☐ Par prélèvement pour les abonnements à durée libre en remplissant le coupon d'autorisation.

## ADRESSE DE LIVRAISON

Nom :
Prénom :
Adresse :_____
_____
Code postal :
Ville :
Pays :
Courriel : @

**OFFRE D'ESSAI TROIS MOIS PAPIER + NUMÉRIQUE 6€** ☐

Votre compte à débiter
Titulaire :
Adresse :_____
_____
IBAN :
Votre établissement bancaire
Nom :
Adresse :_____
_____

Date et signature obligatoires

Merci de joindre un RIB

Table des matires:

3 Erratum
4 Édito

Terrains de luttes
5 Des mobilisations pour imposer nos solutions
6 Distribution de la presse: 1295 ème épisode
8 Les résidences autonomie
8 Faits d'hiver: Jakès Esnal, condamné à mort ?

Histoire
9 Pepita Laguarda (1919-1939)
11 Aucun peuple au monde n'est militaire par essence
13 Confinement sous le ciel de Gaza
14 Histoires vraies.Du courage et de l'humour…En politique !
15 Le Monde comme il va…Et si on parlait chiffres !

Passe-port
15 Infox
16 Le doigt et la lune. 4e partie
18 Une enfance en liberté (2e partie)
21 La bible n'est pas parole d'évangile
22 Les souffrances invisibles

Dossier État d'urgence sanitaire
24 Le Glossaire présidentielou l'onto-terminologie macroniste, selon allocution du 12 avril 2020
26 Masques : pour qui et par qui ?
27 La marchandisation du manque
29 Quand tombent les masques
31 Prendre le risque de vivre autrement
34 Il est temps de se débarrasser des misanthropes
36 Quand les masques vont tomber
37 Un virus révélateur de la crise du capitalisme
39 Lafindupouvoirpolitique,ledébutducapitalprioritaire,oupas..
40 La crise ou une chance ?
40 Les confinews de barbouze dans la biniouze !

Dossier Addictions
41 Dévorer, se laisser dévorer
43 Une addiction salée
45 My dealer is rich…

Culture
48 Casse-Rôles, journal féministe et libertaire : 3 ans déjà !
48 Cahier de vacances des gilets jaunes
49 Chatelain, Gatti, deux passions anarchistes
50 EL CLÍNICO
50 Terrains de jeux, terrains de luttes
51 Mémoires de Jésus Azcarate Aranda
51 Droits humains pour tout·te·s

La Fédé
52 Annuaire des groupes et liaisons de la fédération anarchiste
54 Les dernières nouveautés de la librairie Publico
55 Bad rabbit

# ERRATUM
## et un peu plus…

Vous avez été un certain nombre à pointer du doigt une erreur historique dans un article du Monde libertaire d'avril. Eh oui, ce n'était pas l'amiral Gaspard de Coligny qui dirigeait les catholiques le soir du massacre de la Saint-Barthélemy (24 août 1572) mais Henri, duc de Guise. Gaspard de Coligny, chef protestant, après avoir reçu deux jours auparavant une décharge d'arquebuse, fut tué à coup de dague avant que son corps ne soit jeté par la fenêtre, éviscéré, émasculé et décapité dans la cour. Difficile dans ces conditions de prétendre prendre la tête des ennemis catholiques…

Autre erreur présente dans l'article : ce ne sont point 30.000 protestants tués lors de ce massacre mais 3.000. Par contre, ce massacre des protestants à Paris déclencha de nombreux aux massacres à travers la France et c'est l'ensemble de ces massacres qui a fait autour de 30.000 morts. Comme quoi, les religions sont vraiment des pousse-au-crime.

Cet erratum étant fait, le CRML aimerait attirer votre attention :

Le Monde libertaire est le journal de la Fédération anarchiste fait par des militants de la Fédération anarchiste. Le comité de rédaction (CRML), dont les membres sont mandaté.es lors du Congrès annuel de la FA, n'est pas un comité de rédaction professionnel.

Les articles qu'il reçoit doivent respecter le pacte associatif de la FA (Principes de base) consultables sur le site https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Principes_de_Base

Pour le contenu des articles, la responsabilité incombe aux auteur.es des articles. Le CRML et les relecteurs et relectrices qui l'assistent ne peuvent vérifier in extenso la véracité de l'ensemble des articles.

Le crml

# ÉDITO

Le 11 mai dernier, chacun a pu déchirer l'infâme ausweis que l'on nous imposait. Le lendemain, lundi 12 mai, marquait la fin des *Chroniques du Confinement,* publiées sur le site web du Monde Libertaire. Elles ont été l'occasion de mieux nous connaître, de partager nos vies, nos colères, nos tristesses parfois, les coups de gueule aussi, les coups d'éclat. Dire les actions de solidarité, des plus modestes aux plus fortes, avec les sans-abris, les sans-papier, les jeunes migrants, les voyageurs privés d'hôtel, les précaires sans le sou, les squatters à la recherche d'un simple toit. De dire ces balcons de 20h d'où sortaient des chants ou des slogans révolutionnaires, ces balcons du 1er Mai qui on vu flotter les drapeaux noirs, affirmant que les anarchistes sont là, debout, et que même enfermés, ils continuent de crier au monde leur vision, cette société libertaire qu'ils veulent mettre en place ; plus libre, plus juste, où les décisions sont prises là où se posent les questions, où se trouvent les problèmes, et par celles et ceux qui les vivent.

Mais pour un grand nombre, plus faibles, hors normes, victimes désignées, confinement rimait avec enfermement – en enfer : femmes battues, enfants martyrisés, LGBT malmenés. Le huit-clos avec son bourreau a été un supplice pour beaucoup, et les hôpitaux surchargés n'ont pas accueilli que des victimes du virus. Ce petit enfant, sans autre famille que sa mère sévèrement contaminée, amené à l'hôpital entre deux gendarmes et aussitôt dirigé à la DASS ; Cet autre que le père amène aux urgences, car il ne peut s'empêcher de le frapper – un ultime éclair de lucidité l'aura sauvé du pire. La liste est longue des souffrances endurées que seule les connexions des mobiles vers l'extérieur ont parfois pu apaiser.

Nous n'insisterons pas sur l'incurie du gouvernement, elle n'a été que trop criante, se révélant à toutes celles et ceux qui ne voulaient pas la voir. À toute chose malheur est bon, dit-on, la période a montré que le Roi est définitivement nu, que l'État n'est pas le bon modèle, qu'il est impuissant à prendre soin de tous, qu'il ne peut fournir les protections les plus rudimentaires – les fameux « masques », passés d'inutiles à obligatoires, et que ses seules armes sont la contrainte et le mensonge. Plusieurs des articles de ce numéro brodent sur de ces morceaux de tissus, sur ce qu'ils nous disent quand ils tombent, et sur ce que peuvent l'initiative alliée à l'auto-organisation.

L'affaire des « masques » a révélé, au sens quasi photographique, le mensonge au fondement de l'État : celui de son efficience qui conditionne sa légitimité. En ces temps de grave crise économique qui s'annonce, sa violence s'apprête à s'intensifier, accompagnée dorénavant d'une surveillance de masse à base de robots équipés de dispositifs d'intelligence artificielle. Le 12 mai dernier, INRIA, le fleuron de la recherche informatique française, en charge de l'application STOP-COVID a annoncé son abdication : « *Une partie* [du code source] *n'est pas publiée car correspondant à des tests ou à des parties critiques pour la sécurité de l'infrastructure* ; » Deux petites semaines auront suffit pour que tombe aussi, ce masque là : le traçage anonyme sera en réalité une traque.

Ce faisant, il dévoile sa faiblesse. Alors que le capitalisme se nourrit des crises, et les chérit, l'État les craint car elles minent sa légitimité qui lui permet de nous contraindre à bas coût ; nul ne survit très longtemps à l'usage de la seule force ; il doit à tout prix donner l'illusion de l'utilité et de la légitimité. Cette période a révélé l'impuissance de l'État à protéger, elle a révélé l'impuissance de la technologie à prévenir et à guérir. Le récit techno-politique de la Startup nation, dominant racontait la « fin de l'histoire » et la mort de la mort. Miné par le virus, ce récit est maintenant inauduble; ce monde déprimé est dans l'attente du prochain ; à nous d'assembler le nôtre et de le vivre, c'est maintenant !

Merci pour leurs illustrations à :
Bergoda 30 36 45
Chester 41
Jokoko 56
L'1Sekte 15 et... 15
O Lune 39 42 46
RNST 1
Sandro Paquet 33
Ulric 55

Le Monde Libertaire 145 rue Amelot 75011 Paris.
Direction de la publication: Claudine Annereau
Prix de vente au n° : 4€
Dépôt légal 44145 1er trimestre 1977
N° ISSN: 0026-9433
Commission paritaire: 0624D80740
Numéro d'imprimeur: 19070146
Imprimé par: Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau
Ce numéro comporte pour les abonnés un autocollant et un coupon de parrainage

# DES MOBILISATIONS POUR IMPOSER NOS SOLUTIONS

À la date du 22 avril 2020, plus de dix millions de salariés sont au chômage partiel, c'est plus d'un salarié sur deux du secteur privé. Le dispositif concerne 821 000 entreprises. Une bonne partie de ces entreprises les plus fragiles ne rouvriront pas, ou que très partiellement. Si le chômage partiel dure, ce qui semble être le cas, se posera alors pour les salariés les plus précaires un problème pour leur retraite. Le chômage partiel n'est pas soumis aux cotisations sociales, contrairement au chômage dit « classique ». Or, pour valider quatre trimestres dans l'année, il faut justifier 600 heures payées au SMIC. Bien des travailleurs ne remplissent pas ces conditions et vont donc perdre des trimestres. Il s'agit de salariés à temps partiel, avec de petits volumes horaires comme dans l'hôtellerie, la restauration, le tourisme et les intermittents. Pour eux et elles, c'est la double peine. Ils ne peuvent pas être les oubliés, les laissés pour compte d'un système inégalitaire et inhumain ce qui serait le cas si les dispositions en vigueur à la fin avril ne changeaient pas, si les conditions n'évoluaient pas.

**Chômage toujours d'actualité**

Selon une étude de la DARES (Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques), très peu d'entreprises ont procédé à des licenciements, par contre 49 % d'entre elles n'ont pas renouvelé les CDD arrivés à terme, et les fins de missions d'intérim ont augmenté de 151 %. Résultat, les chiffres du chômage ont explosé (+ 7,1%) sur le seul mois de mars avec 3 732 500 chômeurs recherchant activement du travail. Une augmentation historique qui devrait vraisemblablement se poursuivre les mois suivants. Reste que des centaines de milliers de personnes, travailleurs informels, petits indépendants, auto-entrepreneurs… doivent affronter une situation économique difficile avec des dépenses contraintes inchangées.

**Précarité**

Cette crise s'observe dans le nombre croissant de familles et de personnes seules faisant appel aux banques alimentaires. Par exemple au mois de mars, en trois semaines, les Restos du cœur ont multiplié par trois la distribution de rue dans certaines villes. Le Délégué général de la Fondation Abbé Pierre est frappé par « *la rapidité avec laquelle les ménages précaires basculent dans la pauvreté* ». Travailleurs précaires privés d'emploi, parents d'élèves supportant le coût de la fermeture des cantines scolaires, étudiants et indépendants pauvres viennent s'ajouter aux 5,5 millions de personnes qui reçoivent ponctuellement ou régulièrement une aide alimentaire en France. Six à sept millions de personnes sont en difficulté pour payer leur loyer. À la différence d'autres pays européens (Allemagne, Espagne…) aucun moratoire ou échelonnement du paiement des loyers et des emprunts immobiliers n'a été instauré. La seule mesure du gouvernement français en matière de logement a été la prolongation de la trêve hivernale de deux mois (jusqu'au 31 mai). Autour de l'association DAL (Droit au logement), des syndicats et des associations appellent à suspendre le paiement des loyers. Les organisations exigent aussi du gouvernement de réquisitionner les logements vacants et les logements meublés touristiques loués à l'année, via des plate-formes type Airbnb. Sans être entendues par le gouvernement pour le moment. Les grands propriétaires ne sont pas mis à contribution. (Une première avancée qui en appelle d'autres : signature d'une charte entre les fédérations de bailleurs et les associations de locataires, invitant les bailleurs sociaux à suspendre les sanctions contre les locataires pour impayés jusqu'en septembre).

**Gouvernement aux abonnés absents**

De nombreuses voix se sont élevées, notamment celles des associations « humanitaires », pour critiquer l'absence initiale de mesures d'urgence sociale pour les populations les plus démunies. L'exécutif a finalement créé une aide d'urgence pour les ménages modestes allocataires des minimas sociaux : 150 euros plus 100 euros par enfant. Une misère autant qu'une insulte et un affront. Aide qui n'est même pas accordée aux personnes âgées ou en situation de handicap, aux demandeurs d'asile, aux étrangers sans-papiers et aux jeunes de moins de 25 ans comme il était demandé. Par contre, avec les 110 milliards pour soutenir sans contrepartie l'économie des grandes entreprises, la preuve est faite que gouvernement et patronat sont complices et que de l'argent il y en a, dans les caisses du patronat. À nous de nous mobiliser pour reprendre ce qui nous a été volé.

**On est là, on est là, même si Macron ne veut pas...**

Le gouvernement a voulu confiner notre colère. Mais il ne nous a pas bâillonnés comme on a pu le voir ce 1er Mai. Le feu couve sous la cendre. Des solidarités s'expriment, s'expérimentent et se développent. Des mobilisations inédites et convergentes peuvent éclater dans les services publics, particulièrement l'Hôpital et l'École, mais aussi pour les droits des salariés du secteur privé, des habitants des quartiers populaires. Des conquêtes sociales immédiates sont possibles, premier pas vers un autre demain, une autre société, libertaire celle-là.

*Jean-Jacques Chatelux*
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

# DISTRIBUTION DE LA PRESSE : 1295 ÈME ÉPISODE

**« La conception que la presse française se fait de l'information pourrait être meilleure, nous l'avons déjà dit. On veut informer vite au lieu d'informer bien. La vérité n'y gagne pas. »**

*Albert Camus*
*Combat* - 8 septembre 1944

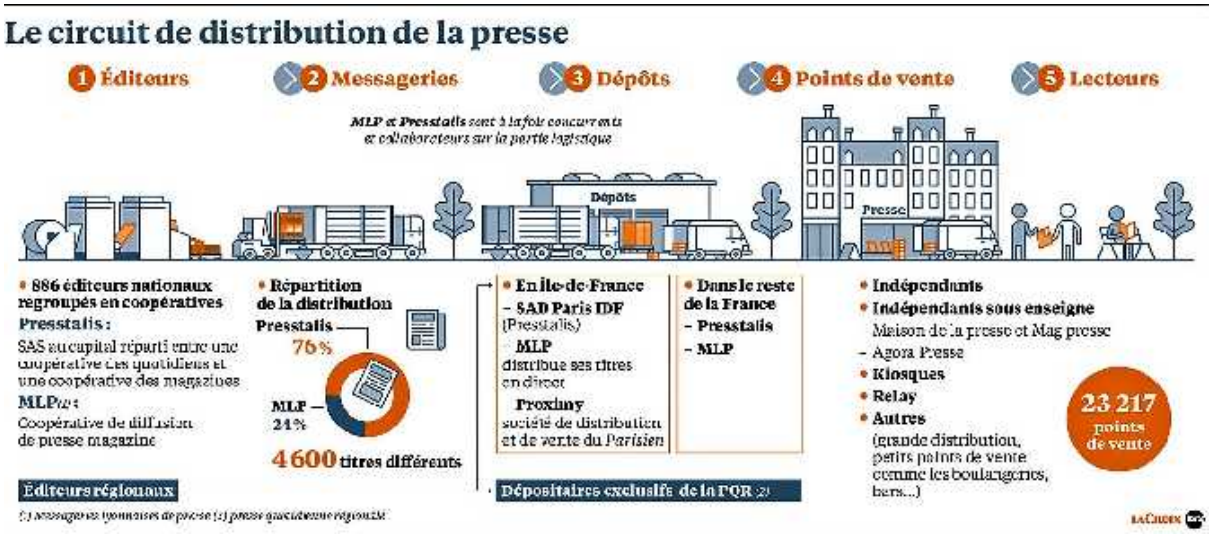
Le « quatrième pouvoir » tousse beaucoup ces temps-ci, et ce n'est pas la faute à un quelconque virus.
Rappel des épisodes précédents : en résumé la presse écrite va mal ; ce n'est pas un scoop, nous le savons tous. Depuis très longtemps (toujours ?), ce qui assurait la viabilité d'un journal ou d'un magazine ce n'était pas les ventes directes, mais les recettes publicitaires. Ce modèle a été bousculé par l'arrivée d'Internet et les nouveaux comportements des lecteurs face à ce nouvel outil qui leur fait de plus en plus abandonner la lecture des quotidiens papier pour la lecture en ligne. Au niveau mondial le « taux de pénétration » (comme on dit) d'Internet est rapidement passé de 25 % à 50 %. Depuis la crise économique de 2008, les recettes publicitaires de la presse écrite sont tombées de 30 % à 7 % ; en 2019 on notait une baisse globale des ventes au numéro de 10 %, et pour le premier trimestre 2020 c'est au moins autant ; déjà tous les médias s'étaient tournés vers l'information en ligne, réduisant ou supprimant ainsi les frais d'imprimerie et de distribution. Tout en gardant bien sûr, pour le moment, une version papier, mais qui va en diminuant à mesure que la version numérique augmente (parfaite illustration des vases communicants).

## Et là-dessus arrive le coronavirus

La crise sanitaire due au coronavirus a encore précipité la baisse constante des ventes papier directes (peu de postes de ventes ont pu rester ouverts pendant la pandémie) et les appels à s'abonner des différents éditeurs ne donnent pas les résultats escomptés, du moins pour les versions papier ; restent les abonnements pour les versions en ligne, mais là ce sont les recettes publicitaires qui ne sont pas au niveau de ce qu'elles étaient dans les versions papier, ne serait-ce que pour la manne financière que représentait le marché des petites annonces. Avec les ordinateurs et surtout les smartphones, les habitudes et comportements ont changé du tout au tout ; le lecteur/consommateur « butine » de site en site, et la notion de fidélisation du lectorat est de plus en plus désuète. Et là-dessus arrive la nouvelle crise de la distribution de la presse papier.
Énième et dernier (?) rebondissement dans la distribution de la presse. Rappelons qu'en France depuis fin 1944, la presse est distribuée par deux coopératives, Presstalis (ex NMPP) et MLP (Messageries lyonnaise de presse). Ce système a été mis en place à la fin de la Seconde Guerre mondiale et était régi par la Loi Bichet (1947) afin de permettre la diffusion de la presse d'opinion (toutes tendances politiques confondues) sur tout le territoire national de manière qu'elle soit accessible à tous les citoyens. Ça c'était la théorie ; on a pu voir au fil des années cette sacro-sainte loi Bichet, contournée, dévoyée par les appétits financiers des grands groupes de presse (voir les nombreux articles parus dans différents numéros du *Monde libertaire*, le dernier en date en octobre 2018 - n°1799).

## Presstalis dans la tourmente

Cette fois c'est l'hallali pour Presstalis. Un nombre incalculable de restructurations de l'entreprise au long de ces dernières années, a ramené le nombre de ses salariés de 6000 à1 000, ce qui n'a pas empêché un endettement chronique estimé aujourd'hui entre 500 et 600 millions d'euros. Par la voix de son PDG, Cédric Dugardin, Presstalis s'est déclaré officiellement en cessation de paiement le 20 avril 2020. La rétribution des éditeurs avait déjà été mise à mal ces cinq dernières années (nous en savons quelque chose au *Monde libertaire*, nous qui avions dû quitter ce réseau de distribution en kiosques).



## La situation actuelle

Presstalis (75 % de magazines et 25 % de quotidiens) distribue 70 % de la presse écrite (quotidiens et magazines).
Les MLP, (magazines uniquement) les 30 % restant.
Cette fois-ci un vent de panique souffle chez tous les éditeurs, car la fin annoncée du système actuel de distribution laisse présager une hécatombe de titres et des faillites en cascade dans toute la chaîne de production : éditeurs, imprimeurs, brocheurs, fabricants de papier, dépôts de presse et leurs salariés (commis), diffuseurs de presse (kiosques, Relay H, Maisons de la presse …)
Pour l'avenir deux visions de la distribution s'affrontent : celle de Frederick Cassegrain, président de la Coopérative de la presse magazine (et accessoirement directeur de *Marianne*), et celle de Louis Dreyfus, président de la Coopérative de la presse quotidienne et président du directoire du groupe *Le Monde*. Une double opposition se dégage : quotidiens Vs magazines et petits éditeurs Vs gros éditeurs, car si les quotidiens bénéficient de subventions de l'État (pas dans la même proportion), les « grosses publications» sont aux mains « d'entrepreneurs » qui peuvent combler les éventuels déficits des titres qui leur appartiennent (n'oublions pas qu'un nombre considérable de titres que vous pouvez vous procurer en kiosque sont aux mains de milliardaires accessoirement marchands d'armes) ; il est toujours bon pour le pouvoir de compter sur l'influence d'une certaine presse pour faire « avaler » ses orientations politiques ; on peut également constater qu'à l'approche de chaque consultation électorale, de nouvelles publications sont « miraculeusement » créées pour appuyer tel ou tel candidat . Les éditeurs de magazines souhaitent depuis longtemps mettre fin au système actuel qui selon eux est favorable aux quotidiens, la mise en commun des deux entraînant un surcoût pour la presse magazine ; surcoût estimé à 7 % du fait du tarif des heures du travail de nuit ne concernant que les quotidiens. C'est ainsi qu'il y a une quinzaine d'années les MLP qui n'ont pas à gérer la distribution des quotidiens et donc le coût que ça représente, ont lentement mais sûrement grappillé des titres de la presse magazine aux dépens de Presstalis. À l'heure actuelle, Presstalis a une dette de 120 millions d'euros envers les éditeurs. Si ces derniers ne sont pas remboursés rapidement, des dizaines de titres vont passer à la trappe ; pour les autres leur passage de Presstalis vers les MLP va s'accentuer.

C'était déjà le danger que pressentaient les syndicats de diffuseurs au moment où les MLP ont commencé à ne plus se contenter de titres à petit tirage, mais à récupérer des titres plus conséquents financièrement parlant (leur première « grosse prise » ayant été l'hebdomadaire *Marianne*). La CGT-Filpac ne voyait pas d'un bon œil (à juste raison) cette rupture MLP/Presstalis qui a largement contribué à la situation que nous connaissons aujourd'hui.
Tout va être remis à plat sur la table mais les différents acteurs ne sont pas sur la même longueur d'ondes. Certains voient comme solution une réunification des deux messageries (c'était bien la peine de se séparer il y a 15 ou 20 ans !), d'autres encore lorgnent du côté d'un éclatement au bénéfice de nouveaux groupes privés, les derniers enfin, en appellent comme d'habitude à l'aide de l'État. État qui cette fois rechigne à mettre la main à la poche, sauf à ce que la filière presse présente enfin une solution pérenne, et qui satisfasse également si possible la Filpac-CGT. Autant dire que les négociations vont aller bon train, et que pendant ce temps, faillites et licenciements risquent de s'accélérer.

## La presse : un bien public ou une marchandise ?

Le problème sera toujours là : l'information est-elle une vulgaire marchandise ou un bien devant être mis à la disposition du citoyen pour garantir la vie démocratique ? Les quotidiens doivent-ils être concentrés dans les mains de groupes industriels, d'entrepreneurs milliardaires, ou bien y a-t-il moyen de sortir de cette vision capitaliste ? On sait que même un titre comme *Libération* n'a dû sa survie qu'en passant sous la coupe de l'homme d'affaires Patrick Drahi (triste trajectoire pour ce journal qui se voulait aux mains de ses lecteurs), *Le Point, l'Express, l'Obs*… Tous, tous sont aux mains de milliardaires. Et on voudrait que leur distribution via des « coopératives » soient indépendante ? Faut quand même pas rêver. Nous sommes des utopistes mais pas des rêveurs. Comme pour d'autres branches d'activité, toute la filière de la distribution pourrait aisément être gérée par les travailleurs, des journalistes aux diffuseurs en passant par les correcteurs et les imprimeurs. La CGT si puissante dans cette branche pourrait... si elle le voulait. Mais il y a longtemps qu'elle a oublié qu'outre sa mission de défense du bien-être quotidien des travailleurs elle s'en était fixé une autre : prendre en main l'économie, la gérer en abolissant le salariat. La sempiternelle revendication que l'on entend c'est « nationalisation » de la branche Livre/presse. Donc le pouvoir entre les mains de qui ? D'un État qui remplacerait les patrons. Pas de voix au chapitre pour les travailleurs de cette branche. Se réapproprier le secteur presse par l'autogestion généralisée c'est-à-dire en le socialisant, c'est-à-dire en l'arrachant des mains de leurs propriétaires actuels pour le transformer en véritable service public. Vous voyez ce que ça implique, il va falloir reparler de révolution. On n'en est pas là, loin s'en faut. En attendant, gare à la casse qui se prépare et qui risque d'en laisser plus d'un sur le carreau. Soyons vigilants sur cette nouvelle restructuration qui s'annonce et sur son incidence sur les titres de presse. Comme le disait Albert Camus (encore lui) : « *Une presse libre peut bien sûr être bonne ou mauvaise, mais très certainement sans liberté, la presse ne sera jamais que mauvaise.* »

*Ramón Pino*
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

# LES RÉSIDENCES AUTONOMIE : PAS LA SOLUTION, MAIS UNE SOLUTION

Le gouvernement a eu la tentation de sacrifier les « vieux », de les laisser mourir pour tenter de sauver les autres dans un contexte de pénurie de moyens.

**Mourir en EHPAD**

Plus d'un décès sur trois dû au Covid-19 se produit dans les EHPAD et les établissements médico-sociaux parce que les personnes âgées sont plus fragiles, mais aussi parce qu'elles sont sacrifiées en premier par le gouvernement qui va récupérer les rares moyens de protection présents dans les EHPAD (masques…) pour les envoyer ailleurs (hôpitaux) ; on déshabille Pierre pour habiller Paul. Cette hécatombe remet aussi en cause le modèle des EHPAD, qui, pour des raisons de rentabilité, concentre les personnes âgées à risque, ce qui a des conséquences inhumaines en cette période, une privation totale de liberté et une coupure avec les proches jouant le rôle d'aidants.
Un autre modèle existe, celui des MARPA (Maison d'accueil rural pour les personnes âgées) qui forment un réseau de 200 maisons et des installations analogues dans les villes. Les personnes âgées vivent dans des studios indépendants avec accès par l'extérieur, reliés entre eux par des locaux partagés, salle-à-manger, buanderie, salon/bibliothèque. Une « maîtresse de maison » est disponible le jour et on peut appeler la nuit. En cas de besoin, aides et soins sont dispensés comme à domicile. Dans ce contexte les mesures de confinement auraient été plus humaines, supportables et choisies. Doit-on revendiquer et agir pour qu'il y ait d'avantage de résidences autonomie améliorées ? Elles pourraient se situer en milieu de vie dans les centre-villes où l'accès facile favorise les visites et les déplacements en transports en commun, où on accepte un animal de compagnie, avec ouverture sur l'extérieur (bancs, verdure…), bibliothèques et activités culturelles et sportives, avec du personnel de garde à l'accueil pour la nuit (travailleurs sociaux).
Cela existe, par exemple à Boulogne-sur-Mer, où tout le monde est accepté quels que soient le handicap et la perte d'autonomie. Le groupe HABITAT du CDCA 54 (Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie) envisage de se servir de l'exemple de Boulogne-sur-Mer pour demander des résidences de même type dans le département de la Meurthe-et- Moselle et à Nancy où il y a déjà actuellement six résidences « autonomie ». Ces structures d'accueil ne sont pas en rupture avec le système capitaliste. Même si elles offrent à leurs résident-e-s un confort, une proximité, une convivialité que n'ont pas les EHPAD, elles restent des institutions. Les résident-e-s devant payer un loyer et une redevance correspondant aux services dispensés. Elles ne sont pas en concurrence avec les maisons autogérées que nous proposons et défendons. Elles répondent néanmoins à l'attente d'une partie de la population qui refuse la fin de vie de plus en plus difficile en EHPAD. Elles ne sauraient être la solution, mais une solution, une alternative au modèle dominant de l'EHPAD.

**En attendant un autre futur**

Solidarité et entraide dans la future société libertaire, devront bien entendu être demain des valeurs indispensables, partie intégrante de notre système de Santé. Mais dès aujourd'hui, il est urgent et nécessaire de stopper la casse du service public de santé poursuivie par tous les gouvernements qui se sont succédé ces dernières décennies. Cette crise sanitaire aura au moins eu le mérite de révéler les méfaits d'une politique comptable de l'État, qui considère la Santé comme une marchandise. Face aux mensonges d'État dont chacun/chacune a pu se rendre compte ces derniers mois, il s'agit de réinjecter de l'humain aux conditions d'existence de nos aînés. Même la fin de vie n'est pas à vendre.

*Jean-Jacques Chatelux*
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Faits d'hiver

# JAKÈS ESNAL, CONDAMNÉ À MORT ?

La France s'honore d'avoir aboli la peine de mort. Bien. Mais…
Il y a quelques années, plusieurs longues peines ont demandé à être exécutées tout de suite. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'ils savaient qu'ils ne sortiraient **jamais** de prison et y crèveraient. Alors, mourir pour mourir !
Mon camarade et ami, Jakès Esnal, militant d'ETA, citoyen français, 69 ans, qui en est à 30 ans de prison, n'en est pas encore là, mais…
Le Tribunal d'application des peines de Paris s'est déplacé le 11 mars dernier à l'île de Ré (Jakès ayant refusé d'aller à Paris pour l'examen de sa demande de libération conditionnelle, car à quoi bon ?). Ce tribunal n'est pas du genre laxiste. C'est même tout le contraire. Et pourtant, ce 12 mai, il a accepté de libérer Jakès. Sortie prévue le 28 mai 2020.
Jakès est un détenu politique exemplaire. L'administration pénitentiaire loue son attitude qui force le respect du personnel comme des détenus. Son épouse, ses enfants, ses amis, souhaitent qu'il puisse simplement finir ses jours, tranquille, chez lui. ETA a arrêté la lutte armée il y a dix ans, a rendu ses armes il y a 4 ans, s'est auto-dissoute il y a 2 ans. Un processus de paix initié par la société civile est en cours depuis plusieurs années avec l'accord de toutes les forces politiques existantes. Le risque de récidive est donc inexistant. Plusieurs propositions d'embauche, le problème de sa réinsertion sociale ne se pose pas. Le Tribunal d'application des peines a compris cela. D'où sa décision. Merci à lui. Mais…
Mais, le procureur a fait appel. Appel suspensif. Et Jakès passera, d'ici 4 mois, devant la Cour d'appel anti terroriste. Une juridiction d'exception, du genre tribunal militaire, composée de carpettes aux ordres. Donc, on connaît la réponse.
En clair, la décision finale ne sera pas judiciaire mais politique. La petite Espagne fait pression sur la grande France. Si tu libères Jakès on ne t'achète plus ceci ou cela. La grande France se couche. Comme d'hab !
Soyons positifs, le petit peuple de la magistrature commence à se rebeller contre les larbins des tribunaux d'exception. Car, on ne peut pas être pour l'abolition de la peine de mort immédiate et accepter la peine de mort en prison. C'est simple !
En attendant, Jakès est condamné à mort. Les juges ordinaires commencent à s'interroger sur la justice, puisque…au final.
C'est une attitude prudente. Car, un jour, ils devront rendre compte de tout cela. Et peut-être plus tôt que prévu.

*Jean-Marc Raynaud*

# PEPITA LAGUARDA (1919-1936)

## La plus jeune milicienne de la CNT à être morte au combat pendant la Guerre civile espagnole

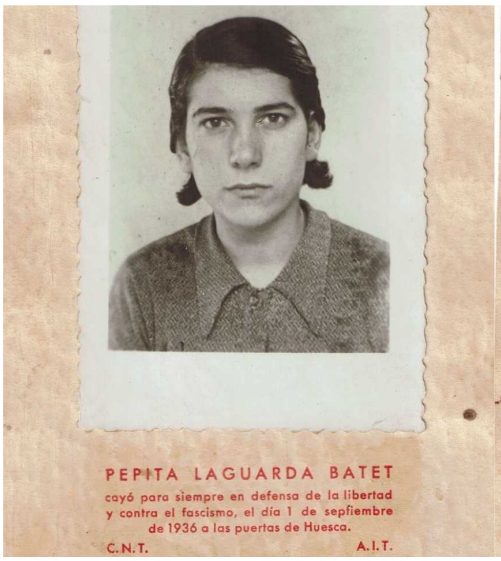
Elle s'est enfuie de chez elle et en compagnie de son petit ami, Juan López Carvajal, elle s'est enrôlée dans la colonne confédérale Ascaso pour mourir sur le front de Huesca le premier jour des combats.
Pepita Laguarda Batet a été tuée pendant l'été meurtrier de 1936 à l'âge de 17 ans. Cette jeune catalane vivant à Barcelone avait répondu à l'appel de la CNT afin de combattre le coup d'État militaire du 18 juillet 1936. Elle est morte sur les lignes de front un matin de début septembre 1936 dans les environs de la ville de Huesca.
L'histoire de Pepita Laguarda est celle d'un idéalisme brisé par la guerre civile. Non seulement, on peut être impressionné par son jeune âge, mais aussi par son courage. Elle a rejoint les tranchées en première ligne. Là où elle finit par perdre la vie entourée de ses compagnons. On sait peu de choses sur les femmes qui ont combattu au front durant la Guerre civile espagnole et sur le nombre total de femmes qui ont préféré manier un fusil et se battre pour l'Espagne à laquelle elles croyaient plutôt que de rester à l'arrière.
Mon ami Hélios, le fils de Juan López Carvajal m'a fait parvenir ces deux textes qui évoquent la brève histoire d'amour de Pepita et Juan. Une nouvelle et un documentaire sont actuellement en préparation en France et en Espagne sur Pepita et Juan.

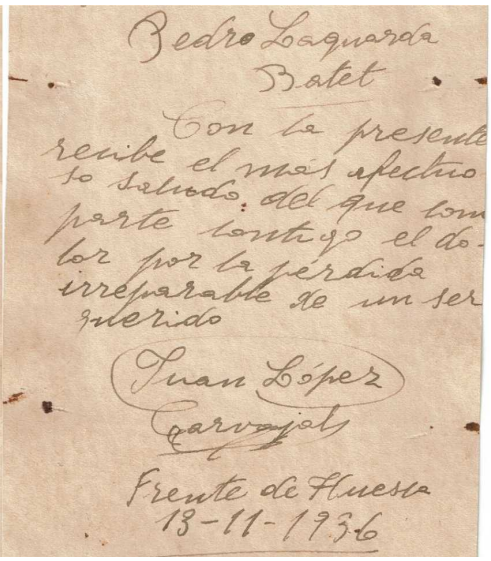
*Daniel Pinós*

## Dialogue à travers les générations ou une belle histoire

Ce 12 janvier 2019, j'ai reçu un courriel d'un certain Ramón (de Manresa, province de Barcelone) qui évoquait l'histoire de la sœur de son Grand-père. En quoi étais-je concerné ? Cette sœur est morte le 1er septembre 1936 et était alors âgée de 17 ans et on l'appelait Pepita. Le grand-père de mon interlocuteur était alors âgé de 14 ans. Aussitôt, en un éclair, je réagis, oui, il s'agissait bien de la fiancée d'alors de mon père. Comment Ramon avait-il fait le lien avec moi ?
Comment avait-il eu mon courriel ?
Le 18 juillet 1936, Juan (c'est le prénom de mon père.) se trouvait chez sa fiancée Pepita, lorsqu'il entendit à la radio les proclamations des confédérations syndicales UGT et CNT appelant à arrêter le coup d'État des généraux putschistes.
Aussitôt, il prit le métro pour se rendre au siège de son syndicat. Sa fiancée Pepita était une toute jeune fille de 17 ans, militante et décidée malgré son jeune âge, elle était révoltée par les injustices sociales qu'elle vivait autour d'elle.
Ce jour d'août 1936, au cœur de la révolution espagnole à Barcelone, Pepita, décida de s'enrôler dans une colonne anarchiste. Elle en parla à son fiancé, Juan, âgé de 22 ans. Ce dernier lui répondit : « *Si tu y vas, j'y vais aussi* ». Ils s'inscrivirent à Pedralbes, à la caserne Miguel Bakounine, ils furent enregistrés dans le groupe 45 de la cinquième centurie de la Colonne Francisco Ascaso.
C'est ainsi que le couple se retrouva quelques jours après sur le front de Huesca, à Vicién.
Entre-temps, le fiancé de Pepita avait écrit une lettre aux parents de la jeune fille, pour qu'ils envoient un télégramme au chef de la colonne prétextant que son père était gravement malade, afin de la faire rapatrier.
Ses parents ne reçurent jamais cette lettre.
À ce moment, Juan se retrouva à l'infirmerie avec une infection intestinale. La jeune fille l'informa qu'elle partait à l'attaque avec une auto blindée. Une auto-blindée ? C'est beaucoup dire ! Il s'agissait de véhicules ordinaires auxquels ont avait ajouté des plaques de métal de 5 mm. L'ambulance transportant le premier blessé, arriva avec Pepita qui se plaignait du ventre. Une balle l'avait atteint par le haut du dos. Elle fut transportée vers Grañen à plus de 20 km de là. Un médecin constata qu'elle avait perdu beaucoup de sang. Juan López proposa de donner son sang, mais il était trop tard. Elle mourut.

*Hélios Lopez*



# Courriel de Ramón à Hélios (28 mars 2020)

Un an et demi avant la mort de mon grand-père, le 30 juin 2013, J'avais alors 37 ans. Je voulus savoir, ce qu'il en était de la sœur aînée de mon grand-père. Alors je cherchais sur un moteur de recherche. Une paire de documents inespérés apparurent, ils éveillèrent en moi une intense émotion, il s'agissait d'informations qui allaient au-delà de ce que j'avais obtenu de ma famille.

Un article de *Solidaridad Obrera* dans son numéro 1378, en date du 13 septembre 1936 qui portait à la connaissance des lecteurs la mort sur le front d'Aragon de Pepita et un autre texte dont l'auteur était Hélios. Il s'agissait d'un texte posthume de remerciements qui relatait l'intense vie de son père Juan, un militant anarcho-syndicaliste qui débuta son périple avant la guerre civile, puis en compagnie de Pepita, ensuite il survécut à la défaite républicaine antifasciste en s'exilant en France.

Jusqu'à cet instant dans lequel je me décidais à savoir quelle avait été la vie de Pepita, l'unique information que je possédais, c'était que mon grand-père avait eu une sœur aînée qui mourut à Grañén, sur le front d'Aragon à l'âge de 17 ans. Mon grand-père disait qu'elle était anarchiste, « et très révolutionnaire ». Lui avait à ce moment 14 ans. Il la décrivait comme une bonne personne, avec un fort caractère, joyeuse et pleine d'initiatives. Bien plus tard, lors de mes visites dans la maison de mes grands-parents, apparut, comme venue du néant, une photo avec le visage de Pepita au regard fixe et le cheveu noir. Sous la photographie, on pouvait lire, imprimé en lettres rouges, son nom Pepita Laguarda Batet et les sigles : C.N.T. et A.I.T. avec ce texte : « *Elle tomba pour toujours en défense de la liberté et contre le fascisme, le 1er septembre 1936 aux portes de Huesca* ». Au revers de la photo, il y avait un message de condoléances écrit et signé par Juan López Carvajal, son compagnon et frère de combat.

Cet écrit était daté du 13 novembre 1936, presque deux mois et demi après la mort de Pepita. Il était rédigé ainsi : « *À Pedro, avec cette lettre reçois mon plus affectueux salut, je partage avec toi la douleur de la perte irréparable d'un être aimé (…)* ».

Sans doute, c'était un précieux souvenir que mon aïeul conserva tout au long des années avant de mourir en juin 2015 et qui passa dans les mains de son unique fille Odile (ma mère).

À cela, s'ajoute ma vague connaissance (ou plutôt la méconnaissance) de la Guerre civile espagnole. Carence qui peut-être attribuée à un régime qui a fait tout son possible pour enterrer la vérité sur les faits déterminant de la guerre civile, même après la mort du dictateur.

Ma curiosité pour Pepita n'est pas allée au-delà de cette nuit de juin 2013, comme je l'écris au début de ce texte, je décidais de fouiller les fonds infinis des « océans » de l'information (qui ne sont pas toutes vraies). Je tombais sur des textes qui remuèrent ma curiosité.

Cet homme que mentionnait l'article du journal ne pouvait être un autre que celui qui de sa propre main fit connaître sa peine à mon grand-père pour la mort de sa sœur : Juan. Je partageais alors mes pensées avec ma mère. Je lui renvoyais les divers textes du journaliste et d'Helios López (en mémoire de son père décédé fin 2011). Mon grand-père, Pere, a vu ces divers documents imprimés et annotés par ma mère Odile, qui quoique âgée de 93 ans, resta surprise et reconnaissante par le contenu des divers textes qu'elle lut attentivement. Elle ne put contenir son émotion et ne retint pas ses larmes en se rappelant ces moments où la guerre la priva de Pepita.

C'est en ces jours que je décidais de me mettre en contact avec Hélios, le fils de Juan, car nombreuses étaient les questions qui m'assaillaient. J'ai d'abord eu des sentiments contradictoires en lisant la trajectoire de Juan dans ses mémoires. Deux âmes jeunes avec les mêmes idéaux et séparés par des destins adverses. Elle, mourut trop jeune, lui survécut et de quelle manière, aux infortunes de la guerre, il réussit à se forger un destin, de manière tenace et persistante pour vivre et maintenir ses idéaux intacts.

Il me vint une grande admiration pour Juan. Rien ne fut facile au long de sa longue vie, de sa naissance à son émigration avec sa famille à Barcelone, en passant par la perte prématurée de sa mère, la cruauté de la guerre et de la déroute, l'exil loin de ses proches.

Sa vie méritait bien de figurer dans un livre.

# AUCUN PEUPLE AU MONDE N'EST MILITAIRE PAR ESSENCE

« **Eh ben mes cadets, eh ben mes petits frères !** » se serait étranglé Jean Carmet, je dois t'avouer avoir lu l'article *Retour du Rojava III. Critiques, problèmes et contre-critiques* du compagnon Nestor Potkine, dans le numéro d'avril du *Monde libertaire*, avec la stupéfaction d'un électeur qui découvre que sa maire le trompe au Jerry Springer Show.

Je passerais ici sur le fait de légitimer son admiration pour des groupes marxistes en essayant d'y trouver un petit quelque chose de libertaire. Après tout, comme disait ma grand-mère, les coups et les douleurs...

Exit donc, toute critique du PKK de ma part, même si j'ai une violente poussée d'urticaire à chaque fois que l'on prononce ce mot de façon dithyrambique. Mais après tout, comme disait Paul Claudel « *celui qui admire a toujours raison* », alors à quoi bon ?

En revanche, je compte attirer ton attention sur le chapitre intitulé *Glorification du militarisme*, où l'auteur semble vouloir justifier le militarisme au Kurdistan, par le fait que de porter une arme serait dans l'ADN des Kurdes. Je le cite : « *les Kurdes et les armes, c'est les Français et le vin* ».

Soyons clairs, porter une arme, c'est, de facto donner du crédit à la violence, la légitimer. Sur ce point, j'ajoute que même si j'essaie au quotidien de faire mien le proverbe créole « *yo ka pa bwokanté pawol pou kou* », littéralement « *on n'échange pas la parole pour des coups* (rien ne justifie la violence) », j'ai beaucoup de mal à faire mienne l'imagerie christique de tendre la joue droite quand on vient de se prendre une gifle sur la gauche. Au crédit de l'auteur, Louis Lecoin, lui-même à qui nous devons le statut d'objecteur de conscience, justifiait la violence dans la lutte des classes en organisant des livraisons d'armes aux compagnons anarchistes espagnols. Mais la question n'est même pas là. La question n'est pas de légitimer ou non, à un moment donné, comme ce fut le cas pour les anarchistes espagnols, comme ça l'est aujourd'hui pour les Kurdes, la violence armée. Encore une fois, libre à chacun, en conscience, de trouver légitime ou non cette violence. Non, la question est de légitimer cette violence par le fait qu'un peuple serait par essence porté sur l'amour des armes.

Or, aucun peuple ne porte en lui, dans son sang, l'amour des armes. Aucun.

Aucun, parce que tout bonnement, j'ose croire qu'aujourd'hui, en 2020, après près de deux siècles de luttes anarchistes pour la liberté de conscience de chaque être humain sur cette planète, plus aucun d'entre nous, notre compagnon Nestor y compris, ne pense réellement que les peuples sont une identité à part entière derrière laquelle s'écraserait de facto toute émancipation individuelle.

Penser que les armes sont dans l'ADN d'un peuple, c'est exactement le discours que sert aux américains la tristement célèbre NRA (National riffle association) pour justifier le second amendement sur le port d'armes. Pour la NRA, les armes seraient dans la culture américaine car la violence a toujours fait partie de l'histoire américaine. Argument tué dans l'œuf par Michael Moore dans son documentaire *Bowling for Columbine*. Tous les peuples ont une histoire violente. Depuis que le premier humain a taillé son premier silex et l'a mis au bout d'un bâton pour en faire une lance, il y a fort à parier que, dès le début, il ne s'en est pas servi que pour chasser le tigre à dents de sabre. En parlant de sabre, ce serait d'ailleurs un peu comme croire que cette arme chez les militaires ne servirait qu'à sabrer le champagne. C'est un fait, tous les peuples au monde ont toujours eu des armes

pour arriver à survivre. Et ceux qui sont toujours existants aujourd'hui le sont au détriment de plus petits peuples. Or, tous les peuples au monde, aujourd'hui, n'ont pas tous une armée, ou des armes librement en circulation. Michael Moore, dans son documentaire met l'accent sur le fait que la violence n'est pas due aux armes mais au climat de peur entretenu par la presse en mal de gros titres à sensation et les politiques peu scrupuleux intéressés par diviser pour mieux régner. Au Canada voisin, les armes sont en circulation et le taux de morts par armes à feux y est largement inférieur. En France, il y aurait près de 2 millions d'armes en circulation – majoritairement dans les campagnes - et nous n'avons pas non plus les taux de criminalité des américains. Or, si le port d'armes ne peut justifier la violence, la violence par la peur qu'elle occasionne, ne peut justifier du port d'armes. Ce n'est pas parce qu'on a peur de son voisin qu'il faut s'armer et tirer à vue sur tout ce qui bouge.

Penser qu'un peuple est par essence militariste, sans aller bien loin, c'est l'un des fondements même du Kémalisme chez les Turcs. « *Her türk asker dogar* », tout Turc naît soldat, dit l'adage nationaliste. « *Les Kurdes n'ont pas d'autres amis que les montagnes* » commence notre compagnon Nestor dans son article pour justifier plus tard de cette militarisation. C'est exactement ce que disent les nationalistes turcs, qu'il faut se méfier des Grecs, des Arméniens, des Arabes, des Perses. Les nationalistes turcs vous diront que tous les pays qui les entourent sont des ennemis, et le justifieront en vous regardant droit dans les yeux, l'histoire du pays pour preuve à l'appui. Combien de fois ai-je entendu de ces nationalistes me dire « *personne ne nous aime* », pour justifier l'armée, l'amour de la patrie et le bruit des bottes ?

Quand allons-nous enfin comprendre que de raisonner en grands ensembles est une aventure scabreuse et paranoïaque qui ne nous a jamais menés qu'au fin fond des charniers ? Quand allons-nous enfin comprendre qu'un peuple, ça n'existe pas, c'est du vent ! Que le seul dénominateur qui relie les individus au sein d'un même peuple c'est la langue. Ce qui n'est d'ailleurs même pas vrai pour les Kurdes. L'auteur parle d'ailleurs de 4 langues kurdes, il compte donc les Zazas du Dersim. Le sujet est, déjà, en lui-même objet de débats puisque bon nombre de ces Zazas eux-mêmes, ainsi que des universitaires ne reconnaissent pas les Zazas comme Kurdes, mais assimilés par ces derniers...

Les Kurdes, donc, oui mais lesquels ? En France, nous ne sommes pas les mêmes au sein d'une même famille, d'une sœur à l'autre, d'un frère à l'autre, pourquoi alors en serait-il autrement quand nous pensons aux personnes vivant à l'autre bout du monde ? Pourquoi en serait-il autrement pour les Kurdes ? Ce n'est pas le cas, par exemple, d'Halil Sevda et comme lui de nombre d'objecteurs de conscience kurdes. Halil Sevda a refusé de porter une arme « *que ce soit pour l'armée turque ou pour le PKK* » . Et il est illusoire de ne pas penser que les pressions ne sont pas les mêmes dans les deux camps pour faire de chaque individu un soldat. Les Kurdes nationalistes comme les Turcs nationalistes, ont en commun l'amour du drapeau, les armes, et ce qui mène les masses sur les charniers, la glorification du « sehit », le martyr. Lire à ce propos, encore une fois, l'excellent ouvrage de notre compagne Aurélie Stern, *l'Antimilitarisme en Turquie*, paru aux Éditions de l'Atelier de Création Libertaire, et disponible dans toute bonne librairie anar sur commande.

L'argument, qui est de justifier la militarisation par le fait que les Kurdes dans leur ensemble sont intrinsèquement portés sur les armes, c'est réduire un individu, une entité, à une seule de ses dimensions. Dire que « *les Kurdes et les armes, c'est comme les Français et le vin* », c'est réduire Kurdes et Français à une identité de groupe en leur supprimant toute liberté de conscience. C'est l'argument de la facilité, et que nous sommes, anarchistes, plus habitués à lire dans la presse bourgeoise, réactionnaire et d'extrême droite. « Les Turcs et les armes, les Français et le vin », c'est exactement le même mécanisme de pensée que Chirac lorsqu'il parle de « *bruit et d'odeur* » chez les Noirs, pour sous-entendre que tous les Noirs seraient naturellement bruyants et portant une mauvaise odeur. C'est du racisme. Et je ne veux pas croire que notre compagnon soit raciste, bien sûr, je pense qu'il s'est emballé, grisé par l'admiration qu'il peut avoir, légitimement, pour des individus en lutte contre des forces supérieures en nombre et en armes.

Car raisonner en grands ensemble, c'est le propre des autoritaires, marxistes ou libéraux, qui n'ont de cesse que d'attiser les haines entre les individus, de les diviser afin de mieux les asservir. Les anarchistes, j'ose encore le croire, relient leur lutte à l'émancipation de chaque individu. Pour l'avènement d'une société libertaire basée sur la liberté de conscience et la responsabilité individuelle. Au « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » du vieux Pascuale Paoli, fondateur de la nation corse, préférons celui des individus à se prendre en main, se faire confiance, et à disposer d'eux-mêmes.

Je terminerai sur une question posée par notre compagnon dans cet article et qui m'a fait sourire : « *en 1944, on n'aurait guère pu blâmer qui aurait condamné à mort un SS prisonnier* ? ». Elle me ramène il y a quelques années, à une belle journée où Raymonde, l'amour de ma vie, me racontait une anecdote qui lui était arrivée justement au moment de la Libération et qui l'avait fait sortir de ses gonds. Le miel de sa voix et la douceur de ses mots sonnent encore à mes oreilles comme si c'était hier. Il faut savoir que toute sa vie, Raymonde a toujours détesté les armes. Même en plastique. Elle avait la guerre en horreur. Et pour cause, elle a gardé jusqu'à la fin de sa vie l'odeur du sang séché sur la plage de Zuytecoote. Bref, la scène se passe à Dunkerque, dernière ville libérée de France. Raymonde est alors une jeune fille de 15 ans. À peine une semaine avant, les nazis qui étaient en pleine débandade cherchaient des filles dans les fermes pour les emmener avec eux, et ne la trouvant pas, lui avaient volé son vélo. Raymonde est chez elle. Son père, Jojo, résistant, arrive avec ses copains, fiers de leur prise du jour, deux jeunes allemands. « *C'était des gamins Aurel, nous avions le même âge !* » n'a-t-elle jamais cessé de me répéter chaque fois que je lui demandais de me raconter cette histoire. Les hommes la laissent seule avec les deux jeunes complètement terrorisés par le sort incertain qui les attend, lui mettant un flingue dans la main, et partant discuter dans la pièce d'à côté, lui intiment « *s'il y en a un qui bouge, tu tires* ! ». Outrée par la situation, le visage violacé de colère, sans un mot, Raymonde rejoint les hommes en train de discuter dans la cuisine, pose brusquement le flingue sur la table, et dans un silence de mort attrape deux bols, se dirige vers le grand poêle à la fonte où mijotait la popote, plonge la louche dans l'onctueux breuvage, remplit les deux bols de soupe, et les porte aux deux gosses restés pétrifiés, livides dans le salon. Raymonde aurait eu 90 ans aujourd'hui. Je lui aurait porté comme à mon habitude, un énorme bouquet de roses et une bouteille de champ'. C'est dire si elle me manque ! Et bref... pour répondre à notre compagnon Nestor, à savoir si on aurait pu blâmer de condamner à mort un SS à l'époque. Je réponds que bien sûr que si. Raymonde, l'amour de ma vie, ma grand-mère, l'a fait. Et je mettrais ma main au feu qu'elle n'a pas été la seule.

**Pour que vienne enfin le règne de l'Anarchie, et que crève ce vieux monde !**

*Aurélien Roulland*
Groupe Louise Michel
de la Fédération Anarchiste

# CONFINEMENT SOUS LE CIEL DE GAZA

À propos de la lutte des Palestiniens contre l'oppression coloniale de l'État d'Israël, nous avions notamment recensé *La Résistance palestinienne : des armes à la non-violence* de Bernard Ravenel (édité chez L'Harmattan en 2017). Le livre du Gazaoui Ziad Medoukh, *Être non-violent à Gaza* – un lieu où l'on ne s'attendait pas à cela – confirme une évolution des moyens de résistance – car il ne s'agit pas de baisser les bras –, moyens qui vont à l'encontre de la description, pour la moins orientée, que nous donnent les médias occidentaux qui ne s'intéressent à cette bande de terre que pour y décrire des actes de violence et mettre l'accent sur l'envoi de roquettes contre Israël, projectiles qui, la plupart du temps, ne font aucun dégât. Pour autant, très rares sont les informations qui passent lorsque les Palestiniens manifestent pacifiquement. En fait, le souhait de l'État israélien c'est que les Palestiniens se radicalisent dans la violence et pouvoir sévir contre eux et maintenir l'occupation et la colonisation dont Israël, dans son ensemble, tire les plus grands bénéfices économiques.

À notre plus grand ébahissement, le livre de Ziad Medoukh témoigne de l'incroyable vitalité des habitants de Gaza – des ouvriers, des paysans, des femmes, des intellectuels, etc. – qui, face à une situation épouvantable, entendent rester fermement pacifiques, pleins de vie et d'espoir. De plus, une autre fenêtre de communication s'est ouverte avec la création de *Gaza la vi*e (sur You Tube), une chaîne vidéo montrant sans fards le quotidien des Gazaouis. Que dire de ces images sportives quand sur les 120 amputés – imputables aux actions guerrières des soldats d'Israël – que compte Gaza, vingt-cinq joueurs de football continuent à s'ébattre sur le terrain avec une seule jambe ? Mais, maintenant, comment la situation va-t-elle évoluer ? Car, depuis 2018, « *les Gazaouis sont en train de passer à d'autres choix de lutte* », écrit Ziad Medoukh qui montre en outre un souci de grande objectivité pour décrire la situation gazaouie :

« *Devant l'impasse des discussions de paix conduites par le gouvernement de l'Autorité palestinienne à Ramallah et l'impuissance du pouvoir exclusif du Hamas à Gaza, la société civile, fatiguée d'attendre la réalisation des promesses de dirigeants politiques divisés, et inquiète de l'absence de perspectives pour sa nombreuse jeunesse, a décidé de prendre son destin en main et de porter son choix sur la résistance non-violente active.* »
Ce changement de pied veut répondre à ce qui est estimé être un double échec, d'un côté, celui de l'action politique traditionnelle, de l'autre, celui de la lutte armée, deux façons d'agir qui, sans être illégitimes, n'ont pas apporté les résultats souhaités.

Si nous constatons le silence des médias occidentaux, il faut en excepter un article (en libre accès) de René Backmann sur *Mediapart* du 31 mars 2018 et intitulé *Bande de Gaza : la société civile est en première ligne* :
« *Une nouvelle page de la lutte des Palestiniens pour la reconnaissance de leurs droits à la liberté, à l'indépendance et à un État a peut-être été tournée, vendredi 30 mars, dans la bande de Gaza. Trente et un ans après l'explosion, au même endroit, de la première intifada, qui avait révélé l'invention d'une nouvelle forme de résistance à l'occupation et à la colonisation, l'afflux, par dizaine de milliers, de manifestants palestiniens pacifiques vers la barrière métallique qui sépare la bande de Gaza du territoire israélien ressemble fort à la naissance d'une stratégie nouvelle : la désobéissance civile massive et non violente.* »
« *Contrairement à ce que les porte-parole du gouvernement israélien ont tenté d'asséner depuis plusieurs jours, l'initiative de cette "grande marche du retour" ne revient pas au Hamas, qui contrôle largement la bande de Gaza, mais à diverses organisations de la société civile* […]. *Ce qui n'empêche pas le mouvement islamiste d'être largement – mais discrètement – présent dans l'organisation de la manifestation.* »
« *Après trois guerres en 2008, 2012 et 2014, qui ont fait plus de 3600 morts et plongé la bande de Gaza dans le désastre et le désespoir, le discours guerrier du Hamas a perdu de sa crédibilité* […]. »

« *En fait, le Hamas et les autres organisations politiques locales ont emboîté le pas – avant d'apporter leur concours sous des formes diverses...* »

Cette marche du retour – qui en dix-huit mois a enregistré 320 morts et 32 000 blessés – s'appuie sur le droit au retour des réfugiés palestiniens reconnu par les Nations-unies dans la résolution 194 du 11 décembre 1948. Et, sur les deux millions de Gazaouis, il faut compter que 1,3 million sont des réfugiés ou des descendants de réfugiés ; cependant, il est admis que ce droit est d'abord symbolique et qu'il est surtout question de la levée du blocus qui enferme Gaza depuis 2007.

Il faut retenir que la forme de résistance que met en avant Ziad Medoukh « *tend à émanciper la population de la tutelle des partis et des structures traditionnelles* », ce qui est peu apprécié des divers pouvoirs palestiniens, pas plus d'ailleurs que de l'État israélien qui, par ses représailles violentes, perd de sa légitimité devant des actes pacifiques.

Mais qu'en est-il réellement ? Car le propos de Ziad Medoukh nous paraît plein de retenue quand il déclare :
« *Après plus d'une année de marche du retour, rien n'a encore vraiment changé pour les Palestiniens. Pour être pleinement efficaces, les organisateurs devraient se référer aux vrais principes de la non-violence.* » Sur le terrain de la vie quotidienne, il s'agit d'abord de maintenir le lien social par le bénévolat et la solidarité, par une recherche de l'autonomie alimentaire, énergétique et économique, par la promotion de la culture et de l'éducation, par l'économie familiale et locale, par les coopératives agricoles et artisanales, par l'agro-résistance, etc. ; et, par là, se libérer de la puissance occupante et alléger le blocus qui a pour but de maintenir un état de dépendance et de domination. Cependant, l'économie de Gaza n'est pas socialiste, mais néolibérale – la chaîne vidéo *Gaza la vie* montre ainsi que « des citoyens aisés aident les pauvres » –, même si, maintenant, l'introduction d'une pratique non-violente peut inclure, par là même, une forme de socialisme décentralisé plus approfondi. Mais nous n'en sommes pas là : « *À Gaza, ville moderne, on trouve tout : magasins, belles boutiques, grandes surfaces, centres commerciaux, banques, sociétés de communications, voitures récentes, hôtels de luxe, cafés et restaurants branchés, etc.* », est-il rappelé dans la conclusion.

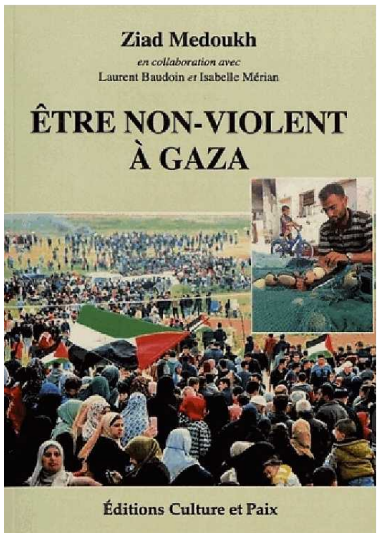
Dans ce combat pour la vie, le rôle des femmes et leur implication sociale sont fondamentaux ; de par la situation dramatique, elles ont été dans l'obligation d'évoluer et de prendre leur sort en main, car souvent veuves, mères, épouses d'hommes tués ou emprisonnés. Répondant à une question de Leïla Shahid : « *D'où vient* [...] *cette force des femmes palestiniennes dans la remise en cause de beaucoup de choses qui font partie de la tradition ?* », Jean Genet avait répondu : « *Tout simplement parce que les femmes – la femme arabe en général est d'abord l'esclave de son mari – se libèrent d'abord de leur mari.* » (*L'Ennemi déclaré*, réédité par Gallimard en 2010.) Et Ziad Medoukh, dans un entretien, reconnaît que « *le chemin est encore long pour qu'elles obtiennent tous leurs droits* ».

C'est le Centre de la paix de l'université Al-Aqsa qui, momentanément, proposa ainsi des ateliers et des formations, comme la participation des étudiants aux activités agricoles et artisanales, comme ce programme de soutien aux enfants traumatisés par les agressions israéliennes et le blocus (presque chaque famille compte un mort, un blessé ou un handicapé) ; ainsi fallait-il aider ces enfants terrorisés comme lorsque dix missiles israéliens détruisirent le centre culturel de Saïd Al-Mishal ; c'est à cela que s'emploient de moins jeunes en apportant leur soutien psychologique, etc.

En note de bas de page, nous pouvons lire une citation d'Abdelfattah Abusrur, directeur du théâtre Al Rowwad : « *Il fallait inventer un lieu où rester vivant, en résistant sans aucun compromis, mais en offrant aux enfants d'autres possibilités que celles d'aller se faire sauter dans un bus.* »
La Palestine n'avait pas de références historiques non-violentes ; c'est avec la première intifada de décembre 1987, appelée également « intifada des pierres », que naît la pratique d'une désobéissance civile de masse à caractère non-violent (le Hirak algérien s'en inspirera). C'est sans doute pourquoi dans *L'économie de résistance, une force libératrice*, en préface, Louis Campana, président-fondateur de Gandhi International, n'hésite pas à citer Gandhi :
« *L'État représente la violence sous une forme intensifiée et organisée. L'individu a une âme, mais l'État, qui est une machine sans âme, ne peut être soustrait à la violence puisque c'est à elle qu'il doit son existence.* »
« *La véritable indépendance ne viendra pas de la prise du pouvoir par quelques-uns, mais du pouvoir que tous auront de s'opposer aux abus de l'autorité. En d'autres termes, on devra arriver à l'indépendance en inculquant aux masses la conviction qu'elles ont la possibilité de contrôler l'exercice de l'autorité et de la tenir en respect.* »

*André Bernard*

Ziad Medoukh, *Être non-violent à Gaza* en collaboration avec Laurent Baudoin et Isabelle Mérian Culture et Paix éd., 2020, 192 p.




On pourra consulter sur le site ***deladesobeissance.fr*** : **« Je refuse de servir dans l'armée israélienne », « Les nouveaux pacifistes d'Israël », « Israël : 63 garçons et filles refusent de servir… », « Made in Israël »,« Le choix palestinien de la non-violence », « Les principales victoires de BDS en 2017 », etc.**

Histoires vraies

## DU COURAGE ET DE L'HUMOUR… EN POLITIQUE !

C'était en Algérie. Du temps de Boumédiène.
Un homme, seul, distribue des tracts dans la rue. Cinq minutes après, il est arrêté par la police. Et emmené au poste pour…
Un flic, doté d'autre chose que d'une moelle épinière, s'avise d'examiner l'objet du délit. Il n'en revient pas. Les tracts ne sont que des feuilles blanches. Après examen, pas de plan du genre encre sympathique. Les feuilles blanches ne sont que des feuilles blanches. Le flic est décontenancé.
Question. « *Pourquoi distribuer, dans la rue, des tracts, chose interdite, qui ne sont que des feuilles blanches ?* »
Réponse. « *À quoi bon écrire ce que tout le monde sait ?* »
Verdict. Trois ans de prison pour avoir distribué des tracts vierges de tout écrit.
Tout était dit !

*Jean-Marc Raynaud*

Le Monde comme il va…

# ET SI ON PARLAIT CHIFFRES !

- Je ne sais pas si vous avez entendu parler d'un téléthon européen ! 7,5 milliards d'Euros auraient été dégagés pour lutter contre le Covid-19. Donc, je me suis dit que ce serait intéressant de rassembler des chiffres qui circulent un peu partout, sans s'occuper des pourquoi et des comment. Ces sommes ne sont bien sûr pas exactes, elles ont été collectées à un moment précis où la crise continue partout ! Elles sont donc susceptibles de changer, vers toujours plus ! Donc voici :

- Le budget militaire mondial serait de 1800 milliards de dollars !

- La BCE (Banque européenne) a annoncé un plan d'« urgence » de 750 milliards d'euros.

- Bruxelles en rajoute 540 milliards.

- L'État français a dégagé quoiqu'il en coûte 110 milliards d'euros.

- La Fed (Réserve fédérale américaine) a injecté 1500 milliards de dollars.

- Les États-Unis mobilisent 2200 milliards de dollars.

- La France prête à Air France 4 milliards d'euros.

- La Hollande prête à Air France-KLM 2 milliards d'euros.

- L'État allemand dégage 500 milliards d'euros.

- L'Italie 4 milliards d'euros.

- L'Inde dégage 22 milliards de dollars.

- La Chine dégage 573 millions de dollars.

- L'Australie 65 milliards de dollars.

- La Grande-Bretagne 2200 milliards de livres.

Etc. etc. etc.

Quelques chiffres d'affaires : comme le Fonds Berkshire Hathaway de Warren buffet (C'est lui qui disait, avec raison ? *Il y a une lutte de classes et c'est nous qui l'avons gagnée*) 250 milliards de chiffres d'affaire. Google 136 milliards de dollars, Apple 64 milliards de dollars, Facebook 55 milliards, Amazon 57 milliards, et enfin Microsoft 126 milliards et le mien ? Chut c'est privé !

Je suis sûr que chacun d'entre vous pourriez ajouter un ou deux ou trois autres chiffres ou modifier ceux qui sont indiqués. En faisant le total des sommes concernant le Covid-19 j'arrive à quelque chose qui tourne autour de 9500 milliards de dollars. Si on compte 7 milliards de personnes vivant sur terre actuellement, cela ferait 1350 dollars par habitant. Absurde n'est-ce pas ! Mais pourquoi m'avez-vous lu jusqu'ici ? Bienvenue en Absurdie !

*Le guetteur*

# INFOX

Face au succès de l'expression anglo-saxonne « fake news » popularisée par Donald Trump et diffusée sur les réseaux sociaux ou autres médias francophones, un avis de la Commission d'enrichissement de la langue française recommandait l'emploi du terme « infox » (*Journal officiel de la République française*, 4 octobre 2018).

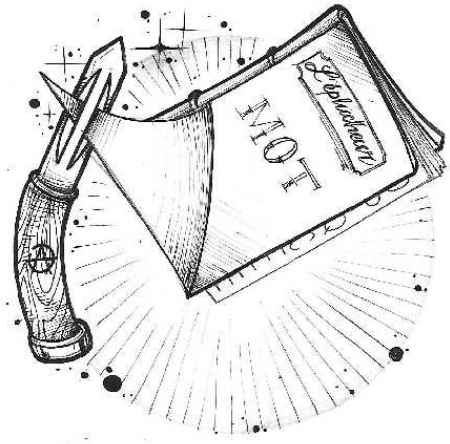
Contraction des mots « information » et « intoxication », ce néologisme peut également être remplacé, selon le contexte, par « information fallacieuse » ou d'autres synonymes que l'on peut trouver par exemple dans la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse comme les « nouvelles fausses, pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers ». Pour mémoire, l'attentat commis par un jeune anarchiste le 9 décembre 1893 – une bombe à clous est jetée dans la Chambre des députés pour mieux « *hâter l'avènement de l'ère nouvelle* » – conduira à l'adoption des lois scélérates restreignant sévèrement la liberté d'expression (Jean Maitron et Anne Steiner, « *Auguste Vaillant* », *Dictionnaire des anarchistes*).

En promouvant l'usage d'« infox », la commission mentionnée plus haut se réjouissait de « *soutenir la création d'un néologisme susceptible de plaire au grand public* ». Mais est-ce bien le cas ? Certes, des revues telles qu'*Hermès* ou *Les Temps modernes* avaient employé ce terme à la suite du quotidien français de référence... Or, dans un entretien avec Béatrice Kammener, le sociologue Jeremy Ward soulignait les problèmes posés aux sciences par ce vocable nouveau : « *L'idée d'infox contribue à délégitimer toute forme de critique adressée au consensus médical, même lorsque celle-ci fait preuve d'une réelle volonté de se placer à l'intérieur du monde de la science. En réunissant sous un même terme des démarches radicalement différentes du point de vue du rapport à la science, le terme 'infox' ne fait enfin que renforcer, au lieu de l'apaiser, la polarisation des points de vue* » (*Sciences humaines*, décembre 2018).

Ainsi, la crise révélée par la pandémie de COVID-19 a confirmé cette analyse, alors que le gouvernement français a suscité des craintes légitimes en mettant en service, pour quelques jours de trop, une rubrique intitulée *Désinfox Coronavirus* et qui, selon la porte-parole Sibeth Ndiaye aurait « *malheureusement été mal comprise* ».

Rappelons-nous la leçon inculquée par O'Brien à un Winston Smith qui ne voulait pas comprendre : « *Ce que le Parti tient pour vrai est la vérité* » (George Orwell, *1984*).

*Nedjib SIDI MOUSSA*



# LE DOIGT ET LA LUNE. 4E PARTIE

« **Lorsque le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt** »
Adage Chinois

## Parlons des effondrements, en cours ?

Il est difficile d'écrire sur quelque chose qui est en train de se passer et qu'il n'a pas été possible de voir venir. L'irruption du C*ovid-19* dans la vie du monde modifie profondément notre façon de voir la suite de notre histoire. Au fond, considérer la possibilité d'un effondrement du seul point de vue environnemental nous donnait le temps de voir venir. Il s'annonçait incontournable, sans aucun doute mais pour demain ! Le considérer comme seulement naturel illustrait notre myopie. C'est là le reproche, la critique la plus importante que l'on peut faire au courant collapsologiste et à ses thuriféraires.

L'effondrement, tout environnemental qu'il soit, pose avant tout un problème politique. Prenons un exemple tout simple, la révolution syrienne. Ces informations proviennent du ministère de la Défense, dont on peut penser que parfois... mais confirmées par une publication scientifique (1).
- Entre 2006 et 2010 la pire sécheresse jamais enregistrée dans la région frappe le Croissant fertile, vaste zone du Moyen-Orient qui englobe une bonne partie du nord de la Syrie.
- Entre 2007 et 2008, les prix du blé et du riz doublent en Syrie, tandis que le prix de la viande est propulsé à des sommets. Jusqu'à 1,5 million de Syriens quittent la campagne pour trouver refuge dans les villes, où ils s'entassent en périphérie, dans des conditions difficiles
- 2011 Le Printemps arabe, la Révolution syrienne, la répression qui en découle avec la guerre contre Daech qui profite de cette situation. Le résultat est connu. Deux pays en ruines, effondrés. On peut parler à leur propos d'une faillite d'États.
Autour d'eux des pays qui cherchent par tous les moyens de ne pas s'effondrer avec eux. L'ensemble israélo-palestinien, et le Liban qui y glissent. L'Iran qui se débat entre son maintien comme puissance dominante et son échec économico-politique interne aggravé par les effets du virus, sans parler de la Turquie en situation de guerre permanente, interne et externe. Cette partie du monde est la première à s'effondrer.

Dans nos pays, ce réchauffement climatique ne pousse pas encore à la révolution. Avant que le Covid-19 ne vienne bousculer notre petit monde, déjà, chez nous une reconsidération radicale de toute l'économie de montagne était à l'œuvre. Qu'elle soit d'origine touristique (fonte du permafrost = fragilité des rochers – stations de moyenne montagne sans neige) ou agricole, l'absence de ces revenus va probablement entraîner une fuite vers les vallées.

Toute cette façon de voir les choses est passée de mode. Covid-19 a frappé. Le roi est nu ! Quoique certains puissent dire sur la dangerosité relative de ce virus, le monde entier, d'une façon ou d'une autre, court aux abris. La menace n'est plus atomique, les propriétaires des bombes ont bien compris qu'en utiliser une correspondrait à un suicide La menace est naturelle et digne de tous les romans de dystopie qui ont pu fleurir dans le domaine de la science-fiction.Les attaques sur la santé humaine se succèdent avec une régularité étonnante. 1968–1970 : la grippe de Hong-Kong. Le virus H3N2. 1969 : la fièvre de Lassa. 20 mai 1983 : le virus VIH (sida). 16 novembre 2002: apparition du SRAS. 2009–2010 : épidémie H1N1. 2009–2010 : une épidémie de méningite bactérienne. 2012 : le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS). 2014 : l'épidémie d'Ebola, et maintenant le Covid-19. Pour les spécialistes « *il est certain que les déséquilibres écologiques actuels viennent modifier en profondeur les interactions entre la faune, les pathogènes et l'humanité. L'autorégulation des écosystèmes étant profondément affectée, la survenue de tels virus est favorisée* ».

La question environnementale repoussée aux calendes grecques fait son retour en force. Pourtant la crise économique dans laquelle nous sommes entrés va empêcher toute avancée dans ce sens tant que les investisseurs en regarderont la rentabilité immédiate. Le coût du pétrole ayant magistralement chuté, tout investissement dans la transition environnementale devient hors de prix. Cela va aussi toucher l'indus-

trie automobile qui ne pourra plus tabler pendant un certain temps sur les économies que pourraient faire les voitures électriques. L'arrêt brutal des transports aériens a des conséquences qui dépassent de loin juste les vols et les aéroports. Il devient facile de dire que le virus a réussi à faire ce qu'aucune grève générale n'a jamais fait : arrêter le monde ! Il est tout aussi facile de dire que le redémarrage ne sera pas facile. Comment qualifier le monde qui vient ?

Pour ne pas s'effondrer la planète financière a jeté dans la mêlée des montants d'argent qui relevaient auparavant d'une folie irréaliste, celle d'un mathématicien fou qui aurait écrit des suites de 0. Ces bouées jetées à la mer illustrent à quel point l'effondrement est proche. La peur du virus est secondaire. Celle éprouvée par un système moribond est réelle. Ces milliers de milliards d'euros ou de dollars donnent le tournis. Personne ne peut chiffrer le montant exact déversé tant cela change de jour en jour. Le monde du capital a fait sienne la devise du président français, « coûte que coûte ! »

Il ne faut pas être devin pour s'apercevoir de deux choses. D'abord le retour de l'État-providence, celui à qui l'on demande tout. Dans une interview Pablo Servigne, semblant jeter son anarchisme aux buissons déclare « *Ce qu'il y a d'intéressant, c'est le grand retour des États souverains. L'idéologie dominante néolibérale a passé 50 ans à démanteler tout ce qui était de l'ordre de l'État et en particulier l'État-providence, l'État qui prend soin. Elle a pillé le public et le commun pour donner au privé et aux marchés. Dans une situation d'urgence, on se rend compte qu'on a besoin de coordination, d'un État qui prenne soin, et à qui on peut faire confiance. C'est une leçon, car une "transition", c'est-à-dire un changement radical et rapide de société, ne peut être que coordonnée. Il faut un État stable pour le faire, et il y a ici une opportunité de retrouver des manettes, des leviers.* » Ensuite la métamorphose d'un certain nombre de dirigeants de démocraties parlementaires tentés par un certain autoritarisme, si ce n'est une individualisation forcenée de leur pouvoir. Ils sont nombreux ceux qui lorgnent du côté des dirigeants chinois capables de tenir leur population en laisse. Ils sont nombreux à vouloir jouer un rôle à la manière de Trump qui n'a que faire de ces palinodies citoyennes. Hormis celui-là, il y a Bolsonaro au Brésil, Modi en Inde, Dutertre aux Philippines, Orban en Hongrie, Johnson en Grande Bretagne et Macron en France, sans oublier le Russe Poutine et le Chinois Xi Jinping et enfin le Coréen Kim Jong Un qui serait risible s'il ne possédait pas un armement nucléaire.

La collapsologie a bien identifié et formalisé les possibilités d'effondrement. Nous les voyons à l'œuvre d'une façon qui, si elle n'était pas réellement annoncée n'en est que plus réelle. Inutile de revenir là-dessus. Tous les tenants du climato-scepticisme sont renvoyés à leurs chères études. Par contre, le problème de l'après se pose en des termes que les collapsologues n'ont pas abordés sur le fond, à la fois parce que cela est tellement énorme et parce qu'ils n'ont probablement pas saisi l'amplitude du problème. S'il est vrai et incontournable que l'entraide est la seule option pour surnager dans un océan de débris tant intellectuels que matériels, cela ne suffit pas pour envisager la suite. Sauf à penser que l'effondrement ressemblera à une fin du monde, apocalyptique !
Si on se réfère aux différents numéros de la revue Yggdrasill, la société qui est prônée à travers les différents articles relève plus de quelque chose qui ressemble à la saga du *Seigneur des Anneaux* qu'à la réorganisation des grandes métropoles, à moins de ne rêver d'un scénario à la Pol Pot. Le déconfinement annoncé va ramener au premier plan cette problématique par le biais de la circulation des personnes dans les transports en commun. Croire qu'il sera possible d'y faire respecter, masques, distanciation sociale et autre mesures propres à éviter la contamination relève du rêve pieux. Par contre, et en cela les collapsologues ont raison, ce déconfinement hasardeux révèle la folie de l'existence de ces métropoles gigantesques qui ne servent qu'à magnifier les pouvoirs en place, citadelles aux pieds d'argile. Ne pas prendre en compte au moins théoriquement, les habitants de toutes ces cités, folies urbanistiques des années 60, c'est bien considérer l'effondrement comme une remise à zéro, un reset comme on dit en informatique.
D'autre part il est à remarquer que l'existence, la circulation des idées et l'organisation du courant collapso sont facilitées par l'utilisation d'Internet. Or l'existence du réseau des réseaux n'est pas questionnée, pas plus là qu'ailleurs dans tous les courants contestataires. Ce silence sur ce filet qui enserre notre monde de façon de plus en plus étroite reste pour moi un mystère. Non pas que j'aie le début d'une solution, mais parce que j'entrevois une machinerie si complexe qu'elle échappe même à ses créateurs et continuateurs. Cette crise du Covid-19 a vu l'expansion exponentielle du capitalisme numérique sous toutes ses formes, tant médicales, économiques que culturelle.
Aujourd'hui toute la sphère politique tant écolo que gauchiste est prise de vitesse par ce qui se passe. Le monde d'après tant espéré par nombre de chroniqueurs, écrivains, intellectuels, ne peut avoir lieu s'il n'a pas été préparé en amont. Les proclamations comme les pétitions ne suffisent pas. Engluées dans le consumérisme, les forces qui pourraient être révolutionnaires sont assommées par les combats précédents, perdus.

Pierre Sommermeyer

---

Ps : Cet article précédé de 1 : Collapsologie et catastrophisme, 2 : Du catastrophisme à la collapsologie, 3 : Critiques de la collapsologie ou collapsophobie.

1) https://www.pnas.org/content/112/11/3241

# UNE ENFANCE EN LIBERTÉ (2E PARTIE)

## La liberté de faire ce que l'on veut

Quelles que soient les occupations choisies, ce qui compte, c'est qu'elles ne sont pas imposées. Disposer librement de son temps donne un vrai sentiment d'indépendance et de pouvoir sur sa propre vie : « *Avec la nonsco, je peux faire mes choses toute la journée, je ne suis pas obligée d'attendre le soir ou le week-end, je peux faire mes choses exactement quand je veux et comme je veux.* (…) *C'est assez rare je crois, qu'on soit libre comme nous.* » (Charlotte).
Décider de son emploi du temps et de sa vie est très satisfaisant pour les jeunes personnes : Pia : « *C'est important d'avoir des journées libres. Quand tu vas à l'école, tu n'as pas de temps pour toi, ou si, mais que pendant les vacances et les week-ends. Le reste du temps, tu ne peux pas faire de trucs qui te font du bien à toi. Moi je trouve que c'est important de faire des choses qui te nourrissent.* (…) *A quoi ça sert d'avoir des Playmobils si c'est pour y jouer qu'une fois dans le week-end ?* »
Les jeunes adultes rencontrés ont tous profité d'une grande liberté, et en gardent tous de très bons souvenirs : « *J'ai eu une bonne enfance, je n'ai pas été forcé* (…) m*es parents ont entendu beaucoup de reproches parce qu'ils me laissaient énormément de liberté, mais je leur en suis très très reconnaissant. J'ai vraiment profité de mon enfance et de mon adolescence, et j'ai l'impression que je suis pas plus débile ou moins cultivé pour autant* » (Aidan).

## Avoir le temps et la liberté de réfléchir sur le monde :

Les jeunes ne passent toutefois pas tout leur temps à « faire » des choses. Zoé : « *Très souvent, je réfléchis à mon métier* (…) *Si j'étais à l'école, je ne pourrais pas y réfléchir, car j'aurais la tête pleine de mathématiques et de leçons de français* ». Ewen : « *On a commencé à se poser des questions assez poussées très tôt, à propos du genre pour certains, à propos de la sexualité pour d'autres, on se demandait pourquoi certaines personnes faisaient ci ou ça, on s'est intéressé à la psychologie très très tôt*, (…) *on s'est posé des questions un peu plus sérieuses sur le système…* ».
Ce temps libre permet aux jeunes de réfléchir au monde qui les entoure, et de se construire une pensée personnelle. Ayla raconte qu'après quelques semaines au lycée, elle a vu la différence : « *Le soir, ma tête était saturée. Je n'arrivais plus à discuter, de plein de trucs, comme avec ma mère. Quand tu fais des choses du matin au soir, ton cerveau n'a plus le temps de réfléchir et tu peux moins discuter, avoir tes idées* ».
La liberté de penser est d'ailleurs très encouragée chez la plupart des jeunes nonsco : « *J'ai des amis qui étaient au collège-lycée, et la mentalité était un peu homologuée, quoi, on t'incitait à penser comme-ci ou comme ça. On te guidait, vers une certaine forme de pensée, alors que nous, nos parents, ne nous guidaient pas.*» (Ewen).
Le fait d'avoir eu ce temps pour réfléchir à soi et à la société permet aux jeunes de se positionner dans le monde : « *Je n'ai pas envie de gaspiller ma vie à faire quelque chose que je ne veux pas faire, surtout en cette époque de crise climatique. C'est un peu con mais c'est vrai, c'est important de faire quelque chose qui me rend un peu heureux. J'ai grandi en profitant de ma vie et je veux continuer à faire ça. Il y a plein de gens qui disent « mais c'est pas le monde des Bisounours », OK, mais ce n'est pas une raison pour se rendre malheureux à faire des trucs de merde ! Ce n'est pas comme ça que ça marche la vie, c'est horrible cette vision ! Il y a des gens qui pensent qu'il faut préparer ses enfants à ce monde et à quel point il est pourri* (…) *mais c'est débile de mettre un enfant dans un environnement désagréable pour lui apprendre la vie ! Tout ce que ça laisse, c'est des séquelles et un dégoût pour tout. Ça ne marche pas cette technique.* » (Aidan).

# Et la socialisation ?

Reaster plante le décor : « *Avoir des amis, au tout départ, c'est compliqué.* (…) *Il faut trouver des moyens pour que le cercle social ne soit pas trop petit.* ». C'est là que les associations de familles non-sco jouent un rôle important : « *Au bout d'un moment, j'ai rejoint Les Enfants d'Abord, la grosse association d'IEF, et puis ça a été carrément une nouvelle famille* » (Ewen).

Des activités artistiques, culturelles, sportives, ou de simples moments de jeux sont proposés, et plusieurs semaines de rencontre sont également organisées dans l'année par les associations locales ou nationales. Marius raconte : « *On fait des rencontres non-sco aussi, ça j'adore ! On est allés une semaine à Camurac, il y avait de la neige, on a fait de la luge, on était plein, c'était trop bien !* ».

Pia explique très simplement : « *Pour rencontrer des gens, l'école c'est un groupe, et ben nous, on fait pareil, on se regroupe !* (…) *Là, on est en Espagne, et y a un réseau de dingue !! Y a plein de gens, mais personne s'en doute ! Sur la plage, tous les mardis, y a meet up, y a 100 personnes ! On a rencontré des Allemands, des Canadiens, des Brésiliens, et même des Franco-Slovènes, il y a des gens de plein de pays !* »

Et une fois qu'on s'est fait son cercle d'amis, tout va bien ! « *Je n'avais aucune intention de retourner à l'école, parce qu'il y avait beaucoup d'enfants autour de moi.* » (Aidan). « *Les enfants IEF, à partir de 15 ans, ils sont autant chez eux qu'ailleurs, chez leurs amis ! Et s'ils font du stop, laisse tomber, c'est encore pire !!* » (Reaster).

Le rythme des rencontres amicales permet des échanges profonds entre les jeunes : « *Je vois certes mes amis moins souvent, mais je les vois plus longtemps. Je pars 3 semaines, je fais une semaine chez un, une semaine chez un autre, encore une semaine chez un autre et on a vraiment du temps ensemble. Ça me convient ce mode d'amitié.* » (Ayla). Souvent tissés dans la petite enfance et préservés pendant de longues années, les liens d'amitié sont solides : « *On a créé des énormes liens, qui ne vont jamais se briser, et je pèse mes mots. J'ai tendance à répéter que c'est autant ma mère qui m'a élevé que mes amis qui m'ont élevé.* » (Ewen).

La socialisation des jeunes non-sco semble très riche car elle n'a pas vraiment de limite et que les familles peuvent s'ouvrir en grand sur le monde. Nore explique : « *Quand on est non-sco, on n'est pas obligé d'être tout le temps avec des personnes qu'on connaît déjà.* ». Ainsi, on peut découvrir toutes sortes de gens, qu'ils nous ressemblent ou pas : « *Il n'y a pas de groupe qui se forme par rapport aux goûts que tu as ou par rapport à ce que tu aimes, c'est vraiment la personne qui compte.* (…) *Je me dis que j'ai été plus confronté à l'inverse de moi que si j'étais allé à l'école. Ça m'a toujours intrigué, d'aller parler à l'inverse de moi, c'est hyper enrichissant. On n'est pas juste à côté, on se rencontre vraiment.*» (Aidan). Tout comme le critère de l'âge, des goûts, ou n'importe quel autre, le critère du sexe n'est pas pertinent non plus quand il s'agit de choisir ses amis : « *J'ai l'impression qu'on peut pas trop avoir de copains garçons quand on est une fille à l'école.* (…) *Alors que moi, je peux avoir des copains, des copines, de tout !* » (Luce).

## Être hors-normes

Malgré tout, choisir l'IEF n'est pas toujours facile, car c'est un choix très minoritaire, mal connu et parfois mal compris : « *C'est un choix à la Matrix : soit tu prends la pilule rouge, tu suis le même chemin que tout le monde* (…) *et tu ne te prends pas la tête, soit tu prends la pilule bleue, et tu te rends compte, et c'est très dur.* (…) *Tu vas mettre longtemps avant d'être sûr que c'est une bonne idée, parce que tu as littéralement le monde entier qui va te dire que tu vas louper ta vie.* (…) *Tu vas au supermarché et tu auras tout le temps quelqu'un qui va te dire « mais tu n'es pas à l'école ? » et là, tu as une grande chance que la personne te fasse une morale à la mords-moi l'nœud, qu'il faut aller à l'école, bien travailler, etc.* » (Reaster).

En effet, les jeunes non scolarisés ont droit à des questionnements récurrents de la part d'inconnus qui découvrent ce choix de vie. « *Ils ont la manie de nous faire un interrogatoire : « est-ce que tu sais lire ? » « est-ce que tu sais écrire ? » « faire des additions ? » « des soustractions », etc…* » (Zoé). Ces questionnements remettent en doute les capacités des jeunes, et sont souvent pesants : « *Énormément de gens me demandaient comment ça se passait l'IEF en général, ce que je faisais chez moi, si j'avais des amis, comment je me démerdais culturellement, etc., j'ai jamais trop trop répondu à ces questions-là, parce que j'avais l'impression d'être une bête de foire pour des gens*» (Ewen).

Chacun trouve alors ses stratégies pour y faire face : certains comme Luce démontrent et argumentent, « *Il y a des gens qui disent qu'on ne peut pas apprendre quand on ne va pas à l'école, mais moi, par exemple, je leur dis « 6 + 5 = 11 », comme ça, ils voient que je sais des choses, et ils arrêtent de m'embêter !* ». D'autres font le tri et sélectionnent les personnes à qui parler à cœur ouvert : « *Je le dis aux gens en qui j'ai confiance, et si je vois que j'aime leur caractère.* » (Charlotte). Et d'autres, comme Pia, réussissent à éviter les questions : « *Des fois, expliquer à des gens pendant une heure ce que c'est la non-sco, je le sens pas, j'ai la flemme, alors je dis que je vais à l'école du village où j'habitais avant, comme ça, ils sont contents, et moi, je suis tranquille.* » (Pia).

Mais la singularité est malgré tout valorisée : « *Chez les non-sco, il y a une certaine culture du être soi et être différent des gens.* (…) *L'IEF, c'est ce qu'il y a de mieux pour le développement personne*l. (…) *En IEF, t'es encouragé à être spécial. C'est le mot d'ordre.* » (Reaster). « *Les familles sont un peu dans le style hippie-punk, le côté alternatif du monde. C'est plus mixé et y a plus de respect des différences* » (Aidan).

Les jeunes notent souvent une différence par rapport au milieu scolaire, vu comme plus normatif : « *A l'école, je crois qu'il y a du conformisme. Par exemple, plusieurs fois quand je discutais avec des gens, j'ai vu qu'à l'école, les garçons ne peuvent pas aimer la Reine des Neiges, non, ils aiment, mais ils se sentent obligés de dire l'inverse, et les filles, elles, elles se sentent obligées d'aimer la Reine des Neiges. Alors que moi, comme je ne vais pas à l'école, je m'en fiche complètement de l'avis des autres !* (…) *Je trouve qu'on est plus libre de dire ce qu'on aime ou pas.* » (Marius). Charlie explique cette situation : « *Il y a moins de compétition entre les gens. Ça fait qu'ils ne se disent pas qu'il faut être tous pareil, on ne suit pas les autres, on fait plus ce qu'on veut.*»

Toutes les personnes rencontrées, sans exception, ont déclaré avec vigueur être heureuses de faire (ou d'avoir fait) l'instruction en famille : « *Moi, j'en suis particulièrement fier.* » (Reaster) « *Je suis hyper heureux d'avoir eu ça !* » (Ewen). « *C'est trop bien !* » (Elouan).

## Le mot de la fin : faire connaître l'IEF

Pour défendre une liberté menacée par la politique des gouvernements successifs depuis plus de 20 ans, pour avoir encore plus de copains et copines non-sco, pour des raisons politiques et sociales… de nombreux jeunes souhaitent aujourd'hui que l'instruction en famille soit mieux connue. Je leur laisse le mot de la fin.

« *Ce serait bien que les mamans et les papas lisent cet article, et qu'ils le lisent à leurs enfants. Comme ça, ils pourront savoir, et ils pourront faire un choix. Parce que je crois qu'il y a peu de gens qui savent qu'on peut ne pas aller à l'école, et du coup, ils croient qu'ils sont obligés, et ils ne peuvent pas vraiment faire un vrai choix.* » (Marius)

« *Ce n'est pas le meilleur choix pour tout le monde, mais pour très peu de gens, c'est la bonne solution, il y a même des gens qui ne peuvent pas faire autrement. Moi, à l'école, ça aurait été un enfer, je n'aurais pas pu survivre.* » (Reaster)

« *Il faut que ce soit un sujet de discussion ! Comment on éduque les gens, c'est comment on fait la société, donc l'IEF, c'est hyper important à discuter ! C'est une alternative qui doit être mise en lumière et qui doit être une possibilité pour les gens.* » (Aidan)

***Merci aux jeunes personnes qui ont témoigné. C'était dur de couper vos récits, j'aurais voulu tout garder ! Merci de votre confiance et de vos mots, merci pour votre temps, merci pour les bons moments passés à parler avec vous. J'espère qu'il y en aura plein d'autres.***

*Marina*
Groupe Libertad,
avec la participation du collectif Libres Apprenants du Monde.

# LA BIBLE N'EST PAS PAROLE D'ÉVANGILE

« **Les religions sont comme les verts luisants : pour briller il leur faut l'obscurité.** »
*Arthur Schopenhauer*

L'histoire du christianisme est contenu dans les évangiles bien souvent écrits par de drôles apôtres qu'étaient les compagnons du prédicateur « Jésus ». Leurs contenus étaient destinés à maintenir les peuples dans l'ignorance et à l'obéissance à un Dieu (l'Arlésienne) et à son fils qu'il aurait conçu avec une vierge et qui de surcroît était « faiseur » de miracles.
On était prié de croire toutes les salamalecs que ces évangiles contenaient et si vous mettiez en doute la parole divine ou que vous croyiez à un autre Dieu, vous risquiez la mort. Vous étiez désigné comme étant un mécréant, un sorcier et vous pouviez finir sur le bûcher. La violence de cette religion catholique et de ses sectateurs les religieux était sans limites - les guerres de religion, la colonisation, la collaboration des hautes instances religieuses avec les différents dictateurs qui ont sévi et qui sévissent encore dans le monde et leurs proximités avec les chefs d'État - sont bien là pour le prouver.

**Quand les représentants des religions sont comme cul et chemises avec les hommes et les femmes politiques...**
Depuis le début, le fonctionnement du christianisme a servi de modèle aux différents pouvoirs politiques, ses représentants y ont la plupart du temps participé. Ils ont contribué physiquement pendant la féodalité, la royauté, l'empire, et les républiques au développement du pouvoir autoritaire et du patriarcat qui aujourd'hui encore sont de véritables fléaux. Il aura fallu attendre la IIIe République et la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État pour se débarrasser de la présence religieuse des lieux publics.
Cependant les religions sont pires que le chiendent, elles continuent, y compris par les laïcs, à pénétrer et à influencer la sphère politique...

**Quelle farce !**
Depuis la nuit des temps, des siècles et des siècles, le christianisme fait de la pauvreté et de la misère physique et intellectuelle son fonds de commerce.
On peut lire dans l'Ancien Testament que Dieu est « le défenseur attitré des pauvres et des malheureux. »
C'est ce bon Jésus, pétri des « saintes écritures » qui va prêchant que : « *être pauvre n'est plus une malédiction mais peut être source de bonheur.* » Dans son discours, les pauvres font même l'objet d'un intérêt tout particulier quand il dit : « *Heureux les pauvres, car Dieu* (le père) *agira en leur faveur.* »

Il va même plus loin lorsqu'il affirme « *qu'il faut se méfier des riches* ». Tiens, tiens, il me semble entendre un certain François Hollande lors d'une campagne électorale des présidentielles de 2012 qui également affirmé haut et fort « *Je n'aime pas les riches* ».
Et que dire de cette phrase tirée de l'évangile de Luc : « *Nul ne peut servir Dieu et l'argent.* »
Pourtant c'est ce que font les représentants de cette Église et c'est même une de leurs activités principales, la Banque du Vatican que ces hypocrites de curés nomment l'IOR (Institut pour les œuvres de la religion) sic ! Cela fait tellement plus solidaire et humain…
C'est toute honte bue que le pape François a déclaré le 17 novembre 2019, à l'occasion de la journée mondiale des pauvres : « *Les pauvres sont le trésor de l'Église* » Quel cynisme !
Dis François, je suppose que tu n'iras pas jusqu'à loger ces pauvres qui font la richesse de ton entreprise dans les 49 appartements de luxe qui doivent voir le jour dans le quartier londonien de Chelsea, au 60 Sloane avenue. Pourtant, cet immeuble figure au patrimoine du Vatican grâce à un investissement de 200 millions de dollars en 2014. Pour réaliser ce projet, le Vatican a renoncé à investir dans le pétrole en Angola. C'est évident, ces gens de peu de foi, n'hésite pas à s'asseoir à la table des pauvres, à se montrer charitables pour s'en faire des amis pour mieux les exploiter et en faire des êtres soumis afin qu'ils ne cherchent pas à s'émanciper et à se libérer de leurs chaînes, en voulant tout simplement leur part du gâteau, des richesses dont ils sont les principaux créateurs et que ces rapaces leur confisquent.
C'est ainsi que l'argent ne ruisselle pas dans les coffres de la banque vaticane, il y coule à flots et que bien souvent, il a le goût et l'odeur de la misère, du la pauvreté et du sang. Les comptes de cette banque atteignent 7 milliards d'euros pour 16 000 clients en majorité des religieux répartis dans 112 pays.

**Hypocrites !**
Lorsque l'on vit dans le luxe et à l'abri du besoin, il est aisé de disserter sur les joies de la pauvreté et des nuances entre la misère et la pauvreté. Même, si la misère provoque souvent la mort, la pauvreté ne vaut guère mieux et contrairement à ce que veulent nous faire « croire » les représentants de Jésus sur terre, la pauvreté n'aliène pas la dignité, elle est humble et solidaire. Cela Messieurs les bons apôtres prompts à juger et à donner des leçons, vous dites ce que vous ne savez pas vous qui n'avez certainement manqué de rien. Certes comme vous dites, le bonheur n'est pas dans le portefeuille plein mais dans un cœur plein.
Seulement un cœur plein sans avoir les moyens de le faire battre, c'est la mort assurée.
Cette prière le *Pater noster* ou le *Notre père* que vous adressez régulièrement ainsi que vos fidèles à votre Dieu qui commence par ces mots « *Notre père qui êtes aux cieux donnez-nous notre pain quotidien* », est une vaste fumisterie car du sort des pauvres vous vous en foutez comme d'une guigne ou de votre première hostie.
Tout le mal que je peux vous souhaiter, Messieurs les nantis enjuponnés, c'est qu'un jour vous soyez réduits à survivre avec moins de 2 euros par jour comme plus de 3 milliards de pauvres dans le monde.

*Justhom*
Groupe de Rouen

# LES SOUFFRANCES INVISIBLES

A l'heure du confinement, nous avons du temps pour lire, paraît-il. Mais quand on ouvre un livre tel *Les souffrances invisibles* de Karen Messing, alors là, nous ne pouvions trouver mieux. Car elle aborde le travail des *derniers de cordées* à la sauce capitaliste, ou des *premiers au front* en temps du Covid-19.

Karen Messing est spécialiste de la santé des femmes au travail, généticienne et ergonome. Professeure émérite du Département des sciences biologiques de l'UQAM, elle a cofondé le CINBIOSE (Centre de recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la société et l'environnement). Elle est l'auteure de *La santé des travailleuses. La science est-elle aveugle ?* paru aux Éditions Remue-ménage, en 2000. Rappelons qu'un ergonome a pour mission de concevoir et améliorer lieux de vie, objets ou postes de travail afin de les adapter au maximum aux besoins des utilisateurs, en termes de confort, de sécurité et d'efficacité. Il peut répondre à des demandes de syndicats professionnels ou de chefs d'entreprise.

Enfant, Karen passe une journée dans une usine où travaille son père, elle observe des ouvrières soudant des fils de couleurs pour des appareils radio :
— *Est-ce qu'elles ne s'ennuient pas à la longue, à faire la même chose toute la journée ?*
— *Non,* m'a-t-il répondu. *Elles ne sont pas aussi intelligentes que toi, Karen.*

Bien des années plus tard après cet événement, pour l'ouvrage qui nous intéresse ici, *Les souffrances invisibles. Pour une science du travail à l'écoute des gens*, édité par *Écosociété*, Karen étudie auprès de travailleurs et de travailleuses comment certains environnements de travail les rendent malades, et tout particulièrement les femmes. Et nous plongeons alors, avec ces *derniers et dernières de cordées,* dans « *l'invisible qui fait mal* ».

## L'invisible qui fait mal

Ce sont des employées du nettoyage exposées à des poussières radioactives, inoffensives bien sûr ! Et aussi le cas d'un employeur qui refuse un congé rémunéré jusqu'à la fin de la grossesse à une technicienne en radiologie, Suzanne, ayant déjà accouché d'un enfant atteint d'une malformation. D'autant que plusieurs de ses collègues avaient fait des fausses couches, et que ces employées expliquent les négligences fréquentes dans le respect des mesures de sécurité : par exemple, des étudiants en médecine qui allument les machines à rayon X avant que la technicienne ne quitte la salle.

Ce sont des caissières, debout immobiles toute la journée, à qui on interdit de s'asseoir : « *Carole, une caissière de banque qui souffrait de douleurs au dos et aux jambes, nous a confié avec amertume avoir plusieurs fois tenté d'obtenir un poste assis, sans résultat. Elle s'indignait de ce que ses supérieurs, eux, travaillaient assis toute la journée. — Pour eux, c'est correct, mais pas pour nous* ».

Ce sont des employées au nettoyage des trains : « *J'ai mesuré la distance qu'elle parcourait en une journée au moyen d'un podomètre : 23 kilomètres. Nous courions d'un quai à l'autre à mesure que les trains entraient en gare ou s'ébranlaient pour partir. Elle avait entre 60 et 120 secondes pour nettoyer une cabine. Nina devait se contorsionner afin d'atteindre tous les recoins des toilettes et s'agenouiller pour frotter la cuvette* ».

Ce sont des serveuses pour lesquelles certains questionnent si leur cerveau est aussi bas que le salaire. Sans compter comment le pourboire est un jeu de séduction qui donne encore là tout pouvoir au client comme dans le système prostitutionnel.

Ce sont aussi des enseignantes qui disent : « *Il y a trois horaires de travail : celui pour lequel tu es payé, qui correspond à 27 heures. Celui que tu fais avec la planification, la correction et le rattrapage, et qui équivaut peut-être à un 16 heures de plus. Puis il y a le temps que tu passes à penser à tout ça, c'est-à-dire 100% de ton temps* ».

Mais ce sont aussi, dans les entreprises de transformation de la pêche, des femmes, en particulier, qui souffrent d'asthme lié au travail parce qu'elles sont exposées à la poussière des carapaces de crabes, et de troubles musculo-squelettiques à cause des mouvements extrêmement répétitifs qu'elles effectuent en chambre froide. Leur douleur est parfois très intense et s'amplifie au fil de la saison.

# Le fossé empathique

Ce que Karen nous dévoile, c'est ce qui fait mal et rend malade, les problèmes de stress et de pollution vécus par les masses laborieuses, le rapport hiérarchique entre les chefs, hommes, et les travailleuses souvent en bas de l'échelle, femmes, dans lequel se conjuguent l'humiliation, le harcèlement, la dévalorisation, la domination, l'exploitation, l'oppression, l'invisibilité méprisante aussi. Mais c'est aussi la bagarre qu'elle mène, avec les syndicats, pour que les cercles scientifiques s'intéressent à ces invisibles et produisent des données utiles pour améliorer les conditions de travail, de vie au travail et de santé. En fait, un « fossé empathique » entre la réalité des scientifiques et celle des travailleurs et travailleuses, que les scientifiques ignorent et maintiennent, ne permet pas à ceux-ci de mener des recherches rigoureuses et de révéler de graves problèmes de santé. Lorsqu'ils étudient les emplois de la restauration, les scientifiques ont-ils tendance à réagir en tant que clients plutôt qu'en spécialistes de la santé publique ? Les étudiants oublient-ils leur expérience en restauration une fois leur doctorat en poche ?

Pour remédier à ce « fossé empathique », il faut mettre les mains dans le cambouis et véritablement écouter avec attention ceux et celles qui travaillent : il faut tenir compte de leur propre expertise ! Qui mieux qu'elles et qu'eux peuvent dire ce qui fait mal au bout d'une journée de travail, au bout d'une semaine, d'une année, de dizaines d'années ? Par exemple, les troubles musculo-squelettiques (muscles, tendons, nerfs) peuvent être générés par des facteurs physiques, comme les gestes répétitifs, le travail statique, les efforts excessifs, les positions articulaires extrêmes ou le port de charges lourdes, etc., ainsi que par des facteurs psychosociaux, de type pression temporelle, manque d'autonomie, manque de soutien social, travail monotone, etc. En France, selon la Sécurité sociale (2017), les troubles musculo-squelettiques (TMS) représentent 87 % des maladies professionnelles et le mal de dos représente 20 % des accidents du travail. Près de la moitié des TMS entraînent des séquelles lourdes avec des risques de désinsertion professionnelle.

« *Espérons que les gens vont se réveiller et se rendre compte qu'il est dans leur intérêt de favoriser la recherche en santé au travail, orientée par les besoins des personnes qui font ce travail. (…) Espérons que les travailleurs et travailleuses reconnaîtront qu'ils et elles ont le droit d'exiger le respect de leur savoir et de leurs efforts* ». Karen plaide en faveur d'une pratique scientifique davantage interdisciplinaire. C'est-à-dire, lier l'intime au politique, comme nous le brandissions, nous les féministes, dans les années 70, comme le montrent les différentes recherches sur le *care* dans les divers métiers de « services à la personne », les aides-soignantes, les auxiliaires de vie auprès des personnes âgées ou handicapées. Karen Messing nous invite, dans cet essai, à comprendre comment l'exposé de son parcours professionnel et personnel peut interpeller autant les employeurs et les scientifiques que les syndicats et le grand public. Car il est temps que les *premiers au front* aient de meilleurs salaires mais aussi des conditions de travail et de vie garantissant leur santé.

*Hélène Hernandez*
Émission Femmes libres
sur Radio libertaire

Karen Messing, *Les souffrances invisibles. Pour une science du travail à l'écoute des gens*, édité par *Écosociété*, 1ère édition en 2014, édition française en 2016, distribution en France en 2020.

Interview de Karen Messing, sur l'antenne de Radio libertaire, dans l'émission *Femmes libres*, le mercredi 17 juin 2020 entre 18h30 et 20h30.

# LE GLOSSAIRE PRÉSIDENTIEL

## OU L'ONTO-TERMINOLOGIE MACRONISTE, SELON ALLOCUTION DU 12 AVRIL 2020

### Syntagmes nominaux

On note l'alternance subtile et significative des pronoms personnels je / nous / vous :

- **Je** : l'interlocuteur se place en tant que suprême Chef d'État, de la patrie en s'adressant aux Français (vous), parlant au nom de ses « compatriotes » (nous). L'expression de la subjectivité est totale (gravité et mesure, formule « *je mesure…* » répétée à plusieurs reprises), avec l'idée de donner du caractère à un discours qui se veut « responsable » (…), un discours de combat avec un choix précis de termes appartenant au champ lexical du front et de la bataille (évocation du « en guerre », « au front », répétition « faire face »), sous-tendant l'idée d'une autorité étatique dominatrice.
- **Vous** : interpeller pour ensuite rassembler et aller vers l'utilisation progressive du « nous ».
- **Nous** : volonté d'atténuer la présence du locuteur et de diriger le discours verbal vers l'action collective, par l'utilisation du syntagme nominal « nous » à valeur d'union.

L'alternance subtile et stratégique des pronoms personnels je / nous / vous tout au long de l'allocution met l'accent sur l'idée de communion et de solidarité, une des plus grandes occurrences sémantiques du discours présidentiel, sans appel à la conscience ou à la responsabilité individuelle puisque nous sommes partie intégrante du discours et de l'action unique, masquant de ce fait l'absolutisme de l'État. Nous sommes loin du fédéralisme libertaire, mais « nous » sommes unis, répète M. Macron... soumis au bon vouloir de l'État.

### Modalisation du discours

- **Verbes modaux** (pouvoir…), **adverbes employés** « massivement » (ce même adverbe d'ailleurs utilisé 3 fois + adjectif « massif » 1 fois), **subtilité des choix de temporalité** avec alternance entre passé composé, ce qui a été fait pour (« faire face », « ensemble »), présent, la crise, la pandémie, le virus, et futur, l'après crise : « l'après », « l'après 11 mai »…) :
- *Nous avons réouvert des lignes pour produire… (passé composé)*
- *Nous avons réquisitionné… (passé composé)*
- *Nous nous sommes mobilisés…*
- *Il nous faut… (le présent des injonctions, des règles et des mesures – très forte occurrence sémantique)*
- *Nous en tirerons toutes les conséquences (futur)*
- *Pas autant que nous l'aurions voulu (futur antérieur)*
- **– Nombreuses hypozeuxes** (même schéma syntaxique) avec injonction sous-jacente : « il (nous) faut », « il (nous) faudra » Le discours est habilement modalisé du début à la fin, dans une certaine graduation afin de renforcer la légitimité des propos, leur fondamentalisme, avec des formes injonctives répétées, disséminées tout au long de l'allocution. Il est urgent de diriger une société fébrile, afin d'éviter qu'elle ne devienne chaotique, pour en faire une société mature débarrassée du Covid-19, une société « renouvelée » et renforcée… La dictature du pouvoir guette sous des semblants d'appel à cohésion.

### Formes d'insistance

- **Accumulation :** dans l'utilisation des chiffres – *fois 5, 5 fois, 10 000, 8 000 000…* – des verbes et des noms marquant le nombre ou la multiplication : *accélérer, progresser, renforcer, doublement, augmenter,* ainsi que des adverbes : *davantage, massivement, fortement...*
- **Gradation :** dans les champs sémantiques et l'utilisation des adverbes de manière et de temps : *largement, fortement, pleinement, massivement, durablement…*
- **Répétition :** d'un même terme ou d'une formule avec les occurrences sémantiques : « continuer » (plus de 10 fois), « semaine », « période », « virus », « règle », « de/en plus », « produire », « 11 mai »… et
- **Polyptotes :** multiples occurrences grammaticale d'un même mot :
- *soigner, soignants, soigné…*
- *travailler, travailleurs, travail…*
- *aides, aidé, aider…*
- *mobiliser, mobilisation, mobilisé…*
- *protéger, protection…*
- *vie, vivre…*

Insister subtilement et graduellement pour mieux amadouer, marteler, convaincre, hypnotiser l'audimat…

### Procédé de la comparaison

Utilisation répétée du « comme » : *comme vous, comme les autres pays d'Europe, comme partout ailleurs…* La France est comme les autres… Nous sommes tous pareils…. Encore une fois, tout est globalisé. Comparaison n'est pas raison, s'agit-il d'une forme de dédouanement ? Nous sommes tous dans le même bateau… Nous pas plus que les autres… Nous autant que les autres… Et la démocratie d'entériner les inégalités socio-économiques existantes, les choix de la capitalisation globalisée…

# Choix de champs lexicaux spécifiques largement développés et utilisés avec la répétition de mêmes mots choisis

Pour faire émerger les idées de :
- *Solidarité : ensemble, coopération, concorde, unis, aide…*
- *Renfort : renforcer, augmenter, progresser, force, effort, …*
- Continuité *:* verbe ***continuer*** */ se poursuivre* répétés de nombreuses fois…
- *Mobilisation : mobilisé, mobilisation, engagement*
- *Refondation : bâtir, produire, refonder, résultats, l'après,*
- Discipline *:* ***règles****, mesures, strict, rigoureux*
- *Économie : entreprises, travailleurs, économique, produire…*
- *Recherche : chercheurs, médecins, recherche, test/tester 8 fois…*

Idées qui seront mises en action grâce à l'utilisation du « nous ».

## Répétition

- **D'un mot : « virus ».** C'est un état de fait. C'est une crise sanitaire. La situation est « difficile » (plus de six fois). Mais le souci de la crise économique semble pointer (voir l'occurrence des termes relatifs au champ lexical du travail et de l'économie dans le tableau ci-dessous).
- **D'une date** : le 11 mai comme une éventuelle date de sortie de confinement. Le déconfinement est non précisé, flou mais la date du 11 mai est martelée pour donner l'idée d'une sortie de crise possible progressive mais incertaine, redonner espoir (répété 3 fois), réduire l'anxiété collective (combinaison du je/nous/vous : le « je » protecteur et le « nous » solidaire et confiant en l'avenir.) Une échéance, une ouverture vers « l'après ». En opposition avec le « jusqu'à nouvel ordre ».

Une date mais pas de projection – se garder de trop anticiper alors que tout a été largement sous-estimé, de trop affirmer alors que c'est ce qui a été fait… Rester dans la mesure – formule appréciée du Président. La crise est là et on en gardera des stigmates, on s'en souviendra (appel au souvenir 3 fois), et on en tirera toutes les conséquences le temps venu (couper court à la polémique : ce que l'on veut c'est de l'action… relancer l'économie notamment…)

## CONCLUSION

L'individu lambda est impliqué de son plein gré ou… contre. La question ne se pose pas. Il est globalisé dans la masse (« nous ») sous le coup d'une autorité dominatrice non librement mais implicitement consentie. Sont évoqués la France, sa grandeur, ses valeurs, sa capacité d'innovation et de production, tous les Français, les compatriotes (une des plus grandes occurrences lexicales). Il est bien question de l'autorité renvoyant à un mode de décision et d'organisation unilatérale et hiérarchisée. L'utilisation du « nous » permet d'asseoir cette légitimité du pouvoir et des décisions gouvernementales, ornée d'un délicieux bon sens commun – ah le fameux bon sens qui vient supplanter toute forme de rationalisation… *Ce qui a été fait* a été fait de façon réfléchie et collective, ce qui renforce la fierté voire stimule l'ego de chacun pour oublier l'état actuel « difficile », compenser les troubles anxiogènes occasionnés, les manques qui ne sont visiblement pas d'actualité (l'aide aux migrants, la prise en charge des SDF, on en a même oublié la crise de l'hôpital public...) Le chef d'État en tant que « chef de guerre et des armées » unit ses troupes. Tous concernés, tous acteurs, tous responsables… tous moutons de Panurge sans autre choix apparent que de suivre les recommandations, les consignes, les règles, choisies pour le bien de tous, sanitairement, socialement et bien entendu économiquement parlant.

C'est la crise mais la France est forte et le restera… Car « produire » est le remède de toute crise. Tous unis derrière l'État français et son oligarchie.

*Bérangère Rozez*

# MASQUES : POUR QUI ET PAR QUI ?

C'est le vendredi 15 mai, je reçois une notification d'une amie interne dans un hôpital de Seine-Saint-Denis, l'image montre une boîte de masques chirurgicaux. Le message qui vient avec, tient en peu de mots ; il est furieux : « *Périmés depuis septembre 2014 !!!* ».

## Un hôpital malade

Inutile d'y revenir, les deux mois de confinement ont été l'occasion de détailler la longue et continue dégradation des circuits du soin, et en particulier de ceux qui sont accessibles à presque tous : l'hôpital public et les EHPAD. Mais on n'imaginait pas que les soignants pouvaient manquer de la plus élémentaire protection. Selon la CGT, leur taux de contamination est six fois plus élevé que pour le reste de la population ; ils ont payé le prix fort en terme de maladie, parfois de mort. Le riche sait qu'il pourra toujours trouver un praticien qui le soignera et un lit dans un hôpital privé, si besoin en changeant de pays. Bien souvent, il a dans son réseau un ou quelques « amis » médecins. De même, le puissant sait qu'il pourra si nécessaire jouir des secours de la médecine et des hôpitaux militaires. Mitterrand en son temps avait, à nos frais, son médecin personnel qui maintenait « Le Président » en vie. De quel droit ? Celui du plus fort.

À défaut d'être disponibles au chevet du malade, les soignants sont bloqués au chevet de l'hôpital.

## La classe et l'âge démasqués

Ces masques à usage unique sont fabriqués à la chaîne en Chine, au Vietnam, au Bangladesh dans les conditions inhumaines propres à l'industrie textile ; et on peut être certain que les cadences vont s'accélérer jusqu'au point de rupture. La consommation quant à elle, reproduit également ces injustices : les métiers les plus nécessaires et les personnes les plus vulnérables sont parmi les moins protégés. Les travailleurs de l'alimentation se sont vus imposer par les hiérarchies un travail non ou mal protégé, et quand aux plus âgés, c'est le 28 mars qu'un décret gouvernemental a donné le droit de « sédater » les résidents des EHPAD, enfermés afin de contenir l'épidémie *à l'intérieur*. La pénurie de masques, et bien sûr de tests, a conduit nombre de résidents à la mort : 1 % de la population a représenté près de la moitié des victimes. Pour les EHPAD, où se trouvaient celles et ceux que l'on savait les plus fragiles, pas de tests, pas de masques… ni pour les soignants, ni pour les résidents.

## Des masques genrés

Près de 95 % des personnes qui fabriquent des masques sont des femmes, et tout comme les aides-soignantes, un métier dévalorisé jusqu'il y a peu est soudain devenu héroïque... en attendant de retourner dans l'oubli. Mais il n'a pas fallu longtemps pour que l'élan de solidarité des couturières et costumières soit instrumentalisé sans vergogne par les politiques et l'administration. Heureusement les couturières masquées ont aussitôt contre-attaqué à la façon des Gilets Jaunes, en créant sur FaceBook le mouvement *Bas les Masques* qui exige qu'elles soient payées et que l'État réquisitionne des ateliers des grands groupes textiles. Même scénario du côté de Bruxelles où des bénévoles qui avaient d'abord reçu des kits de 25-50 masques à réaliser ont vu la charge grimper sans aucune concertation jusqu'à 200 !

Genre, disons-nous… ces messieurs de l'administration qui ont bien pensé à rouvrir les magasins de bricolage, ont « oublié » les magasins de tissus et les merceries… restés fermés.

*Nuage Fou*

# LA MARCHANDISATION DU MANQUE

NDLR : à fredonner sur l'air de « **Où sont les femmes** » de *Patriiiiiick Juvet*

Après s'être ruées sur les pâtes et le papier toilette en mars dernier, les Français se ruent en mai sur les masques et dévalisent les supermarchés. La peur panique semble aussi contagieuse que le virus lui-même. Serait-il vain de vouloir échapper à cette peur irrationnelle et à la marchandisation du manque ?

## De la peur irrationnelle au manque

Face à une menace réelle ou fictive pouvant compromettre l'accès à certains biens ou produits, se manifeste l'empressement voire l'affolement à vouloir se procurer ce que l'on craint de ne pas obtenir. C'est ce que l'on a pu observer, ce à quoi on a pu soi-même assister ou participer au début de la crise sanitaire. Achats incongrus. Achats compulsifs. Actes jugés égoïstes. Scènes « d'affrontement » pour acquérir des packs d'eau ou des paquets de spaghettis. Des vidéos sont diffusées en masse sur les réseaux sociaux et les chaînes d'information continue, et commentées de façon tout aussi frénétique. Tout y est pour montrer que ces mouvements de panique seraient de purs comportements irrationnels, assortis d'un manque de civisme et de responsabilité.

## Du manque à la surconsommation

Si le risque de pénurie est faible, la forte propension à croire cela possible engendre des comportements de surconsommation aboutissant à de véritables ruptures de stocks et à des difficultés dans les chaînes d'approvisionnement. Crainte fondée ou non, elle suffit à amplifier et à généraliser les tensions. Pendant le confinement, nos vies sociales réduites à l'essentiel, nos achats se sont vus aussi se limiter à des produits dits essentiels, dont le papier toilette. En manquer eût été une atteinte de notre propre dignité. Acheter pour compenser. Colmater. Les failles. Les trous. Surtout ne pas manquer. Se sécuriser face à la peur du manque. Acheter en trop. De trop. De façon disproportionnée. De façon excessive. De façon extravagante. De façon impudente. Consumérisme à outrance. Consommer et posséder, pour se sentir exister.

## Quid du manque de masques ?

Le masque après avoir été présenté comme inutile, devient désormais nécessaire, même obligatoire dans certains cas, certains lieux. L'achat de masques répond-il à une vraie peur d'être contaminé, de se faire verbaliser ou à la peur qu'il n'y en ait déjà plus ? Dans les magasins, on s'observe, en respectant la distance préconisée. Et l'on voit un, puis deux, puis trois caddies contenant un lot de masques. Et si je n'arrivais pas à temps dans le rayon pour y saisir mon lot ? Ou comment la peur entraîne de possibles carences. Les masques ayant mis du temps à arriver, on peut aussi s'inquiéter des réelles disponibilités et des prochains approvisionnements.

## Quid de la responsabilité ?

Les grandes enseignes l'ont assuré, il n'y a eu ni réquisitions, ni produits cachés. Les masques seraient proposés à prix coûtant – ce qui n'empêche pas l'État de récupérer les 5,5% de TVA sur chaque masque vendu. Sans accès gratuit aux masques pour tous, cette obligation de le porter interroge et renforce d'ores-et-déjà les inégalités sociales et économiques. Les peurs individuelles et collectives ressurgissent, se renforcent. La peur de ne pas avoir de masque, la peur de ne pas joindre les deux bouts à la fin du mois, la peur de ne pouvoir équiper tout son foyer deviennent obsessionnel.

Et l'on voit pointer en fond ce sentiment insidieux qu'est l'angoisse de ne pas être à la hauteur, sentiment accablant et affect stratégique du néolibéralisme. Envahis par l'angoisse de la maladie, de la mort, de l'effondrement de la société, on tente de faire face aux bouleversements sanitaires et économiques. Les discours divergents se multiplient, l'inquiétude devient pesante, avec le sentiment qu'à l'échelle individuelle, peu de changements semblent réellement s'amorcer, mais que pour autant la responsabilité personnelle est bien là, ancrée dans les esprits, et le sera encore plus au cours des semaines à venir. Se pourrait-il alors que je sois à l'origine de la contamination des membres de ma famille, responsable d'avoir manqué de masques et d'avoir transmis la maladie à mon entourage ?

## Une déroute gouvernementale

Le gouvernement défend l'idée qu'un engrenage de causes vagues a mené au manque de masque et à la crise sanitaire, se dédouanant de toute responsabilité. Une responsabilité qui est pourtant là, évidente, écrasante avec notamment une mauvaise gestion des stocks de masques et aucune anticipation. Samedi 21 mars, lors d'une conférence de presse, le ministre de la Santé Olivier Véran informe que la France s'est équipée il y a environ dix ans d'un milliard de masques chirurgicaux et de 600 millions de FFP2. Ces stocks se sont ensuite épuisés sans être renouvelés… Après avoir fait ce constat, le ministre tient à rassurer, la situation est en cours d'amélioration…. Les capacités de production de la France sont à cette date de 6 millions de masques par semaine. Le gouvernement garantit alors qu'elles passeront à 8 millions de masques par semaine dès avril, Olivier Véran assurant que « les producteurs français ont mis leurs chaînes de production en tension » et que « les usines tournent à plein régime ».

« Où sont les masques ?
FFP2 et certifiés
Dites-moi où sont les masques,
masques, masques, masques, masques
Où sont les masques ? »

Fin mars, un collectif de plus de quatre-vingt-dix personnels soignants somment les pouvoirs publics de rendre publiques les commandes de masques réalisées depuis décembre. Au début du mois d'avril, les masques peinent à parvenir dans les hôpitaux, officines et cabinets médicaux. Emmanuel Macron lors de son allocution présidentielle du 12 avril annonce un port possiblement systématique à partir du 11 mai... Le ministre de la Santé assure que les commandes françaises soumises à la « compétition mondiale » s'accélèrent et que 500 000 masques par jour vont être distribués au personnel soignant…

« Ceux devenus le saint graal
Aurait-on perdu leur trace,
trace, trace, trace, trace
Où sont les masques ? »

Fin avril, le gouvernement annonce qu'il va procéder à des distributions de masques à destination du grand public à partir du 4 mai, sans donner plus d'information sur les modes de distribution… Encore une fois, c'est le flou total, le flou artistique gouvernemental ! Le Premier ministre s'engage à ce que tous les citoyens puissent disposer d'assez de masques pour le déconfinement. L'État se tourne alors vers les collectivités locales, en annonçant financer 50% de leurs commandes. Comment noyer le poisson et diluer la responsabilité étatique…

« Où sont les masques ?
Gratuits offerts par l'Etat
Dites-moi, où sont les masques,
masques, masques, masques, masques
Où sont les masques ?

Encore une fois il y en a pas
Ces masques devenus graal,
graal, graal, graal
Où sont les masques ? »

Devant l'incompétence et la confusion gouvernementales, les Français choisissent de se prémunir et d'anticiper le manque éventuel de masques, pour ne pas commettre les mêmes erreurs que le gouvernement et demeurer dans la même inertie… Ou comment la peur du manque devient alors un marché juteux pour les entreprises nouvellement réorganisées en producteurs massifs. « Marchandeurs de manques », un bon filon pour sortir gagnants de cette crise…

*Bérangère ROZEZ*

# QUAND TOMBENT LES MASQUES

*Des masques, des masques,* il faut des masques. Et pourtant, selon la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010, « *Sont notamment interdits* [..] *le port de cagoules, de voiles intégraux (burqa, niqab…), de masques ou de tout autre accessoire ou vêtement ayant pour effet, pris isolément ou associé avec d'autres, de dissimuler le visage* ». Mais rassurez-vous, la même loi prévoit sa propre suspension : « *L'interdiction de dissimuler son visage ne s'applique pas si la tenue est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives ou réglementaires.* »

Nul n'est censé ignorer la loi ; on savait donc que les masques sont interdits sauf s'ils sont prescrits ; on a découvert ces mois derniers qu'ils sont inutiles sauf s'ils sont utiles…

En tombant, les masques démasquent et dévoilent ; absents ou disponibles, uniques ou clonés par centaines de millions, ils font récit, très intéressant. Synthétiques et jetables, les masques démasquent l'État, son incurie, sa brutalité et son intimité avec l'argent-roi. Inversement, lorsqu'ils sont beaux et lavables, cousus main ou machine, donnés ou vendus, les masques de tissu dévoilent la possibilité d'un autre monde : communaliste et libertaire. C'est cette tension que ce texte veut explorer.

## L'État démasqué

Au sein d'un État, quelques centaines de personnes décident pour des dizaines de millions, parfois c'est une seule personne : Le Président. On savait bien déjà qu'une telle organisation est insensée, mais voyant ce Roi, là, démasqué, les mains vides, chacun a pu réaliser qu'il était nu. Chacun a constaté à quel point la centralisation radicale du pouvoir, constitutive de l'État, est inefficace. Et infiniment biaisée… car à sa « tête », le Président sait que lui, sa famille, ses proches, ses alliés et ses clients disposeront des masques, des tests et des soins, nécessaires à leur protection. La cour des 1 % est 'à part', indemne de ses erreurs. Il suffira d'un appel sur un mobile, d'un virement international, d'un avion privé pour se mettre à l'abri. Le risque n'est pas pour eux ; à l'abri des conséquences néfastes de leurs décisions, le Président et ses « amis » peuvent se permettre toutes formes d'insouciance et d'incompétence.

À l'inverse, l'État, ne peut gérer le peuple que comme une masse indistincte au sein duquel il ne distingue que quelques catégories. C'est d'un seul décret, d'une seule loi, qu'Il lui faut traiter ces dizaines de millions de personnes. Le temps disponible du Président est limité, et son administration, telle la grenouille de la fable, ne peut enfler indéfiniment. Le Président doit disposer d'interlocuteurs à son échelle, au besoin il les crée. C'est donc en toute logique avec la Grande Distribution que Bercy a négocié un accord pour la vente de 500 millions de masques *jetables*, les plus faciles à «approvisionner». Il suffit de passer commande, en Chine, et payer le prix imposé. L'infrastructure mondialisée était déjà en place, quelques dizaines de fonctionnaires et de cadres zélés auront suffi pour configurer la chaîne logistique des masques jetables. Ceci fait, 12 000 hypers, supers et discounters, repartis sur 11 000 communes pourront fournir leur dizaine de millions de clients quotidiens. Les masques de l'État seront donc synthétiques, jetables et monopolisés par les grandes enseignes au détriment des commerces ou coopératives *du coin*. Mais vendus à prix (quasi) coûtant nous dit-on ! C'est se moquer de nous une fois de plus, car nul n'ira en voiture jusqu'au magasin Carrefour, faire la queue à l'entrée puis à la caisse, pour repartir avec un caddy rempli de quelques masques… les masques sont un produit d'appel inespéré, pour un très juteux business !

Enfin, l'État est vertical, ses marionnettistes sont retranchés tout en haut, loin du peuple, inaccessibles, intouchables. Il leur est si facile de mentir. Les mensonges à répétitions au sujet des masques n'ont pu être tenus qu'à distance, dans l'entre-soi d'une oligarchie politico-médiatique où chacun tient l'autre par la barbichette. En face à face, de tels mensonges sont impossibles à tenir. Nous voici maintenant dans le mensonge le plus crasse, sur le mode du fait alternatif inauguré par Trump. Quelques citations suffiront. Le 25 Mars, la porte-parole du Gouvernement, Sibeth Ndiaye, parle des masques ; «Lorsque nous ne sommes pas malades ou pas soignants, ce n'est pas utile ». Le lundi 20 avril, devant le tollé général, le ministre de la Santé « redit qu'il n'y avait pas de consensus scientifique à ce stade sur l'utilité de l'utilisation du masque pour tous les Français ». Le 2 mai enfin, le port du masque dévient « *obligatoire pour celles et ceux souhaitant prendre les transports en commun* » .

Le vendredi 8 mai, la porte-parole conclut que « Le gouvernement a été, depuis le début de cette crise, dans une transparence totale ». Il n'y a plus de limite au mensonge, même sa crédibilité n'est plus nécessaire. On ne s'étonnera pas du succès des hypothèses de type « complot » parfois bien mieux étayées que la « vérité officielle ».

## Des masques dégradants

Des masques, des masques bien sûr, il faut des masques ! mais lesquels, et pour quels usages, d'où et comment arrivent-ils, et que deviendront-ils ? Le dimanche 19 avril, un Antonov An-225 – le plus gros avion du monde – se posait en provenance de Tianjin (Chine), avec à son bord 150 tonnes de fret (masques, gants, charlottes, blouses...), dont 8 millions de masques jetables. À raison de un à trois cargos par jour, le coûteux et inutile joujou des élus du Grand-Est, déficitaire depuis vingt ans, est temporairement sorti de sa torpeur ; il aura réceptionné plus de 150 millions de masques venus de Chine. En mode sauve-qui-peut, l'État a choisi les masques à usage unique, transportés par avion ; des masques composés de polypropylène, de polystyrène, de polycarbonate, de polyéthylène et de polyester : toutes matières dérivées du pétrole, du gaz et du charbon…

Emblématiques de l'obsolescence programmée au cœur des industries manufacturières, il faudra jeter au bout de quatre petites heures ces masques complexes à produire et d'une très longue durée de vie. Le long des plages des îles Soko, près de Hongkong, on observe déjà des centaines de mètres de masques échoués ou flottants, qui finiront dans le ventre des poissons ou agrégés aux îles plastiques qui errent sur les océans. En France, on évoque 300 000 tonnes de masques à traiter, sans même compter les gants de plastique jetés dans les caniveaux ou sur les parkings.

Ni la collecte, ni la destruction ou l'incinération de ces centaines de millions de masques

n'ont été anticipées. Ni leur enfouissement… souhaitons que nos amis de Bures, déjà bien occupés, si l'on peut dire, n'aient pas un nouveau combat à mener.

## Les masques du Communalisme

Depuis longtemps déjà, les scientifiques prédisent des risques pandémiques, la commune s'en soucie et s'organise. Le premier temps est celui de la prévention, du stockage des masques – lesquels, combien, à quel coût, combien de temps – puis quand vient la crise, si l'on a stocké, il faut répartir et réapprovisionner. Lorsque la commune délibère et prend la décision de stocker ou non des masques, chacun comprend l'impact de la décision sur son propre destin. La décision de tous ne sera pas la même que celle d'un « chef ». Lorsque la crise est là, la commune a besoin de masques, elle se réunit, identifie les besoins, les ressources et les compétences, suscite si besoin des vocations. La commune peut satisfaire ses propres besoins, peut-être un peu plus. Et partant de besoins très concrets, elle se soucie des usages, de la durée et du cycle de de vie de ses masques. Elle aura également à cœur que toutes et tous en disposent, sans exception ; si nécessaire, elle définira les priorités. La vente qui rémunère celles et ceux qui fabriquent ne sera pas séparée du don, de la solidarité qui garantit la sécurité de tous.

Pour fabriquer les masques appropriés, il faut trouver le point d'équilibre entre efficacité et facilité d'usage, éviter tout à la fois l'infection et l'asphyxie ! Donc maîtriser *la forme* du masque, *l'armure* et *le grammage* du tissu, le *nombre,* le *titrage* et la *matière* des fils constituants la *trame* et la *chaîne* de l'étoffe, etc. etc. L'affaire n'est pas si simple, et ces connaissances vitales doivent être un commun accessible à tous. Isolée, la commune peut facilement se tromper. Fédérée, par contre, elle bénéficie des matières, et des recommandations ou des normes produites par des structures uniquement viables au niveau fédéral.

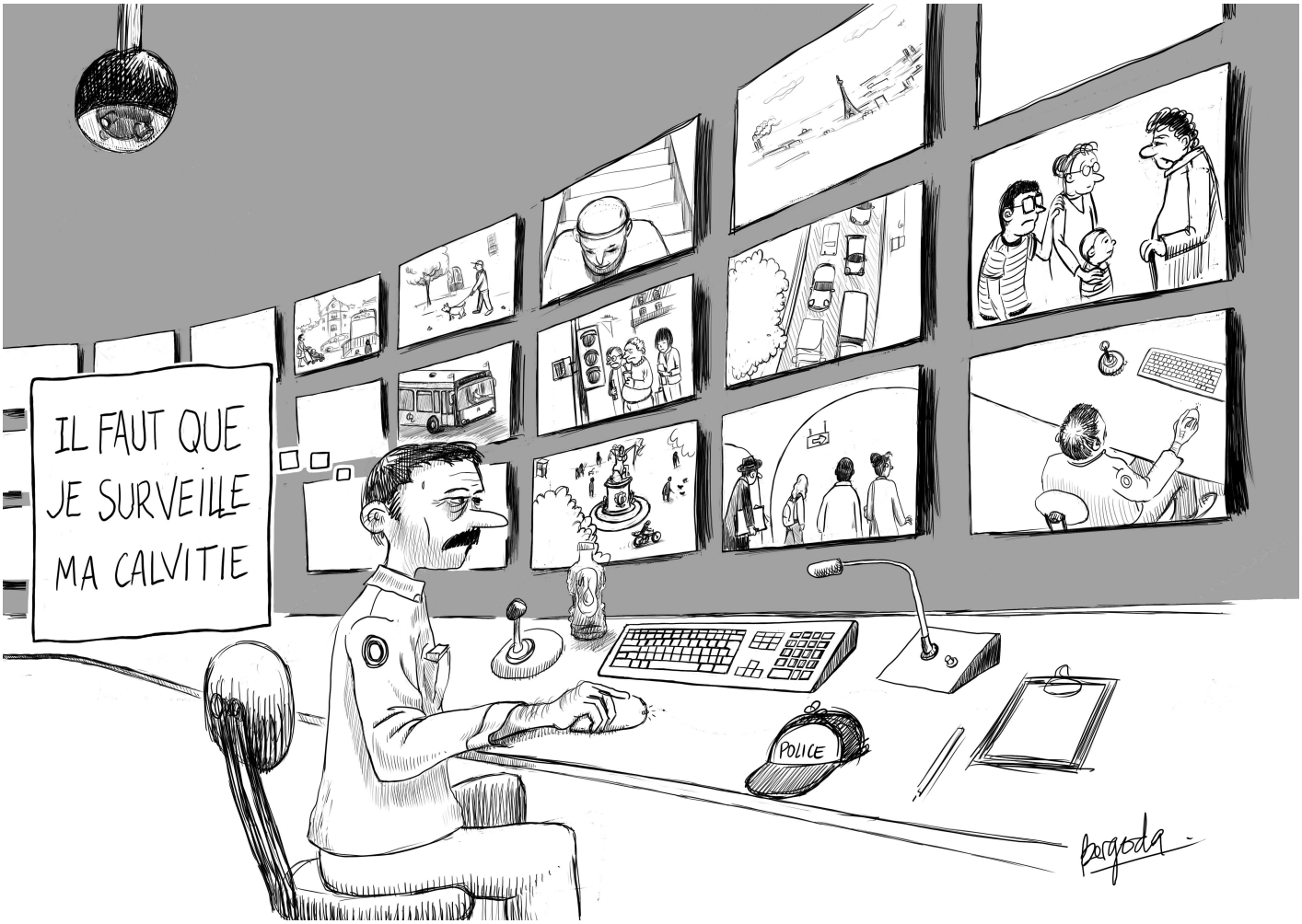
Contrairement à l'État, le communalisme libertaire sait protéger les habitants.

## Automatisation et massification de la surveillance

Le confinement aura permis à l'État de roder la mise en place d'un État de Surveillance Totale, à l'échelle de tout le territoire : 20,7 millions de contrôles d'un ausweis dont il a imposé seul les modalités. Il lui fallait aussi profiter de l'aubaine pour déployer les seconde et troisième armées des robots de la surveillance de masse. Les radars-robots des bords de routes, toujours plus intrusifs, ont été complétés dans les airs par des drones qui espionnent les rues des villes et les zones sauvages, et par des caméras « intelligentes » qui espionnent les places et les sous-sols des centre-villes. C'est la technique du « pied dans la porte » ; il s'agit de créer un précédent qu'il faudra ensuite transformer en habitude, en consentement au « nouveau normal » : les robots-caméras de reconnaissance faciale du secrétaire d'État chargé du numérique, Cédric O, et les 650 nouveaux robots-volants en cours de commande à l'Intérieur. Rodage des dispositifs : en ce moment, des caméras CCTV équipées de logiciels d'Intelligence Artificielle détectent le port ou l'absence du masque sur le visage des passants. Embusqués sur les marchés de Cannes et dans le métro parisien, au grand échangeur du Châtelet, ces robots nous comptent et nous notent : *OK* / *KO*. La CNIL a autorisé, la Quadrature du Net a protesté… en vain. Comme d'habitude.

Mais on vous rassure à nouveau ! Dans la bonne ville de Cannes une affiche vous prévient que « Vous pouvez vous opposer au traitement en faisant un "non" de la tête. »

Nuage Fou



# PRENDRE LE RISQUE DE VIVRE AUTREMENT

Depuis la nuit des temps, l'humanité a traversé de nombreuses épidémies et pandémies. Celles de la grippe sont saisonnières et occasionnent environ 10 000 décès chaque année. Mais en 2020, celle du Covid-19 est traitée politiquement et médiatiquement d'une manière différente, affichant des formes de violence en toute impunité.

Pour l'approvisionnement en produits de santé, le manque d'anticipation conduit immanquablement, si ce n'est à des ruptures, au moins à des tensions d'approvisionnement. L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSM) a évalué la forte augmentation des ruptures en approvisionnement des médicaments à + 92 % les cinq dernières années. Plusieurs rapports, notamment de l'Académie nationale de pharmacie en juin 2018, puis du Sénat en septembre 2018, ont alerté sur les risques liés aux ruptures, analysé leurs causes qu'elles soient la conséquence de ruptures de stock, de ruptures dans la chaîne de distribution ou de ruptures d'approvisionnement. Il ne s'agit donc nullement d'un sujet nouveau. Agnès Buzyn, alors ministre des Solidarités et de la Santé, a présenté en juillet 2019 une feuille de route visant à lutter contre les pénuries et à améliorer la disponibilité des médicaments en France, par des actions devant se déployer jusqu'en 2022, avec pour mission de formuler des recommandations. Le ministère chargé de la Santé n'a même pas su utiliser les opérateurs de distribution et a essayé d'en créer de nouveaux, avec le fiasco qu'on connaît ! Non seulement, il y a eu manque d'anticipation, que ce soit pour les masques et divers matériels, que ce soit pour les médicaments, mais il y a eu aussi défaut par le gouvernement d'utilisation des circuits les plus opérationnels.

Les soins courants, à l'hôpital comme en ville, sont actuellement suspendus dans leur quasi-totalité pour faire face à l'afflux de patients et pour éviter les contaminations. Avec la levée du confinement et le retour à une activité médicale normale, les médecins libéraux comme les établissements de santé devront faire face à un surcroît d'activité qui se traduira par un surcroît de besoins en médicaments. Les retards de prise en charge devront être rapidement rattrapés, accroissant considérablement la demande et générant des tensions à anticiper. Ainsi, la crise actuelle ne doit pas occulter la possibilité d'une « crise après la crise ». La relocalisation de la production et l'indépendance sanitaire sont des enjeux à prendre en compte.

Au regard des crises sanitaires précédentes, les ressources en soin étaient en 2020 sans aucune mesure avec celles du XX$^{e}$ siècle, et pourtant leur gestion a été catastrophique même si l'ensemble des soignants ont su se mobiliser sans faille. Du côté des technologies de l'information et de la communication, leur usage est préempté par l'État pour sa réponse sécuritaire. La pandémie de 1918-1919, dite grippe espagnole (H1N1, souche venant du Kansas aux USA), celle de 1957-1958, dite grippe asiatique (H2N2) ou celle de Hong-Kong de 1968 à 1970 (H3N2) ne bénéficiaient pas des mêmes moyens. En 1958, par exemple, seulement 10% des foyers disposaient en France d'un poste de télévision et une seule chaîne, RTF Télévision. En 1969, la presse parle de la mission Apollo sur la Lune, de la guerre du Vietnam, des suites de Mai 1968... Ces pandémies ont fait respectivement 20 à 50 millions de morts dont 250 000 en France, 1 à 4 millions dont 20 à 100 000 en France, 1 million dont environ 31 000 Français. Aujourd'hui, combien de chaînes de télévision et de réseaux sociaux sont disponibles ? Mais rien n'a vraiment changé, sauf en pire : la même soupe servant la peur et la réponse sécuritaire mais surtout des discours du pouvoir qui se contredisent d'un jour à l'autre, disséminant un virus de flou et d'incohérence. Et ces propos politiques s'emmêlent avec les propos scientifiques, aussi discordants les uns que les autres, tout autant vecteurs d'une idéologie de classe, raciste, sexiste, faisant violence.

# Vecteurs d'une idéologie de classe, raciste, sexiste…

Les médias nous bassinent qu'untel ou unetelle a contracté le méchant virus. Mais qui est à l'honneur ? Pêle-mêle, parmi ceux qui ont rencontré le virus, celui-ci touchant sans discernement aussi bien des crapules politiques que des personnalités que nous respectons : Boris Johnson, le prince Charles, le prince Albert II de Monaco, Justin Trudeau, Christian Estrosi, Placido Domingo, Patrick Bruel, Charlélie Couture ; parmi ceux et celles qui ont croisé la grande faucheuse : Manu Dibango, Patrick Devedjian, Christophe, Xavier Dor, Sarah Maldoror, Lee Konitz, Henri Weber, Óscar Chávez, ou encore Rafael Gómez Nieto, vétéran de *La Nueve*. Mais parle-t-on des petites gens, les 25 à 30 000 morts en France hormis de donner le chiffre à la louche ? Pas vraiment, comme d'habitude, c'est l'idéologie de classe ! Mort, maladie ou handicap suite à la contamination par le Covid-19, y aura-t-il une reconnaissance d'une maladie professionnelle pour ces premiers de corvée, obligés de travailler pour les confinés ? Non, sauf pour les personnels soignants, tant mieux pour eux et elles, mais les autres ? En Île-de-France ou dans les grandes villes, ce sont les banlieues ouvrières qui sont les plus touchées : par exemple, en Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre du territoire métropolitain, plus de morts car plus de contaminés, le virus circule beaucoup plus facilement car le confinement est difficile dans les territoires défavorisés où beaucoup de familles nombreuses sont logées dans des petits logements, où il y a plus de foyers de travailleurs migrants, plus de bidonvilles. Dans les populations les plus précaires, les maladies infectieuses touchent plus durement car ces populations ont moins accès au suivi sanitaire. Et ce sont elles qui ont continué à travailler car faisant partie des métiers comme aides-soignantes, aides à domicile, travailleuses en Ehpad, mais aussi caissières ou livreurs.

Et quand on regarde qui habite dans les banlieues, ce sont les plus pauvres, les plus précaires, un très grand nombre d'immigré·es quelle que soit leur première, deuxième ou troisième génération : au ban à une lieue, l'origine du mot perdure sauf que la lieue s'est allongée et que depuis la fin des Trente Glorieuses, le nombre de banni·es augmente considérablement. Les bien-pensants ne veulent pas les voir au cœur de la ville et ces banni·es n'ont guère de revenu leur permettant d'y vivre, alors non seulement, ils et elles vont travailler, pendant le confinement, mais ils et elles prennent les transports en commun, aussi peu protégé·es là, qu'ils ou elles ne le sont au travail.

Et quand on regarde qui travaille parmi les premiers de corvées, ce sont des femmes en grande majorité. Elles sont dans les métiers du soin, du service à la personne, du commerce, du nettoyage, ou ouvrières, là où le télétravail n'est pas possible, là où on recrute des maghrébines ou des africaines, des femmes issues de l'immigration. En ces temps de confinement, les femmes aux métiers les plus précaires, les plus sous-évalués, les plus méprisés, apparaissent très utiles. Elles représentent 87% des infirmières, 91% des aides-soignantes, 97% des aides à domicile, 73% des agents d'entretien, 76% des caissières, 71% des enseignants. Ce sont elles qui s'occupent de la restauration, de l'administration ou du ménage dans les hôpitaux et les Ehpad avec des salaires dérisoires et donc des retraites indignes. Une pétition appelle à valoriser ces emplois : change.org/RevalorisezEmploisFéminisés.

Quand on croise les trois systèmes de domination, classe-race-sexe, apparaissent d'autres formes d'oppression et d'exploitation, d'aliénation et d'asservissement. Surtout quand on est une femme dernière de cordée, d'origine immigrée, on cumule l'effet des trois systèmes qui condamne à vie, et à mort en ce moment. Il faudrait aussi introduire l'âge, jeunes ou aîné·es n'ont pas les mêmes droits que ceux et celles d'entre ces âges. Les enfants sont convoqués dans leur école au 11 mai à leurs risques et périls pendant que les personnes âgées sont rejetées car il y a urgence ailleurs : quand le gouvernement a sciemment refusé le matériel de protection dans les Ehpad, les aîné·es ont ressenti ce que Simone de Beauvoir avait dénoncé en 1945 dans sa pièce de théâtre *Les bouches inutiles* et ont protesté quand Macron les a discriminé·es dans les modalités de déconfinement.

« *Il arrivait au Moyen Âge qu'une ville assiégée et menacée par la famine chassât hors de ses murs les vieillards, les infirmes, les enfants, les femmes : toutes les bouches inutiles. […] C'est à cette mesure extrême que s'est résignée la commune de Vaucelles, […] elle espère trouver son salut dans ce sacrifice ; mais elle s'aperçoit bientôt qu'elle est au contraire en train de perdre tous les biens pour lesquels elle combattait. La tyrannie qu'elle exerce à l'égard des faibles autorise toutes les tyrannies, celle de la passion comme celle de l'ambition ; car si l'on commence à traiter certains hommes comme des choses, c'est l'homme même qui paraît n'être plus qu'une chose, la justice, la liberté étant niées, seule la force commande. Peu à peu les échevins qui administrent la ville découvrent cette vérité : on ne peut pas atteindre une fin par n'importe quel moyen car certains moyens détruisent cette fin même qu'on veut faire triompher.* » Simone de Beauvoir (Gallimard, 1945).

Les violences à l'œuvre s'en ressentent d'autant plus que les populations pauvres et intermédiaires sont confinées, quelles qu'elles soient : violences conjugales et parentales, violences sexistes et sexuelles, racistes, classistes, viols des droits des migrant·es, des pauvres, des SDF, des femmes. Elles agissent au nom de décisions sanitaires et budgétaires par des dysfonctionnements des politiques nationales imposées, par un renforcement autoritaire utilisant des forces de l'ordre physiques ou virtuelles, s'appuyant sur l'entretien de la peur de tout autre ne correspondant pas à la modélisation du clone étalon. Mais les violences s'en ressentent d'autant plus que le capitalisme et la classe dirigeante continuent de faire leur œuvre de destruction sur le plan social et environnemental, pour leurs appétits sans limites : réduction des services publics sociaux et sanitaires, renforcement des profits des entreprises privées, en particulier les multinationales des industries de la pharmacie, des armes, des techniques de l'information et de la communication, donc de la connaissance scientifique en conséquence, instauration d'une politique sécuritaire et d'une répression de tout mouvement de contestation. Modèle mondialisé qui augmente les tensions entre États riches et États pillés où sévit la famine en maintes régions, tensions relatives à la dette, aux relations économiques et aux conflits armés.

# Les lendemains qui chantent, … ou qui déchantent

De nombreuses initiatives se mettent en place depuis des années pour reprendre en main sa vie dans le bon sens. Durant le confinement, d'autres se sont développées apportant entraide et solidarité, orientant les achats vers l'essentiel, avec réapprentissage de gestes permettant de réaliser soi-même ce que l'on avait l'habitude de faire faire, d'acheter, ou de se faire livrer. Des slogans chantés ou affichés interpellent : redéfinition et distribution égale des richesses ; appropriation des outils de production et de services ; circuits courts ; orientation des budgets vers les activités de bien commun comme la santé, la prévention, l'éducation, la nutrition, la culture ; diminution du temps de travail ; prise de contrôle des infrastructures, logiciels et contenus des techniques d'information et de communication ; réhabilitation de la liberté d'opinion et de la presse, libre circulation des personnes ; délégitimation de toute domination sexiste, classiste, raciste ; éradication de ce qui essentialise les femmes et les hommes ; mise en visibilité des hors-normes et droit à la vie de tous les sans-droits ; compréhension des rapports de domination articulés avec la militarisation des sociétés afin de pouvoir lutter efficacement contre ; exclusion des antagonismes écologie / lutte des classes / antiracisme / féminisme / humanisme. Et bien d'autres alternatives de ruptures y compris le communalisme libertaire fondée sur l'auto-organisation.

A nous d'élaborer des gestes barrière contre le virus de tous les pouvoirs, capitaliste, religieux, étatique et leurs logiques mortifères. A nous d'inventer ces lendemains qui chantent !

*Hélène Hernandez*
Groupe Pierre Besnard

# IL EST TEMPS DE SE DÉBARRASSER DES MISANTHROPES

La pandémie du Covid-19 a fait apparaître deux acteurs majeurs du biopouvoir, au-delà de l'État nounou et caporal : les médecins et les prophètes de malheur. On peut y ajouter la palanquée d'experts et de pseudo-experts qui arpentent les plateaux télés livrés à l'inculture et à la soif du sensationnel ou de la peur véhiculées par les journalistes.
Mais un point devrait être acquis : les médecins et les experts, pourtant bardés de mesures, d'appareils, de chiffres ou de tests, sont loin d'être d'accord entre eux sur un grand nombre de sujets liés à cette maladie. Oui : le savant ne sait pas, ou pas toujours, un peu ou pas beaucoup. Chez certains, cela leur arrache la bouche que de le dire, car cela signifierait la fin de leur prestige, de leur place dans la hiérarchie sociale, de leur culte de la science ou de la technique. Ils en parlent entre eux, certes. Mais, publiquement, seuls s'y risquent les plus courageux, les plus inconscients. Ou les plus libres, ceux sur qui la curée médiatique et politique tombe dessus en les accusant d'être des personnages fantasques, atypiques ou en mal de gloriole.
La médecine dont l'appareillage de haute technologie pourrait nous faire croire qu'elle serait décidément une science exacte relève encore du bidouillage ou de l'art, et c'est tant mieux. On peut mesurer, calculer, estimer, on ne peut pas tout prévoir, ni tout savoir. Pensons-y à propos de la climatologie et du climat.

## L'éternelle pulsion

La médecine est ainsi car elle s'affronte à un phénomène qui semble évident, mais qui reste en partie opaque : la vie et la mort. La question taraude l'humanité depuis ses origines. C'est même l'une des caractéristiques qui la distingue fondamentalement de l'animalité, et tant pis pour l'antispécisme — sauf à lire dans la pensée de l'animal. Outre les médecins, un autre groupe social s'est historiquement constitué sur elle : les religieux, avec leurs Églises. S'y ajoutent quelques auxiliaires qu'on peut mettre ici de côté comme les croque-morts avec leurs corollaires (marbriers, fleuristes…) qui vivent souvent avec abus d'un business que Michel Onfray a dénoncé à juste titre dans *Féeries anatomiques* (2003).
Osons rappeler que l'un des principes de base des anarchistes(*ni Dieu, ni maître*) souligne que le pouvoir, en particulier le pouvoir d'État, découle du pouvoir religieux. Qu'il est peut-être né avant même le pouvoir économique conduisant à la propriété privée, celui du « *premier qui ayant enclos un terrain s'avisa de dire "ceci est à moi" et trouva des gens assez simples pour le croire* », histoire qui a inspiré Rousseau puis Marx. Kropotkine avait déjà pointé le rôle du chamane, sorcier, gourou et médicastre prenant de l'autorité puis du pouvoir, en vertu du monde qu'il prétendait connaître, via la peur légitime de la mort transformée en crainte de Dieu ou de l'au-delà (1).
Pendant la crise du Covid-19, les religieux ont fait profil bas. Églises, temples ou mosquées ont été fermés, à l'initiative des congrégations mais surtout sur la pression de l'État. Les funérailles ont été réduites. Les patentés de Dieu sont en panne. Mais à Daegu, en Corée du Sud, la secte du *Temple du tabernacle du témoignage* (Shincheonji) avait le patient zéro, une croyante qui refusa de se faire dépister. À Mulhouse, le rassemblement protestant de *L'Église de la porte ouverte* à la mi-février comprenait une infirmière qui aurait ensuite contaminé 250 de ses collègues à l'hôpital… Son pasteur a ensuite demandé pardon ; testé positif au Covid-19, il voit cependant un signe du ciel : « *J'ai un rôle à jouer* » (2).
Aux États-Unis les évangélistes se sont alignés sur le laisser-faire capitaliste trumpien en estimant que c'était le choix de Dieu que de nous rappeler à Lui. La même chose a lieu au Brésil, avec la caractéristique supplémentaire que *l'Assemblée de Dieu*, la principale organisation évangéliste du Brésil, « la puissante et très conservatrice Église pentecôtiste brésilienne » (3), a pour membre non seulement le président Jair Bolsonaro mais aussi la leader écologiste Marina Silva.

# Le crépuscule des naturalistes intégristes

Concernant la dialectique religieuse de la vie et de la mort, il reste des groupies : les prophètes de malheur et les intégristes de la nature. Dans le schéma philosophique de ces derniers, la nature, c'est la vie, et la nature est intrinsèquement bonne. Mieux encore : « *Selon la perspective écocentrique de Callicott, même les bactéries dans le sol ou le plancton océanique générant de l'oxygène a un poids éthique plus important que celui des êtres situés au sommet de la chaîne alimentaire comme les êtres humains* » (4). John Baird Callicott est l'égérie de la *deep ecology*. Mais que faire des virus ? Ne font-ils pas partie de la nature ? Patatras, ils donnent aussi la mort ! Ils sont transmis par des animaux : encore la nature !

Pour s'en sortir, les naturalistes intégristes recourent alors à la pirouette misanthropique habituelle : en fait, ce n'est pas la nature qui est « fautive », mais l'homme. L'homme « *apparu comme un ver dans le fruit, comme une mite dans une balle de laine, qui a rongé son habitat* » (selon le naturaliste Jean Dorst, *Avant que Nature ne meure*, 1965, réédité en 2012), ce « *facteur perturbant* » (selon Bernard Charbonneau, 1992) : « L*e monde a un cancer, et ce cancer, c'est l'homme* » (selon l'épigramme du 2e rapport du Club de Rome en 1974)…

Selon la logique dogmatique par excellence, déductive, l'homme, et non la nature, ne peut donc être que le responsable du virus et de la pandémie. Pas un dirigeant incompétent, mais un scientifique qui touche à la nature. On va donc chercher le savant fou dans un obscur laboratoire chinois — ce qui reste possible, mais beaucoup moins opératoire que la stratégie suspecte, et bien réelle, d'un pouvoir communiste chinois jouant une série de cartes en les mélangeant (bien malin celui qui peut s'y retrouver).

Mais cet argument est utilisé par Trump. Les naturalistes intégristes cherchent donc d'autres causes. Comme les chauve-souris sont très probablement à l'origine de la transmission du virus Ebola et aussi du Covid-19, cela pose problème. Si elles sont responsables, cela dédouanerait la « faute » de l'homme et cela mettrait en danger la rhétorique sur « *les animaux comme sujets de droit* ». Les chauve-souris devraient-elles alors passer en justice ? Non, car elles ont été dérangées et provoquées par l'homme.

Selon certains, l'extension démographique et spatiale des êtres humains sur des périphéries sauvages serait à l'origine de maladies en rabattant les espèces non moins sauvages sur les habitats humains (théorie de Carlos Zambrana-Torrello, David Quammen, Didier Sicard, voire Dennis Carroll). La déforestation est pointée.

Mais ce genre de raisonnement comporte plusieurs lacunes. Si la chauve-souris n'est pas domestique au sens strict, elle a toujours habité près des maisons. L'hypothèse devrait également être valable dans toutes les régions du monde où s'effectue un déboisement massif. Or ce n'est pas le cas de l'Amazonie, par exemple, où n'est sorti à ce jour aucun nouveau virus. L'Ancien Monde semble surtout concerné, ce qui doit ré-orienter la réflexion.

Le déboisement à Bornéo a certes provoqué une recrudescence de la malaria, mais celle-ci n'est pas une maladie nouvelle, et sa relance est due aux flaques d'eau plus importantes dans les plantations de palmier à huile. Le cas de l'Afrique occidentale est plus complexe, de même que celui de l'Afrique centrale (le bassin du Congo) où Ebola est arrivé en provenance d'autres pays. Wuhan, épicentre du Covid-19, de même que Hong Kong épicentre du SRAS, se trouve au milieu de régions défrichées depuis des siècles. La première forêt consistante s'y trouve au mieux à cent cinquante kilomètres. De là à dire que c'est le supposé déboisement de cette forêt qui a poussé les chauve-souris à se réfugier dans la ville…

# La nature ne se venge pas

Ce genre de raccourci pousse à des raisonnements grossiers reliant urbanisation, déforestation et pandémies. Il accompagne l'énoncé de propos obscurantistes du type « la nature se venge » (Nicolas Hulot, Jean Viard, Jean-Marc Alcalay sur le site du « JForum, portail juif francophone », la « *punition de Dieu* » selon l'agronome chrétien Roger Zurcher…). Il masque la complexité des chaînes de causalité. Surtout, il déraille en pointant la « surpopulation » qui serait à l'origine de la déforestation. Cet argument ressort la vieille rengaine malthusienne. Il condamne au passage ces pays non-occidentaux qui voudraient se développer, ce qui permet de condamner la Chine par un autre biais, et donc d'alimenter l'argumentaire de Trump. Le temps est venu de se débarrasser des misanthropes qui mélangent tout et qui adorent les prophètes de malheur.

*Stig Thunberg*
14 mai 2020.

(1) Kropotkine Pierre (1913) : *La Science moderne et l'anarchie*. Paris, Stock, 394 p., p. 176.

(2) Mahrane Saïd (2020) : « Coronavirus : le "pardon" du pasteur évangélique de Mulhouse ». *Le Point*, 19 mars.

(3) Bourcier Nicolas (2014) : « Marina Silva, une évangélique à la conquête de la présidence brésilienne ». *M, le magazine du Monde*, 5 octobre.

(4) Nash Roderick Frazier (1989) : *The Rights of Nature, a history of environmental ethics*, Madison, The University of Wisconsin Press, 292 p., p. 153.

# QUAND LES MASQUES VONT TOMBER

Habituellement, ils tombent automatiquement du plafond, même en classe éco, lorsqu'un avion est en perdition. Mais au ras des pâquerettes, il en manque parfois même pour ceux qui accumulent les risques et les heures… Il est vrai qu'ils avaient été préalablement et soigneusement nettoyés à coup de canons à eau et de gaz, s'élevant contre le mépris et la casse organisée des effectifs, des lits, de l'organisation de la découpe et de juteuses privatisations. Il faut bien se demander aujourd'hui si un virus peut en cacher un autre, et même s'en servir pour s'insinuer davantage dans nos vies et notre avenir. Le néo-ultra-libéralisme ne recule devant rien, plus que jamais décomplexé, jouant de la peur, de la sidération, invitant à la résignation d'une messe déjà dite.

Déjà, de grands représentants au sang bleu (dont je me ferais bien des cartouches pour tirer des lignes d'horizon) évoquent de travailler jusqu'à 60 H, et de remettre en cause les congés payés et des jours fériés, ajoutant même récemment qu'il faudrait baisser les normes environnementales, alors que presque rien n'a été fait, à part du « greenwashing ». Ceux-là ne sont pas nouveaux dans cette *Nef des fous* (j'aime trop ce tableau si parlant de J. Bosch), et l'un d'eux, en 2011, avait clairement exposé vouloir en « *finir méthodiquement avec le programme du Conseil national de la Résistance* » ( revue Challenge ).

De l'autre côté de la laisse, et sur un fond de confusion, voulu ou non, nos « élites » commencent à évoquer un impôt spécial, et reprochent à ceux qui en ont une, d'avoir trop d'épargne, invitant à consommer pour soutenir l'économie (qui, quoi, comment !?), arguments repris après avoir été soufflés, par nos chers milieux d'affaires. Les mêmes viennent de rejeter discrètement un amendement interdisant les aides aux sociétés ayant un siège ou une filiale dans un paradis fiscal, alors que les structures modestes se heurtent à des murs et des refus.

Tout cela est bien entendu décoré par une presse dominante qui répète les manipulations faites depuis la fin du XIX$^{e}$, en passant par les années 20 et 30, et qui a conduit à ce que l'on sait. Mais toute honte bue, apparaissait dès 1946 le terme de « trou de la Sécu », et l'on s'empresse de nous dire qu'il vient de plonger à 40 milliards. Pour mémoire, l'odieux CICE, pour ne prendre qu'un seul exemple, nous a coûté 43 milliards en 2019, cadeau dépourvu de toute contrepartie et vendu au nom d'une pseudo théorie d'un « ruissellement » qui n'a jamais existé.

Alors que vont-ils faire, face à une situation qui n'a fait que révéler une récession et un endettement essentiellement spéculatif montrant une faillite inévitable depuis bien longtemps ? Vont-ils « mutualiser » le carnage en nous disant qu'il faut payer, et faire passer encore plus vite et plus fort le massacre avec des « réformes », à l'anglaise ou à la grecque ? Va-t-on nous la jouer, « serrez-vous la donc encore », comme après 2008 (mais ça va être bien pire), et allons-nous faire comme après 68 ou avant encore, sur l'air nauséabond du poison de « l'union sacrée », psalmodié cette fois sur des mots et des phrases vides de sens, appris par cœur entre deux maquillages ?

Au milieu de cette « déconfinade », ils ont bien raison d'avoir peur du dé-confinement, et pas que pour des raisons sanitaires, face à la nécessité d'une position exigeant de prendre conscience de nos droits et devoirs, présents et à venir. Le cadre sécuritaire nous révèle maints projets, si ce n'est déjà fait, de nouveaux fichiers, d'interconnexions, de systèmes de surveillance qui verrouillent nos positions, jusqu'à celle de notre santé. Peut-on croire sérieusement que tout cela sera abandonné une fois mis en place et exploité ? Va-t-on remiser les 3,5 millions d'euros de drones comme on traite nos anciens à coup d'injections autorisées depuis peu (décret du 29 mars sur le Rivotril), et quand le simple fait de mettre une banderole à son balcon amène la police au salon ? Notre époque présente au moins l'avantage d'y voir plus clair, si l'on veut bien ouvrir les yeux et regarder, et il est possible de savoir et pouvoir ce qui ne doit pas être.

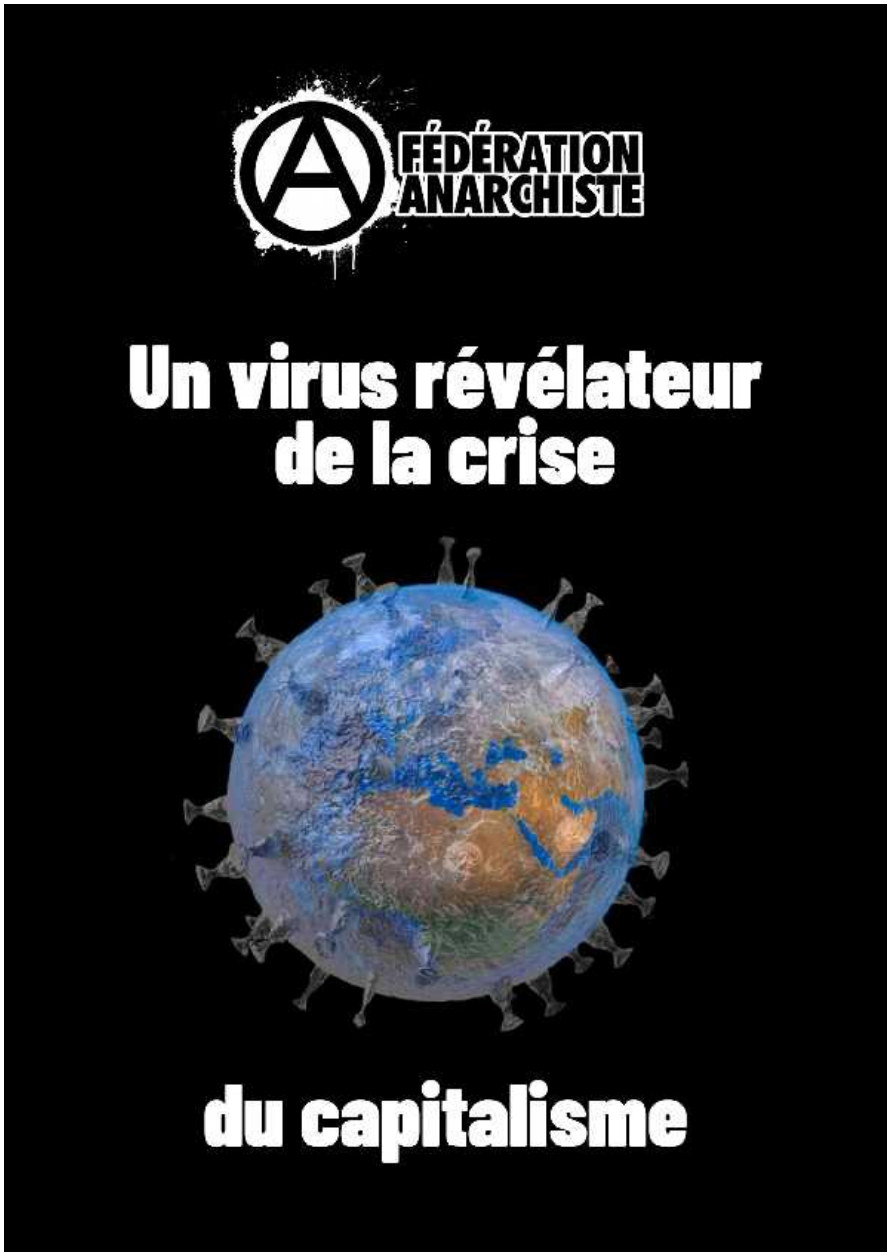
Lui, ne sait pas ce que sont concrètement la parole et l'action. Puisse-t-il se tromper encore une fois en ne nous forçant pas à dire que nous sommes en guerre.

L'avocat nanard, Lyon.

# UN VIRUS RÉVÉLATEUR DE LA CRISE DU CAPITALISME

**Tandis que le monde doit faire face à la pandémie de COVID-19 et que nous devons appliquer certaines mesures sanitaires strictes comme le confinement, nous continuerons à prôner la solidarité de classe avec les travailleuses et les travailleurs, avec les personnes les plus vulnérables et à exercer notre esprit critique. D'ailleurs, ce n'est certainement pas ce gouvernement ou les forces de police, qui exerçaient hier encore leur violence contre nous, qui nous dicteront ce que nous devons faire.**

Contrairement à ce que nous prescrivent les gouvernants, il n'est pas déraisonnable de critiquer radicalement les circonstances qui nous ont conduits à ce désastre et d'en chercher les véritables causes. De même, qu'il n'est pas non plus insensé de dénoncer avec colère la manière dont sont traité.es tous les travailleurs et toutes les travailleuses réquisitionné.es, les migrant.es dans les camps de réfugiés, les détenu.es dans les prisons de la honte et toutes les personnes fragiles et vulnérables laissées à l'abandon. Enfin, il est important de protester également contre la manière dont nous sommes traité.e.s par l'État, qui nous considère comme de vulgaires pestiféré.e.s contagieux sommé.e.s de subir des lois d'exception.




Les gouvernants nous ont pourtant bien matraqués, à grands renforts de déclarations cathodiques, que la profonde crise sanitaire, économique et sociale qui se forme à l'horizon est l'unique résultat de l'épidémie de Covid-19. Selon eux, ce sont également les comportements irresponsables des personnes qui continuent à sortir malgré les ordres de confinement, qui font courir le plus grand risque au reste de la population. Et pourtant ce sont ces mêmes dirigeants qui ont maintenu les élections municipales, enjoignant tout le monde à aller voter en facilitant, de fait la propagation du virus.

Ainsi, cette manière de faire culpabiliser les gens doit leur permettre de prévenir toutes formes de critiques au nom de l' « union sacrée » autour des valeurs du capitalisme camouflée sous l'impératif sanitaire. L'objectif étant bien évidemment d'éviter que la colère ne monte dans la population contre ce système qui a conduit les gouvernants à préférer défendre les intérêts des financiers au dépens de l'intérêt commun.

Si notre système sanitaire est défaillant c'est parce que cela fait des décennies que le secteur hospitalier fait les frais d'une politique du chiffre et du profit au détriment de la santé des habitant.e.s. Il y a toujours plus d'argent pour les banques et de moins en moins de lits et de soignants pour les hôpitaux. Dénoncée depuis des années par les professionnel.les de la santé, la destruction du secteur hospitalier public pour des raisons de rentabilité a aujourd'hui des conséquences dramatiques pour toutes et tous.

Pourtant, même si nous luttions déjà contre la logique mortifère du capitalisme, Macron a réussi à construire son mouvement politique sur l'idée d'imposer en France le néolibéralisme dont la classe dirigeante rêvait depuis quatre décennies au moins. Pour cela, il s'est appuyé sur l'idée du déclin de la France qui rechignait jusque-là à s'adapter entièrement à l'ordre néolibéral. Selon lui, il ne pouvait y avoir d'adaptation graduelle du néolibéralisme face à l'hostilité des « privilégiés » qui sont fonctionnaires ou en CDI. En s'attaquant directement au service public, et donc en démantelant le service hospitalier, il ne fait qu'appliquer la doxa néolibérale résumé dans son livre programmatique *Révolution*.

En fait, le Covid-19 n'a fait que révéler les problèmes structurels de l'application de la pensée néolibérale à la France. D'ailleurs, le retard du gouvernement français à reconnaître l'existence de l'épidémie était précisément dû à la crainte que les performances économiques du pays ne se détériorent encore plus. Ils sont même allés jusqu'à encourager la présence au travail par des primes, au mépris des plus élémentaires règles sanitaires et de la santé des travailleuses et des travailleurs. Aussi, en décidant de manière irresponsable, d'imposer à une bonne part des salarié.e.s, le télétravail afin de maintenir l'activité économique, le gouvernement a préféré sacrifier nos vies privées et provoquer une surcharge mentale de travail, notamment en ignorant les inégalités de condition qui tiennent à la situation du foyer (espace, équipement, personnes à s'occuper), au niveau de revenu mais aussi à la composition du foyer (familles monoparentales, présence et âge des enfants) ou au genre.

C'est pourquoi, bien qu'il soit une source de grande inquiétude sanitaire et sociale, le coronavirus est loin d'être la cause de la crise. Cet événement est plutôt un symptôme qui illustre les contradictions les plus profondes de l'accumulation du capital. Il est le déclencheur factuel mais funeste qui fait exploser les processus de la crise déjà en gestation. Le coronavirus ne constitue donc la « cause » de la crise actuelle qu'au sens de l'étincelle qui provoque l'effondrement économique et social. Ce n'est qu'en décryptant de manière critique les structures du système capitaliste qui nous a irrémédiablement conduit à cette crise, que l'on pourra comprendre cet événement et espérons-le pouvoir en tirer des leçons pour un avenir meilleur.

Ce n'est pas la première fois que les véritables causes d'une crise sont détournées. Mais il aura donc fallu le coronavirus pour démontrer que les risques systémiques inhérents au capitalisme, et pas seulement le monde de la finance, sont les véritables causes de cette crise. Les pertes de l'économie financière sont toujours renflouées par de l'argent public financée par les contribuables qui en payent ensuite les pots cassés, car les États doivent rembourser cette dette en diminuant drastiquement le budget des services publics. En effet, lorsqu'une bulle financière explose, les gouvernements et les banques centrales viennent au secours des banques privées et des grandes entreprises. C'est pourquoi les États se sont endettés et que la crise frappe la société sous la forme d'une crise budgétaire qui justifie tous les « programmes d'austérité » qui affaiblissent notre système de santé mais aussi nos système sociaux, éducatifs ou de recherche. C'est de là, que provient « l'impératif de faire des économies » et « l'injonction à travailler plus pour sauver l'économie » pour une société régie par la production de richesses sous le capitalisme. Il existe donc bien une corrélation évidente entre le coronavirus et la crise du capitalisme mondial.

Pour le système capitaliste, la valeur d'une marchandise dépend de la quantité de travail humain direct et indirect nécessaire à sa fabrication. Or, dans le cadre de la guerre économique que se livrent les entreprises dans le monde pour faire plus de profits, leur stratégie consiste à augmenter la productivité dans l'appareil de production. Mais depuis les années 1970, les machines et les ordinateurs suppriment massivement le travail humain pour tenter d'augmenter au moins provisoirement les profits. En substituant le travail des humains par le travail des machines, le capitalisme scie la branche sur laquelle il est assis, car les marchandises produites incorporent de moins en moins de valeur, phénomène que les capitalistes doivent tenter de compenser en augmentant les volumes de marchandises produites, en nous faisant acheter le plus possible et en ouvrant de nouveaux marchés. Mais, en l'absence d'emplois, de plus en plus d'humains rejoignent le rang des chômeurs ou des précaires, ils sont ainsi « superflus » pour le capitalisme, dès lors qu'ils ne peuvent plus participer à la consommation C'est alors que la demande s'effondre et c'est la course à l'endettement. Ce mécanisme contradictoire implacable du capitalisme, n'est pas réformable car c'est sa logique même. C'est d'ailleurs en suivant ce déclin de la rentabilité du secteur manufacturier, que le capitalisme s'est tourné vers le numérique en capitalisant sur la collecte de données sur nos activités, nos centres d'intérêt et nos relations.

C'est pour cela que le capitalisme s'est rabattu sur les marchés financiers, entraînant un gonflement du « capital fictif » car il trouve toujours plus difficilement moyen de s'investir dans « l'économie réelle ». Ce déplacement vers la spéculation financière ne représente rien d'autre qu'une forme de mise en sursis de la crise. Mais le prix à payer est une dépendance extrême envers les marchés financiers et donc un potentiel de destruction plus important. « L'accumulation » fictive de capital doit se poursuivre inlassablement pour maintenir ce système finalement mortifère. La société doit absolument se libérer de cette forme de production afin de ne pas être entraînée dans l'abîme avec elle.

Certains risquent de regretter le temps du capitalisme industriel, caractérisé par l'entreprise fordiste et par l'État providence keynésien. Ces nostalgiques ne voient pas que le capitalisme financier dans sa forme financière ultime était inscrit depuis le début, depuis la révolution industrielle comme le destin inéluctable et désormais sans retour possible du capitalisme. Si les formes anciennes du capitalisme masquaient plus ou moins ce trait, le capitalisme financier l'a révélé.

De plus, la montée de la consommation de masse depuis l'après-guerre a engendré de nouvelles normes culturelles. Le consumérisme a promu l'individualisme et l'expression de soi comme les seules valeurs attrayantes. Cette société nouvelle, urbaine, productiviste, marchande et consumériste fonctionne au « consentement » des subordonnés au capitalisme. Le divertissement industrialisé dépend directement du mode de production capitaliste, tant industriel qu'urbain, et les arts, la culture et les médias sont devenus les outils de la soumission au système. Désormais, la vie quotidienne dépossède les individus de leur dimension imaginative ou inventive puisqu'ils sont sous le joug de la consommation de divertissements industrialisés. C'est tout cela qui atomise le collectif et affaiblit l'entraide dont nous aurions tant besoin en ces temps de crise. D'ailleurs, le recours systématique aux technologies numériques pour remédier à tous les problèmes dus au confinement révèle l'ampleur de notre renoncement volontaire aux libertés publiques essentielles jusqu'à l'acceptation de toutes les directives sécuritaires : tracking par smartphone, robot policier, surveillance par des caméras omniprésentes, injonction d'obéissance par drone, etc.

L'impératif du système capitaliste visant à une accumulation irrépressible des profits, tout en stimulant une croissance infinie qui se détache des besoins de l'humanité, ne peut pas prendre en compte les effets collatéraux sur la société et sur l'environnement. C'est pourquoi nous devons refuser la marchandisation du monde, sans limite actuellement car il est évident que si nous ne changeons pas notre manière d'agir, les conséquences seront accablantes comme celle à laquelle nous assistons aujourd'hui avec la pandémie de COVID-19. Il est donc essentiel de rompre avec un système fondé sur une seule motivation : l'accumulation perpétuelle du capital. Si nous ne rompons pas avec la logique du capitalisme et que ne nous n'œuvrons pas pour bâtir une société plus juste et plus écologique, il n'y aura plus d'espoir pour la société.

Quant au vote, il est la légitimation des politiques les plus sournoises. Il est l'illusion de l'existence du choix. Voter c'est croire en la promesse toujours renouvelée d'améliorer le fonctionnement d'un système dont nous ne voulons plus. C'est par la recherche d'autres mode de décision, d'autres modes de vie collective, plus directes, que le capitalisme expirera.

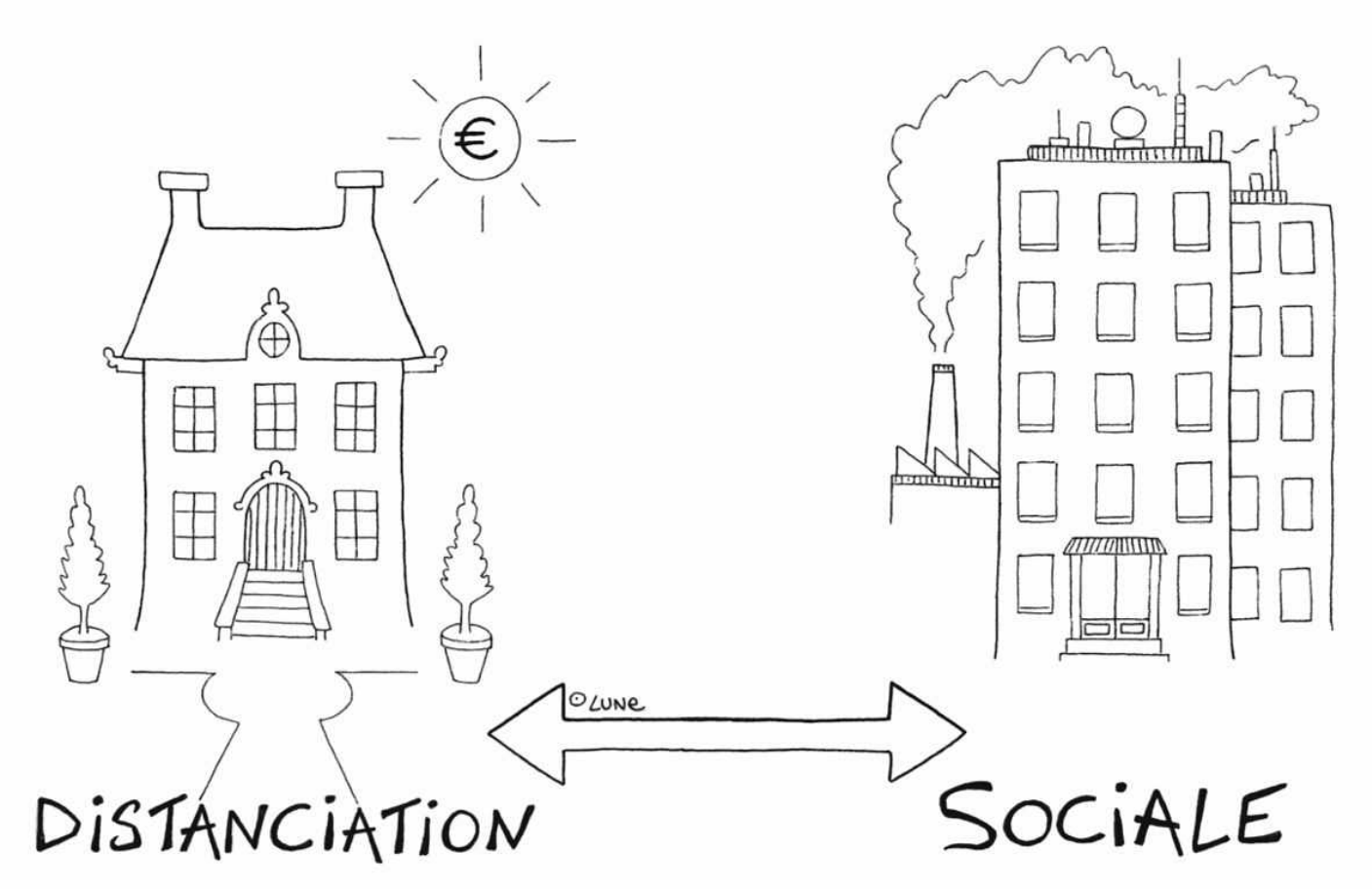
Dans l'immédiat seule la solidarité et l'exercice de l'entraide nous libéreront de l'individualisme exacerbé prôné par ce système qui nous a entraîné dans cette situation de déshumanisation. Mais lorsque cette crise sera derrière nous, nous n'oublierons pas qui sont les responsables, ces valets arrogants de ce système nuisible. Il sera alors temps de faire chuter ce qu'il reste du capitalisme tout en travaillant collectivement à l'établissement d'une nouvelle société débarrassée du règne de la monnaie, de la marchandise, du travail au sens capitaliste du terme, et du capital.

C'est pourquoi nous refusons tout retour à la « normale », parce que c'est cette soi-disant normalité qui est la cause de cette crise !

# LA FIN DU POUVOIR POLITIQUE, LE DÉBUT DU CAPITAL PRIORITAIRE, OU PAS..

Nous assistons actuellement à la décrédibilisation du pouvoir politique avec, pour exemple, des interventions de la porte-parole du gouvernement Macron, Sibeth Ndiaye dont la réputation est telle qu'on ose, sur les réseaux sociaux, imaginer la remplacer par une star people de la télé réalité (Nabilla, Kim Kardashian ou un membre de sa famille, peu importe) et que nombre de ses propos sont repris de manière hilare.
Bon nombre de citoyens parmi les populations ne comprennent plus les décisions des gens de pouvoir. Les entreprises capitalistes décident de valoriser le COVID-19 avec pour exemple Amazon qui empoche 24 milliards de dollars en 1 mois.
Eh oui, le capital prend le pouvoir et nous, travailleurs, en sommes les acteurs ; en tout cas, moi, car je travaille pour une entreprise qui en profite pour revaloriser ses missions d'ordre intellectuel. Évidemment, j'en suis écœuré et je cherche même du travail par ailleurs si bien peut me faire. Cette même entreprise qui me propose de financer mon temps passé mais qui refuse ou qui ne justifie pas les moyens de me fournir des protections face au coronavirus SARS-Cov2. Droit de retrait, bah, laisse tomber, car j'ai un bullshit job donc fuck le system. Allez, courage, un semblant de boulot, un copier-coller et je mets mon cerveau au repos. De toute manière, ça ne va pas changer grand-chose et ma priorité c'est mon foyer et, à plus forte raison, mes enfants pour qui j'aimerais être en capacité de proposer un avenir pas trop dégueulasse.
Ouahh !! Que vois-je ? Mes collègues ou collaborateurs, comme l'aime à penser ma hiérarchie, majoritairement des ingénieurs, s'en vont négocier un salaire au sacrifice de quelques jours de congés, même pas le poids des chaînes mais un semblant de rémunération matérielle pour peut-être partir en vacances ??? Pendant ce temps-là, le patron qui négocie un accord avec les organisations syndicales pour imposer la prise de congés et de repos compensateurs en cette période creuse. Devons-nous pas être tous faits pour nous comprendre ?
Et alors, pendant ce temps, qu'en est-il de la France d'en bas et des migrants ? Les migrants du jour sont-ils les urbains des grandes villes en manque d'espaces verts ? Non, ils sont en manque de vacances, travail aliénant oblige.. Et là, on peut se poser la question de la gestion de crise même si une organisation politique raisonnable aurait œuvré à éviter cette situation depuis plusieurs dizaines d'années déjà. Les quelques gouvernements successifs de la V[e] République n'en ont rien fait.
Les migrants, pour qui la vie n'est pas une évidence, fuient un climat politique et social insupportable ou trop dangereux. Eh oui, ceux-là ne méritent pas une condition de vie ni chez eux ni chez nous en raison d'une guerre pour le profit et selon la volonté du capital. Pour exemple, les expulsions qui durent aujourd'hui encore, même en tant de crise sanitaire, sans proposition de relogement à la hauteur du besoin. Mais que fait l'être humain ? Une personne saine dira : « *Il va à sa perte* ».
Il est donc le moment de préciser aux moutons qu'un autre monde est possible. Il aura peut-être une odeur moins attrayante mais sera très certainement une meilleure proposition en faveur de la convivialité et de l'autonomie.

*Micka*
La sociale



# LA CRISE OU UNE CHANCE ?

Le…/04/20
Cinq semaines, déjà, de confinement.
Mon petit chien en a marre. Tout le monde veut aller le promener. Et il n'a que des petites pattes.Par contre, personne ne veut aller promener un petit vieux comme moi. Alors, j'ai décidé de me promener tout seul. Et très loin. Dans ma tête. Je lis, relis, chaque jour un à deux livres. Que du bonheur ! J'ai commencé par la révolution russe. Les prémisses de la dictature du parti unique sur le peuple. Lénine, déjà. Et puis Trotsky, son uniforme blanc et ses bottes rutilantes. La morgue d'un stalinien n'ayant pas réussi. Et enfin, le soi-disant plus con de la bande, Staline. Plusieurs dizaines de millions de morts à son palmarès. Ses victimes auraient rêvé du coronavirus.
J'en suis à la guerre d'Algérie. Ah putain ! La vérole colonialiste de droite comme de gauche. La vérole des mafias FLN pendant et après la guerre. Quelques cœurs purs d'ici et de là, cependant. L'honneur d'un combat légitime. Ah, Mandela, pourquoi n'étais-tu pas algérien ?
Je m'approche de Mai 68. Je crains le pire. Encore un flot de trahisons, de luttes pour le pouvoir, de recherche de la gamelle… Dur d'être parmi les derniers des Mohicans !
Cela étant, on vit une époque formidable. Les Ricains, premiers producteurs mondiaux de pétrole, en sont à filer des sous à ceux qui veulent bien les débarrasser de leurs stocks qu'ils ne vendent plus et qui leur coûtent la peau du cul. Les centaines, milliers, millions et milliards de dollars et d'euros qui coulent aujourd'hui à flots alors qu'hier on chipotait pour quelques millions pour la santé, les hostos, les prolos…
Ce que nous autres, révolutionnaires, n'avons pas réussi à faire. Mettre bas le capitalisme. Le coronamachin est en train d'ébranler le mur de l'horizon soi-disant indépassable de ce système de merde.
Bref, par rapport à la crise, une chance ?
C'est pas gagné !

*Jean-Marc Raynaud*

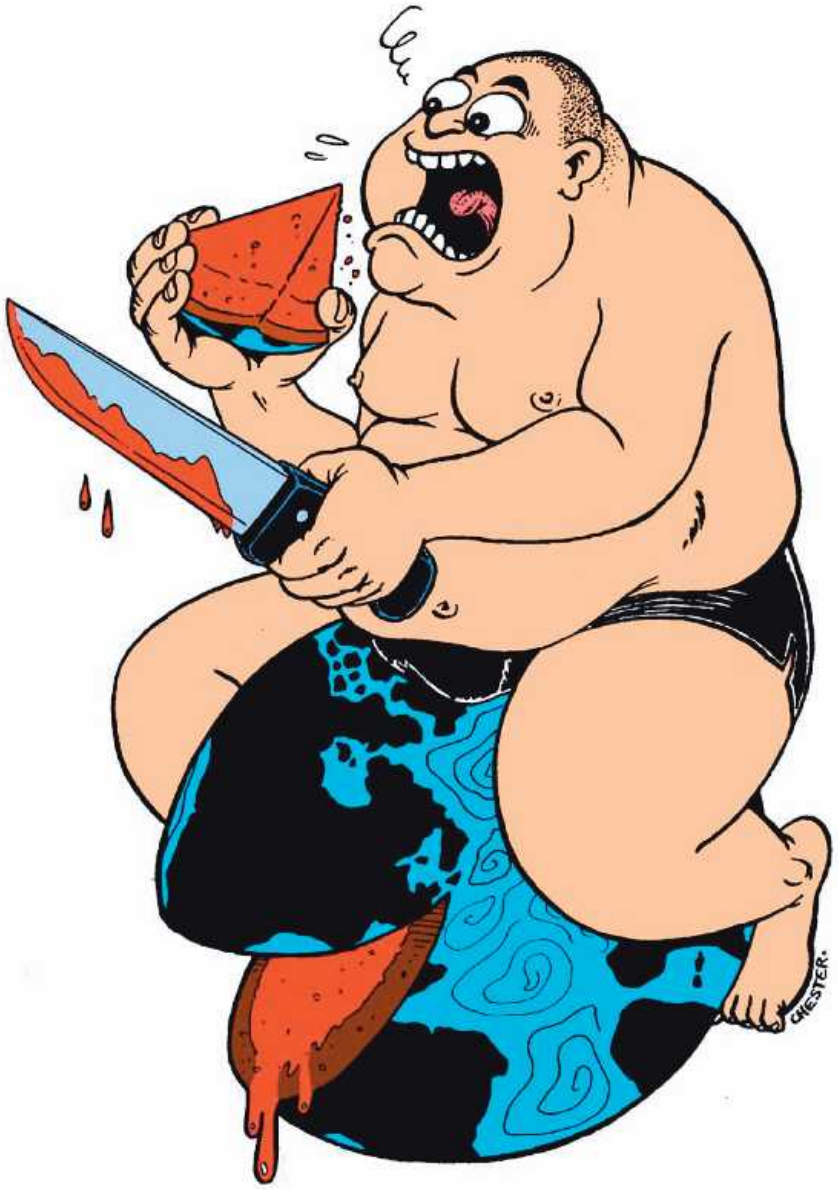
# LES CONFINEWS DE BARBOUZE DANS LA BINIOUZE !

Au début, j'apprends un soir que l'on va rentrer en confinement à compter de 0h00. Là, je me dis qui c'est l'con qu'a inventé cette heure et ce jour ; après quelques bières dans le but d'absorber la nouvelle, j'en oublie où j'habite.
Une fois retrouvé mes esprits, je reviens à mes habitudes plus sobres. Les 15 premiers jours seront pour moi du chômage partiel où mon patron (une multinationale) ne prend rien en charge. Il fera même télétravailler plusieurs dizaines de mes collègues (collabo-rateurs selon lui) alors qu'ils sont déclarés d'abord en garde d'enfants (arrêt maladie) puis en chômage partiel. Mon employeur dira par la suite qu'il s'adapte à une évolution permanente des législations. En effet, avec la politique macroniste et ses ordonnances, n'en veux-tu n'en voilà, bah on sait plus trop où on habite.
Pour cette précédente période, la sobriété est de mise si ce n'est que nous mangeons des produits locaux de meilleure qualité qu'à l'accoutumée. C'est là que commence l'orgie. On ne peut quand même pas bien manger et ne boire que de l'eau claire. Alors, nous commençons par nous accorder un verre de vin à table et parfois un peu plus. Et là, ça aide à supporter le conf91inement et aussi parfois les enfants ou le potentiel conflit des générations. Les jours d'excès se soldent par des lendemains moins efficaces et des « plus jamais ».
En attendant, je me rends à l'évidence que cette distanciation physique compromet le militantisme même si les sources d'informations dans le monde d'Internet sont encore assez abondantes. Puis, en cas d'un moment de solitude, j'ai mon mensuel préféré *Le monde libertaire* que je lis au fond de mon jardin. Je reviens sur la notion de distance physique que certains souhaitent nommer « distance sociale » et je me demande quand même s'il ne s'agirait pas d'une volonté de séparer les catégories sociales et donc d'une lutte des classes organisée par la classe dirigeante. En fait, cela ne peut-être innocent dans notre société si évoluée, c'est alors très certainement un objectif inavoué comme beaucoup de subtilités du gouvernement actuel. Pour exemple, applaudissons le monde médical tandis que l'ARS (Autorité régionale de santé) supprime des lits dans les hôpitaux qui, à terme, débouchera sur des suppressions d'emplois.. Pour une meilleure prise en compte des besoins de santé du pays ? J'en doute quand même. Donc, à qui répond l'ARS si ce n'est au gouvernement ? Ouais, ouais, je ne suis pas dupe.
Nous arrivons à la période de déconfinement. Une pure envie de retrouver une vie sociale, tous les festivals annulés, il n'y a plus que le boulot d'autorisé ? OK, j'exagère, mais pas tant finalement. Bah merde ! J'aime travailler et même je ne supporte pas de rester à rien faire, mais là, ma liberté de pensée est sacrément mise à mal. Quand je dis sacrément, je ne pense pas à ces croyants en un certain dieu unique qui peuvent penser que le SARS CoV.1, 2, etc.. est issu de l'antéchrist ou, au contraire, a pour vocation de punir les blasphémateurs. Hé-hé, chacun son rythme et à la tienne avec mon verre de vin à la main.
Aussi, pour ce retour en activité plus que pour ce retour vers une vie sociale, vivement ma prochaine réunion de groupe afin qu'il nous soit possible de remettre en place des luttes militantes.

*micka*
La sociale

# DÉVORER, SE LAISSER DÉVORER

Voracité des multinationales, appétit féroce des actionnaires. Goinfreries de dividendes, orgies boursières… Bienvenus au banquet néo-libéral, à la débauche financière, à la rapacité économique. Le capitalisme a grignoté le monde. L'industrie agro-alimentaire a colonisé nos ventres et nos esprits. Comme le loup du Petit Chaperon rouge, qui se cache sous des oripeaux doucereux et trompeurs, les maîtres de nos estomacs ont de *grandes dents*, *pour mieux* nous dévorer…




La métaphore alimentaire pourrait être filée *ad nauseam* pour décrire nos systèmes agro-industriels, qui, depuis le milieu du XX$^{e}$ siècle, se gavent en nous gavant de *gras*, de *salé*, de *sucré*. Le tout à des prix défiant toute concurrence. Faites bouillir ce triptyque pléthorique dans un contexte de crise : économique, politique, idéologique, écologique, institutionnelle, familiale, psychique, spirituelle, individuelle. Ce que vous obtenez ? Des sociétés accros à la nourriture, à la malbouffe, à la surbouffe. La dépendance à la nourriture est devenue, en Europe, la première addiction prise en charge par le corps médical, devant celle de l'alcool ou du tabac. Pourquoi cette dépendance tentaculaire ? Son accès facile, économique, quotidien. Les dealers agissent en toute légalité : supermarchés, fast foods, pizzerias, points chauds, sandwicheries… Pourquoi cette dépendance quotidienne ? La nourriture est la source de réconfort la plus immédiate face aux cellules familiales disloquées, aux journées de travail abrutissantes ou aux injonctions managériales qui vous pressent comme des citrons, à la perte du sens donné à la vie même, qui engendre angoisse et compensation. Les êtres humains ne sont plus des personnes, ce sont des *ressources humaines*, des produits monnayables, des *consommateurs*. Et l'isolement des individus, dans les villes comme dans les villages, parachève la chute.

Pour échapper aux traumatismes des corps et des consciences, vous tentez d'échapper à vous-même : vous tentez d'oublier en vous oubliant, vous mangez beaucoup, vous mangez vite, plus vite que votre ombre, vous mangez mal. Le.la boulimique peut être gourmand.e ou même gastronome ; l'inverse n'est pas forcément vrai. Les crises de boulimie ont ceci de terrible, contrairement si je puis dire à l'alcool, que, de la première à la dernière bouchée, elles se déroulent en toute conscience dans une souffrance physique croissante. Vous n'en perdez pas une miette : vous perdez le contrôle. Vous le savez. Nausées, douleurs, crampes. Vous agissez sous la contrainte d'une pulsion plus forte que la raison : raisons physiologiques (le sucre appelle le sucre), dissociation cognitive, conséquences éthiques, sociales, politiques, économiques, écologiques…

Besoin - nécessité - d'un gros poulet rôti après une dure journée de travail ? Vous l'avez bien mérité ce petit moment de délectation. Le poulet rôti (avec ses incontournables pommes de terre rissolées) a la saveur des dimanches en famille, du déjeuner dominical où le temps était au partage, au dressage d'une belle table… Du réconfort en chair et en os, de l'amour sur pattes. Mais quel poulet rôti enfourner à 19h30 ? Vous n'avez pas envie de cuisiner, et ce poulet rôti vous obsède depuis le milieu de l'après-midi, depuis que vous comptez les heures, les minutes qui vous séparent de votre « libération professionnelle ». À Paris, vous avez le choix : le supermarché avec rôtisserie, ou les boucheries des quartiers populaires ouvertes jusqu'à 21 h voire 22 h. Boucheries halal, la plupart du temps. Et c'est là, auprès d'un vendeur au sourire permanent et affable, que vous trouvez votre bonheur. 5€ le

poulet rôti parfumé à souhait, 7€ avec ses pommes grenailles, accueil compris. Vous rentrez chez vous. Ce soir-là, vous êtes seul.e, en tête à tête passionnel avec votre volaille. Les boulimiques, qui, contrairement aux hyperphagiques, s'inscrivent dans une surveillance continuelle de leur poids et de leur apparence physique, surveillent toujours ce qu'ils mangent en présence d'autrui. La crise se vit seul.e., reclus.e, caché.e. Vous l'avez, vous l'ingurgitez, vous la dévorez à pleines mains, cette chair molle, graisseuse, vous en jouissez - elle vous possède. Car bientôt, emporté.e par votre folie, vous sentez que ce n'est plus vous qui engloutissez cette chair fumante et odorante, mais que c'est elle qui vous dévore, qui vous étouffe. La crise passée, le carnage achevé, le cadavre gît devant vous ; et le ventre plein, vous êtes vide. Abruti.e. par la honte. Votre angoisse, votre stress, votre fatigue même ont disparu et ont fait place à d'autres maux : la culpabilité, le désespoir, le dégoût. L'écœurement de vous-même.

Les troubles alimentaires compulsifs inhibent momentanément toute notion de responsabilité. Ils vous déconnectent de votre conscience, et encore plus de votre conscience politique. Après l'overdose, la reconnexion au réel, à votre sens critique, se fait progressivement. Ce poulet si peu cher ? Ne vous voilez pas la face, vous savez bien d'où il provient. De sa courte existence vous connaissez tout. Qu'il a grandi dans des cages surpeuplées, sans jamais voir la lumière du jour ni respirer le grand air, pataugeant dans sa fiente et dans celle de ses congénères ; qu'il a été nourri aux pesticides, aux farines chimiques et aux antibiotiques ; qu'il a été décapité et écorché dans une usine où les employé.e.s ne sont pas mieux traité.e.s que lui ; qu'il a été déplumé encore vivant ou presque. Voilà de quel réconfort vous avez apaisé votre angoisse, votre fatigue, votre inquiétude. Vous avez nourri votre souffrance d'une souffrance plus grande encore. Et que dire de cet employé qui vous a servi ce morceau d'holocauste ? Debout depuis 6h du matin, dans une chaleur étouffante, il tournebroche des poulets, grille des côtes d'agneau, rissole des kilos et des kilos de pommes de terre. Tout cela debout, avec ou sans pause. Payé au SMIC, et encore. Pourboires interdits mais acceptés discrètement. Responsabilité individuelle de la débâcle collective. Effet papillon. Vos crises boulimiques vous asservissent à un système agro-industriel que par ailleurs vous dénoncez.

Mais alors, me demanderez-vous, en période de confinement, ces crises de boulimie, que deviennent-elles ? Elles sont moins fréquentes certes, car vous êtes moins soumis.e aux injonctions et aux violences sociales, moins écrasé.e par vos terreurs existentielles ou émotionnelles. En confinement, certaines sources d'angoisse sont tenues à l'écart. Le rapport à l'autre, par exemple. Et pourtant, l'angoisse de la contamination, l'angoisse du déconfinement, l'angoisse de la perte de vos proches sont bien là. Vos placards sont pleins mais vous avez besoin d'autre chose, d'autre chose de plus réconfortant, de bientôt obsédant. Vous avez beau lutter, tenter de parlementer avec vos démons, vous craquez. La machine économique et financière a tout prévu : les livraisons par des livreurs-esclaves sont là pour vous servir. *Restez chez vous, prenez soin de vous, nous nous occupons de tout.* D'autres mourront pour vous, recevront un salaire aussi misérable que leurs conditions de travail ; votre bien-être, votre confort, votre satisfaction n'ont pas de prix. Notre avidité financière non plus. Combien de milliards engrangés par Deliveroo ou Uber Eats pendant le confinement ? Vous ne le savez plus, vous ne voulez plus le savoir, vous l'oubliez. Votre chocolatier préféré vous livre (parce qu'il n'a pas le choix, sinon il fait faillite) ? Votre pâtissier préféré vous livre (parce qu'il n'a pas le choix, sinon il licencie la moitié de son personnel) ? Autant de raisons charitables de satisfaire à la fois votre angoisse, votre boulimie et l'économie locale. Il faut soutenir ses commerçants - beaucoup, beaucoup, beaucoup ! Tout est politique.

La boulimie est parfois une réponse à nos crises morales, à nos impuissances à construire un monde libre, adelphique, honnête, décent, beau. Trois tablettes de chocolat ou cinq croissants aux amandes pour se réconforter, oublier, s'enivrer de tendresse sucrée. Quelques grammes de douceur dans *ce* monde de brut. Pendant quelques minutes, se voiler la face, se détourner du monde, de sa propre colère. Se remplir de ce dont on se sent privé.e : de contestation, de parole dissidente, d'action libertaire. Moins vous pouvez vous exprimer, plus vous ingurgitez. Pires sont les couleuvres que vous refusez d'avaler, meilleures sont vos crises de dévoration.

Parce qu'on vous fait gober un monde à vomir.

*Leïla Hicheri*
Liaison William Morris, Paris

# UNE ADDICTION SALÉE

Le thème du dossier du ML de juin, *Garçon, l'addiction !*, est une boutade triste, sur une expression certes datée pour ce qui concerne les serveuses, mais qui sonne juste à mes oreilles. Oui, les drogues nous sont servies sur un plateau. Et l'addiction, quand elle arrive, est salée. En prendre ou pas ? Pour ou contre ? C'est parce que j'ai mûri ma réponse que je peux l'exprimer brièvement : « *Tout ce qui nous rend esclaves, tout ce qui nous prive de liberté est à rejeter et à combattre* ». Mais que rejeter et qui combattre ? Toutes les addictions se valent-elles ? La question des drogues vous est posée de façon récurrente. Il faut aussi avoir les idées claires quand elle se posent à vous, parfois directement, parfois au détour d'un chemin de votre vie. Mais la concision n'est pas la simplification.

Qui combattre ? A l'instar des prostituées, victimes de la marchandisation de nos corps, le drogué est une victime que l'on criminalise en se trompant de cible. Je nourris en revanche une antipathie viscérale pour les narcotrafiquants de la vie d'autrui, qu'ils soient illégaux comme les dealers ou légaux comme les buralistes. L'addiction est salée pour les consommateurs et juteuse pour qui en fait commerce. Le prix à payer pour le consommateur, c'est l'esclavage, une fortune dépensée (y compris quand on n'en a pas), une réduction du temps de vie, la mise à mal de la santé physique et mentale. Qui combattre donc ? Les mafias, les compagnies privées mais aussi l'État, ainsi que leurs complices. Stop à l'hypocrisie qui veut que le tabac soit en vente « libre » et que toutes les autres drogues soient interdites, y compris la marihuana, pourtant moins nocive. La vente de tabac est en réalité « contrôlée et taxée » par l'État au service des multinationales, sinon on appelle son commerce « de la contrebande ». Quant à la distinction drogue « dure » ou « douce », c'est un enfumage (passez-moi l'expression) qui joue sur les maux. Je suis pour les libre production, consommation et vente de tout produit addictif afin d'en finir avec le trafic et avec ce business par un chantage au client dépendant qui se fait voler à la fois la bourse et la vie. Que dire de la duplicité de l'État, pompier pyromane, qui organise la vente à des prix de plus en plus élevés, ce qui lui permet de toucher des taxes tout en prétendant agir contre l'addiction par ce moyen et en avertissant sur le paquet que le tabac tue ? Cultivons sur les balcons, fondons des coopératives comme en Espagne, dépénalisons la distribution, ouverte hors licence. Voulons-nous que l'État gère aussi les autres drogues comme ce fut le projet de loi du président Mujica, en Uruguay, pour le cannabis ? Non merci. Cette loi de commercialisation sous monopole d'État, via des compagnies privées productrices sous licence, approuvée en décembre 2013, est certes destinée certes à en finir avec les mafias mais ne se contente pas de fixer les prix, lister les points de vente autorisés et taxer la vente (donc comme le tabac chez nous), elle établit un fichier des consommateurs et réglemente la quantité d'autoproduction autorisée : liberticide.

Que rejeter ? Je classe les drogues selon des critères de dangerosité pour la santé et/ou la sociabilité (poursuite d'études, intégration à la vie active, cohabitation) :
Dangereux pour la santé et pour la sociabilité : drogues.
Dangereux pour la santé, inoffensif pour la vie en société : tabac.
Dangereux à hautes doses pour la santé et pour la sociabilité : alcool, cannabis.

A mon sens, les drogues sont autorisées quand elles rapportent aux capitalos, à condition toutefois qu'elles ne les empêchent pas de nous exploiter. Voyons trois cas de figure. Si le gouvernement s'en tenait uniquement à la nocivité, il interdirait le tabac au même titre que l'héroïne. Or on dispose même d'espaces fumeurs, publics et privés, au travail. Il serait scandaleux d'envisager cela pour le cannabis. Le joint, pourtant loin d'être aussi nocif que la cigarette, est en revanche interdit, au vrai motif qu'il rend inapte au travail : j'ai bien constaté ses effets minorants sur la mémoire de mes étudiant.e.s préparant des concours exigeants aux grandes écoles mais ne soyons pas dupes, à chacun de faire ses choix individuels, le problème n'est pas là pour les gouvernants. Leur interdiction farouche naît de l'impossibilité d'ex-

ploiter les victimes de passivité induite importante. Et l'alcoolisme ? Invalidant pour le travail, lui aussi, il n'est en revanche pénalisé qu'en cas de violences. Pourquoi ? Parce que l'alcool est intégré à toutes les cultures culinaires et festives, c'est pourquoi il est socialement largement accepté, ce qui n'est pas le cas des autres drogues. Et parce que des intérêts économiques majeurs y sont liés. C'est pourquoi une consommation modérée - voire ponctuellement excessive - ne mettant pas en danger autrui (ce qui a exclu le tabac, également légal, des bars et restaurants) est même encouragée de mille façons à commencer par la facilité d'achat : des lieux de production à visiter, des caves pour la dégustation, des commerces dédiés, des supermarchés qui le banalisent.

Toutes les addictions se valent-elles ? Qui est libre de ses choix, donc non addict.e, met la limite comme il l'entend : pour ma part je ne prends rien qui risque d'affecter mes capacités intellectuelles ou physiques et, surtout, rien qui puisse entraver mon autonomie, ma lucidité et nuire en définitive à ma liberté. L'addiction est souvent à la fois conséquence et cause de mal-être, un cercle infernal.

« *Garçon, l'addiction et une autre carte à gratter !* » N'oublions pas en effet les jeux de hasard, associés à la vente de tabac et d'alcool, dans la lutte contre les addictions. Le jeu de hasard est reconnu médicalement comme l'une des plus dangereuses addictions et son coût va jusqu'à l'endettement et la faillite. Je recommande à cet égard la lecture de Dostoïevski, *Le Joueur*, qui m'en a convaincue très tôt. Cette addiction est cependant socialement acceptée comme loisir récréatif dans les casinos et salles de jeux et comme espoir illusoire au quotidien sous forme de loteries à l'achat compulsif. Après l'ouverture européenne à la concurrence, la Française des Jeux qui ne produit aucune richesse mais avait tout de même l'obligation de contribuer substantiellement aux finances publiques, est très largement privatisée fin 2019, l'État devient ultra-minoritaire donc non décisionnaire : les bénéfices engrangés aux dépens des joueurs crédules sont donc livrés aux actionnaires. Malgré l'existence de quelques millionnaires, alibis de l'arnaque, les actionnaires sont bien les seuls à avoir un billet gagnant FDJ garanti. Tant qu'il y aura de la misère, celle-ci aura ses marchands pour vendre sciemment à ceux et celles qui vivent une réalité trop dure ou frustrante, du rêve qui se transformera en cauchemar (les drogues), de faux exutoires (l'alcool), des solutions trompeuses (les jeux de hasard). Comme s'il s'agissait de tenter « sa » chance et non pas de calculer une probabilité qui se révèle infime ! Non seulement cette addiction ne fait que creuser dramatiquement l'insuffisance de ressources qui est à son origine et à laquelle elle est censée pallier, elle va aussi à l'encontre de toute prise de conscience rationnelle et politique : on se voue à un saint ou on fait tourner la roue de la fortune pour résoudre ses problèmes par miracle ou par chance, pourtant tous deux inexistants : donc on pérennise le problème et on retarde éternellement la résolution. Telle la charité des riches qui, à travers leurs Églises, apportent un soulagement aux pauvres afin que rien ne change et que ceux-ci acceptent leur sort (en disant merci à leurs exploiteurs), les jeux de hasard sont une ressource des pouvoirs pour que les personnes ne remettent pas en question le système et ne s'organisent pas pour changer leur vie au lieu de s'en remettre au hasard...

L'image de la période du confinement qui me restera en mémoire, rue du Général Leclerc à Montargis, pourrait avoir été prise n'importe où ailleurs : par décision gouvernementale, la librairie *du Hérisson* est fermée tandis que le bar tabac *Le Balto* est ouvert et il y a la queue leu leu à 1,50 m de distance tout le long du trottoir pour le tabac et les jeux... Cherchez l'erreur quant à l'ouverture des commerces de première nécessité ! Mais c'est bien à l'image de la société dans laquelle nous vivons.

Et voici, pour illustrer cet article, une photo que j'ai prise d'une affiche sur les murs de Santiago du Chili, lors des journées du 8 et 9 mars (voir article ML en ligne). Comme beaucoup d'autres, et souvent avec le A cerclé de l'anarchie, elle est proche de ma pensée : « *Ni commerce, ni consommation. Drogues et alcool dehors !!! Lucide au combat, lutte sans drogues !* ».

*Monica Jornet*
Groupe Gaston Couté FA

# MY DEALER IS RICH...

**Raconte pas ta vie, junkie, junkie…**
Quand j'étais môme, un représentant de la marque avec un dromadaire devait tester un nouveau produit en offrant des paquets « échantillons » de cigarettes « à la menthe ». Je dis volontairement « à la menthe » plutôt que « menthol » parce que pour mes parents non-fumeurs des cigarettes « à la menthe » c'était un peu comme pour les cigarettes « en chocolat ». Pour les enfants… Si bien que le jour où le représentant, las du refus des personnes croisées, donna le reste de son stock à mon père qui nous le donna… J'avais 9 ans. Lucky Lucke fumait au risque de mettre le feu aux albums. J'allais donc à l'école primaire, mon paquet de cigarettes à la poche histoire d'en allumer une à la sortie sous le regard interrogateur mais non réprobateur des adultes croisés. Pour moi, je ne fumais pas je prenais une friandise gratuite.

**Quand je fus à peine plus âgé, je me suis retrouvais collégien** dans un internat accueillant également des élèves de CAP et de BEP nettement plus âgés que moi. Au bout de quelques mois, j'avais trouvé mon clan de rebelles. Un mercredi après-midi, après avoir chuchoté entre eux, ils me proposèrent de goûter à une cigarette de « hash » avec un « h » aspiré. Mon carton de friandises à la menthe était vide depuis longtemps mais le souvenir du léger brouillard dans la tête était bien installé dans mes neurones. J'ai donc accepté avant de me retrouver collé au plafond, raide défoncé. Le lendemain en rigolant, mes potes m'ont dit que le pétard ne contenait que du tabac… Je devais vraiment me mettre à la fumée clandestine quelques mois plus tard. Ce qui m'avait choqué et qui me choque encore en me remémorant ces années ados, c'est qu'il était beaucoup plus facile pour un jeune de s'acheter du shit ou de l'herbe que du tabac pour faire le mélange. Une raison toute simple : comme le représentant de mes 9 ans qui allait à la rencontre des clients potentiels, les dealers bossaient dans l'internat, à la sortie du collège. Pour le tabac il fallait aller affronter le ou la buraliste qui nous servait une leçon de morale et bonne santé sans tabac. Mais qui finissait par nous vendre sa drogue ou on serait allé chez un concurrent moins regardant.

**Arrive le lycée, la fumette devient plus régulière donc les besoins plus importants.** Il y a la solution alternative : des « guérilleros » parlent d'un livre étasunien vite interdit, *The Anarchist Cookbook,* qui contiendrait des conseils pour planer. Entre autres, les fils à l'intérieur des peaux de banane. Tout le monde a pris cette info au sérieux. En premier lieu le congrès étasunien qui réagit avec le *Banana Labeling Act* fixant le prix du kilo de bananes à un niveau très élevé par rapport à la quantité de peau nécessaire à l'obtention des effets psychoactifs. Comparativement, l'herbe et le LSD étaient bien moins chers. À notre niveau de lycéens allumés, trop drôle de voir toutes ces peaux de banane en train de sécher sur les rebords des fenêtres de l'internat… Mais ça faisait autant planer que mon premier « pétard » au collège.
Je me mets à fréquenter des gens moins légaux et plus dangereux que les buralistes. Vivant en Haute-Savoie, j'échange des moments de grande frayeur entre la Suisse et la France contre des barrettes de népalais, de double zéro, d'afghan. Je connais les rues en double sens-interdit à prendre couché sur le réservoir de la bécane phare éteint. Je connais aussi les règlements de compte entre bandes, avec copain les yeux exorbités et le flingue à la main qui me fait entrer en me tirant par le blouson. Pendant ce temps mes potes qui en étaient restés à la fumette légale n'affrontaient que des buralistes…
Un jour, je tombe sur un mec qui n'a ni herbe ni shit à me vendre mais des acides. Alors comme le but du jeu était d'assouvir mon besoin de léger brouillard dans la tête… En guise de léger brouillard ,ce fut la grosse tempête.
Nous, avec mes potes, tout ce qu'on voulait c'était du shit ou de l'herbe histoire de marcher à 5 centimètres du sol. Mais autour de nous, on aurait cru que les gens « bien » avaient décidé de nous confisquer nos produits magiques tout en nous proposant des produits « légaux » de substitution :
Pas gênant qu'un lycéen achète une bouteille d'Eau écarlate, sûrement une tache rebelle…
Que dire des boîtes de néocodion (Antitussif opiacé) en vente libre à l'époque ? Je me souviens que ceux qui en prenaient n'avaient besoin que d'une boîte pour s'envoyer dans le brouillard. Ça se sut. A-t-on interdit ce médicament en vente libre ? On se contenta de diminuer le nombre de comprimés par

boîte obligeant ainsi les amateurs à en acheter deux boîtes…
Et ça ne choquait pas les vendeurs, ces jeunes venant acheter toutes les semaines du dissolvant à rustine ?

Mais gare à celui ou celle pris en train de fumer un pétard sans emmerder personne. J'avais un copain qui s'était fait coincer à la douane à son retour du Maroc. Scandale dans la famille, il dut arrêter ses études et aller travailler dans l'usine de décolletage (art de prendre une barre de métal, de l'usiner sur un tour et d'en tirer des pièces de faible voire de très faible diamètre) de son père. « *On va te faire passer l'envie de te défoncer !* » Dans les usines de décolletage, il y a des cuves de solvant, faute de fumette clandestine le copain se mit à aller respirer les vapeurs des cuves. Suite à une perte de connaissance, il se trancha la carotide sur le bord de la cuve. Il avait définitivement perdu l'envie de se défoncer.

**Avec le temps va tout s'en va…**y compris le besoin de substances sensées nous ouvrir mais qui en fait nous enferment. J'ai commencé par arrêter une drogue légale : je ne bois que très, très rarement un fond de verre d'alcool et jamais pour me « griser ». Puis je me suis rendu compte de la routine du pétard du soir, d'une certaine beaufitude du geste et j'ai donc dit au revoir à ce vieux compagnon de route. Le plus dur fut d'arrêter le tabac. Un peu comme si à chaque tentative une petite voix me disait « *tu te rappelles ce gentil brouillard des premières cigarettes…* »

**Pour en venir où ?**
Le propos de cet article n'est pas de raconter mes souvenirs d'ancien consommant. Mon évolution personnelle dans mon rapport avec ces substances addictives m'a amené à réfléchir à leur prohibition, leur « homologation », voire leur promotion.
Partant du postulat que toute addiction est nocive pour l'individu, la première question est de savoir comment y mettre fin et surtout le souhaite-t-on ?
Qui osera remettre en question la consommation d'alcool dans les pays occidentaux ? L'exemple des années 1919-1933 aux États-Unis avec la fameuse prohibition de l'alcool aurait dû servir de cas de « jurisprudence » pour tout gouvernement désireux de prohiber une substance addictive.
**Pourquoi cette prohibition ?** Un courant socialo religieux avec une forte présence de l'Église presbytérienne - le mouvement pour la tempérance - mena campagne à partir de la deuxième moitié du XIX[e] siècle contre l'alcool à qui on reprochait perte des valeurs morales, appauvrissement des familles lié au coût de l'alcool et à la perte d'emploi, violences faites aux femmes et aux enfants…
A noter que les anarchistes partageaient ces idées. En une du journal *l'Anarchie* du 4 mai 1905, Libertad écrit : « *le 1[er] Mai, fête des bistrots* ». Libertad qui militait pour l'abandon de l'alcool et du tabac : « *Ne buvez pas l'alcool, ne fumez pas le tabac. Tuez en vous ces gestes héréditaires qui ont créé en vous, malgré vous, un besoin contre vous. L'alcool ne fait pas que tuer : ce serait encore peu de chose. Comme le tabac, il fait oublier et il ne faut pas oublier, il ne faut rien oublier de soi, de tout ce que l'on a souffert comme de tout ce que l'on a joui, de tout ce que l'on a senti,*

*pensé, voulu en toute sa vie, - afin de pouvoir, se tenant tout entier sous la lumière de sa conscience, se dire vraiment un être libre - un individu* ». Faut-il préciser que pour les anarchistes il n'était nullement question de la moindre interdiction.

**Revenons à la prohibition de l'alcool aux USA**. Le mouvement de la tempérance obtint la limitation des ventes d'alcool dans l'État du Maine en 1851, ce fut un début car 4 ans plus tard, ce sont 13 États, les *dry states* (États secs) qui votent la prohibition : interdiction de la fabrication, de la vente, du transport et de la consommation d'alcool. Mais la prohibition ne devint effective au niveau fédéral qu'en 1919 (Voltstead Act) et elle sévit jusqu'en 1933. De cette période quelques personnages sont restés :

- Elliot Ness qui rejoint en 1927 le département du Trésor, travaillant conjointement avec le bureau de la prohibition de Chicago.
- Al Capone qui a fait fortune dans le trafic d'alcool de contrebande durant la prohibition
- Et enfin Franklin Delano Roosevelt, président des USA qui, en avril 33 mit fin à la prohibition, ouvrant ainsi la porte à de nouvelles taxes…

**Conséquences de la prohibition :**

- La prohibition fut une véritable rampe de lancement pour les pontes du crime organisé qui engrangèrent d'immenses profits générés par les ventes illégales d'alcool de contrebande ou de fabrication clandestine.
- Les distilleries clandestines utilisaient de l'écorce de bois donnant du méthanol. Environ un millier de morts (1).
- Tant qu'à prendre des risques, consommateurs et trafiquants optèrent pour les boissons fortement alcoolisées au fort pouvoir enivrant. L'inverse du but recherché par le mouvement de la tempérance.
- - Et surtout, enfin, la prohibition coûta très cher en dépenses liées à la lutte pour son respect et en non-rentrée des revenus tirés des taxes légales sur l'alcool (environ 500 millions de dollars par an).

Une dérogation notable cependant à la prohibition : le vin de messe…

Et si, dans la mythologie chrétienne au lieu de « Buvez c'est mon sang » …
Il avait dit « *Fumez, c'est mon pet* ». Le vin ne serait plus une boisson « sacrée » remplacé par le cannabis. Les fidèles verraient alors leur curé fumer un gros pétard de messe. La fumette ferait partie du patrimoine et cette addiction serait alors aussi bien acceptée que celle de l'alcool. Mais en vérité cela ne fut pas dit…
Retour vers les USA ou plutôt l'Amérique : au début du XX$^{e}$ siècle, c'est la révolution au Mexique. De nombreux Mexicains, pour différentes raisons filent aux USA emportant dans leurs bagages la pratique de la fumette du cannabis. A partir de 1906, il fut considéré comme poison et son usage en fut restreint (2). En 1935, c'est le *Marihuana Tax Act* (3). En 1970, mouvement hippie associé à la contestation contre, entre autres, la guerre du Vietnam. Les différentes drogues y circulent à grande échelle et c'est le *Controlled Substances Act* (4).
La France ? Été 1916, le gouvernement pénalise l'importation, la production et la consommation du cannabis. Loi renforcée en 1922 et 1939, la France est alors en tête de la prohibition en Europe. Et, comme aux *States,* la vague de contestation de 68 et l'importation du mouvement « hippie ». Le pouvoir associe feuille avec les folioles en forme d'étoile et contestations. En interdisant la première on désarmera les secondes ? Pompidou président, gouvernement de choc et sortie de la loi de 1970 et de son célèbre article L-627 (5), qui considère les consommateurs comme des délinquants ou des malades, selon l'évaluation du juge.

**Terminons par l'histoire personnelle que m'a racontée un ami...**

Son fils est victime de cette addiction au cannabis bref il fume de l'herbe, de la beuh. Quand on est en proie à une addiction, soit à une envie répétée et irrépressible de faire ou de consommer quelque chose eh bien on a besoin de la chose à faire ou de la substance à consommer. Pour l'alcool ou le tabac, l'État en autorise les dealers contre fortes taxes. Pour le cannabis, prohibition.
La personne addicte à une substance a besoin de son produit comme le diabétique a besoin de son insuline. Qui interdirait à un diabétique son insuline ?
Le copain, ne souhaitait pas que son fils aille au contact des dealers illégaux susceptibles de lui proposer d'autres substances beaucoup plus nocives. Le « deal » entre eux fut vite trouvé : le fils pourra planter le nombre de plants nécessaires pour sa propre consommation. « T*u n'en vends pas, tu n'en donnes pas, tu n'en achètes pas donc tu limites ta consommation…* »
C'est donc en toute autonomie et en toute responsabilité que le fils géra son addiction sans emmerder personne et s'en se faire emmerder par personne.
Jusqu'au jour où des gendarmes, suite à une dénonciation, débarquèrent et pillèrent « toute son insuline ». Le copain expliqua aux pilleurs en bleu que son fils allait avoir un problème pour son addiction. « *L'a qu'à s'arrêter !* ». Que tous ceux qui ont voulu arrêter de fumer du « légal » n'y sont pas parvenus malgré plusieurs tentatives. Et le gus en bleu, sûr de son autorité n'a comme réponse que « *L'a qu'à s'arrêter !* ». Le copain a demandé aux voleurs de plants s'ils ne connaissaient pas quelques dealers sérieux à conseiller à son fils pour « son insuline ». La suite ? Convocation, rencontre avec le judiciaire, avocat, procès, amende. Et toujours cette addiction. Bonjour les dealers (6).

*Bernard P.*

1) 2020 : Au moins 42 personnes sont mortes onze autres grièvement intoxiquées (bilan du 13 mai) après avoir bu de l'alcool frelaté lors d'une veillée funèbre dans le centre du Mexique. Ici aussi le méthanol…

2) En 1906, *Food and Drug Act*, loi sur produits alimentaires et les médicaments, qui incluait le cannabis afin de réglementer son usage par la population américaine.

3) Le *Marihuana Tax Act* de 1937 a rendu sa possession ou son transfert illégal dans l'ensemble des États-Unis en vertu du droit fédéral, à l'exclusion des utilisations médicales et industrielles, par l'imposition d'une taxe sur toutes les ventes de chanvre. Des registres détaillés des ventes étaient nécessaires pour enregistrer les ventes de marijuana.

4) Loi sur les substances contrôlées (1970) : En 1969, la Cour suprême des États-Unis a jugé que la loi sur la taxation de la marijuana était inconstitutionnelle. En réponse, le Congrès a adopté la loi sur les substances contrôlées (titre II de la loi globale de 1970 sur la prévention et le contrôle de l'abus de drogues) qui a abrogé la loi sur la taxation de la marijuana. La nouvelle loi interdit officiellement l'utilisation du cannabis à quelque fin que ce soit.

5) Code de santé publique Article L627 : Les conditions de production, de fabrication, de transport, d'importation, d'exportation, de détention, d'offre, de cession, d'acquisition et d'emploi des substances ou plantes vénéneuses classées comme stupéfiants par voie réglementaire sont fixées par décret en Conseil d'État.

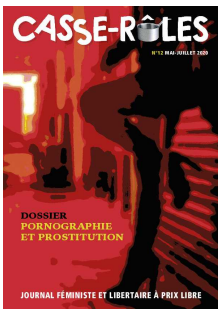
6) En 2004, dans mon secteur, les coopératives payaient 0,45 € le kilo de châtaignes. Aux « producteurs locaux » l'herbe s'achetait 4 € le gramme soit 4000 € le kilo soit 8889 kg de châtaignes. En ville, les Al Capone en herbe la vendaient 10 € le gramme. Les Al Capone en herbe qui vont régulièrement détrousser les « producteurs locaux » sous la menace d'armes…

# CASSE-RÔLES, JOURNAL FÉMINISTE ET LIBERTAIRE : 3 ANS DÉJÀ !

Voilà trois années qu'un Collectif mixte a décidé de confectionner un journal papier à prix libre. En effet, quelques-unes et quelques-uns se sentaient à l'étroit dans leurs habits sociaux, et voulaient bousculer les idées reçues et casser les rôles. Alors, ils ont choisi pour mascotte ces héroïnes discrètes du quotidien que l'on a tendance à oublier, rangées sur leurs étagères : les casseroles sans lesquelles nous serions toutes et tous au régime sec.

Pour ce numéro 12, un dossier Pornographie et Prostitution. Eh oui, pas un dossier sur la crise sanitaire du Covid-19 même si sont abordées les violences conjugales en hausse et la situation des personnes exilées en temps de confinement ! Mais on peut aussi aborder autre chose, n'est-ce pas ? Peut-être devrions-nous nous interroger sur ce que révèlent bien des études d'une pratique en hausse d'Internet, qui amène, grâce à quelques clics, à la visite et à l'usage de sites pornographiques. Quant au système prostitutionnel, cela fait quatre ans que la loi pour renforcer la lutte contre lui et accompagner les personnes prostituées a été promulguée, et en faire un bilan, mitigé, s'imposait, complété de témoignages de femmes survivantes de la prostitution. De petits encarts exposent la position de femmes anarchistes telles que Louise Michel, Emma Goldman, Voltairine de Cleyre ou Mujeres libres en Espagne. Et les violences continuent dans le huis clos des familles ou sur la place publique : l'affaire Polanski, les enfants victimes de pédo-criminalité, le consentement, les agressions subies par les femmes abolitionnistes lors des cortèges du 8 mars, les conséquences psycho-traumatiques des violences, le féminicide en Russie, autant de thématiques faisant l'objet d'un article.
Au-delà du dossier principal, il est possible de continuer la réflexion avec l'étonnante solidarité chez les femelles bobonos ou la place des femmes dans le monde des arts plastiques au fil des siècles, ainsi que la position d'Eugène Varlin à propos du travail des femmes.
Trois livres sont chroniqués : *Être écoféministe. Théories et pratiques* de Jeanne Burgat Goutal (L'échappée, 2020), *Femmes de droite* d'Andrea Dworkin (Editions du Remue-ménage, 2019) et *Paroles d'accouchées* de Delfine Ferré, Bertrand Bobin et Jérôme Pamart (delfineferre.e-monsite.com).

44 pages à la lumière d'un féminisme libertaire !



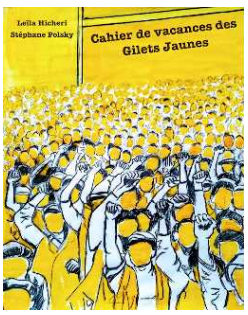

*Alain et Hélène*
Groupe Pierre Besnard
de la Fédération anarchiste

Les numéros sont disponibles sur le site http://casse-roles.revolublog.com/
Pour tout contact : casse-roles@outlook.fr

# CAHIER DE VACANCES DES GILETS JAUNES

D'activités ludiques en traits d'humour, et de traits de contestation en illustrations, à remettre entre les mains de tout le monde, à offrir aux gens que l'on aime, à faire découvrir â son entourage, sa famille, ses collègues, ses compagnon.ne.s, ses ami.e.s, ses proches, ses voisin.e.s, le CAHIER DE VACANCES DES GILETS JAUNES, ouvrage qui ne se lit pas comme un livre classique, son approche est différente, sensible et originale pour entrer de plain-pied dans le mouvement.
Un antidote contre les sceptiques, les hésitant.e.s, les embarrassé.e.s, les indécis.e.s, les incrédules, les irrésolu.e.s, les gêné.e.s, les perplexes, les réservé.e.s, les timides, les tirailleur.e.s, les timoré.e.s.
La particularité et la singularité de cette nouvelle forme de présentation, de démonstration, de démarche, d'énonciation, de visualisation ramène le lecteur à s'impliquer dans une sorte de quiz, à caractère historico-politique qui regroupe quatre-vingt-une questions destinées à mieux faire comprendre – loin des médias dominants – le mouvement débuté le 17 novembre 2018.
La portée de ces questions est historique autant que pédagogique. Elles rappellent la genèse du mouvement, ses revendications, ses grandes figures, son fonctionnement, ses défenseurs, ses opposants, sa philosophie, ses outils de contestation et de médiatisation… En fonction de ses réponses aux questions, le lecteur.la lectrice découvre en fin de volume son profil psycho-politique : Gilet Jaune ? pas Gilet Jaune ? pour ? contre ? ou même indifférent.e ?
Une partie des contributions sera reversée au collectif *Plein le dos*, qui soutient les manifestant.e.s blessé.e.s et les caisses de défense collective.

*Juan Chica Ventura,*
militant du Groupe anarchiste Salvador-Seguí,
membre de l'Association 24 août 1944.




Hicheri, L. et Polsky, S., 2020, *Cahier de vacances des Gilets Jaunes*. Paris : Arts Mâtures & Cie. 80 pages. 10€.

# CHATELAIN, GATTI, DEUX PASSIONS ANARCHISTES

Lorsque j'ai appris le décès d'Hélène Châtelain le 11 avril 2020, un pan de mon histoire s'écroulait. Elle et Armand Sauveur (Dante) Gatti étaient pour ainsi dire ma « famille politico-artistique ». J'ai passé énormément de temps à la *Parole errante* (créée en 1986 à Montreuil-sous-bois dans le 93, anciens entrepôts de décoration - où Georges Méliès inventa les effets spéciaux du cinéma - qui deviendront le Centre international de création), haut lieu alternatif et refuge où se trouvaient tou.te.s les militant.e.s confondu.e.s dans cet espace où l'on pouvait échanger nos idées, nos livres, s'organiser en vue de certaines manifs. D'ailleurs, le premier Salon du livre libertaire parisien eut lieu dans ces vastes locaux le week-end du 19 et 20 octobre 2002 ce qui n'était pas arrivé depuis 1968. C'est à cette occasion que Gatti a proposé, à qui voulait bien l'entendre, de participer à ses « ateliers-écriture ». C'est ainsi que je suis allé un soir à la rencontre de Gatti et des siens, lors des « ateliers-écriture ». Nous étions peu nombreux à y participer et c'est d'ailleurs à cette même période que j'ai croisé Hélène, qui venait parfois observer avec grand intérêt l'évolution de nos réflexions. Je les connaissais alors, seulement de réputation (ils étaient l'un et l'autre très largement connus du milieu anarchiste, pour leurs œuvres respectueusement engagées et militantes). C'était là que je venais me ressourcer et rencontrer d'autres militant.e.s de tout poil. Le café-librairie Michèle Firk (Centre social autogéré, cantine, etc.) existe toujours, café du nom de cette militante anticolonialiste française, reçue à l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC) qui se suicidera en 1968. À la Maison de l'arbre (qui s'ouvre en 1998 pour des jeunes et des groupes diversifiés qui se confrontent à l'écriture), je retrouvais Gatti à l'étage dans son antre, entouré de ses livres, de ses objets et de ses œuvres offertes généreusement par les artistes, dont nous discutions à bâtons rompus pendant des heures, de l'anarchie, de la Révolution espagnole et de Durruti. Il aimait arborer le blouson du révolutionnaire exemplaire qui lui avait été offert par des militants anarchistes espagnols *Les amis de Durruti*. Hélène passait régulièrement s'asseoir avec nous (en nous offrant chaleureusement du thé et des gâteaux), pour participer à nos dialogues enflammés et passionnés (pas surprenant, entre latins). Hélène était plus posée, plus calme, c'est très certainement son côté slave et russo-ukrainien qui en rejaillissait. Pour cause, elle nous parlait de ce caractère trempé du peuple russe, de Makhno et de la Makhnovtchina, du Goulag. Tout ce travail que l'on voit apparaître dans son œuvre cinématographique, mais aussi ses réalisations sur Gatti autour de l'œuvre théâtrale et poético-dramaturgique libertaire. Elle m'avait à une de ces occasions remis en mains propres un ouvrage qu'elle venait de traduire de Vassili Golovanov *Éloge des voyages insensés* (2008), pour lequel elle reçut le prix Russophonie de la traduction en 2009. Lorsque j'ai soumis pendant une de nos « discussions », l'idée de créer une Université populaire (Montr'up), immédiatement Hélène et Armand ont cautionné le projet, en me proposant d'organiser les conférences dans l'espace de la « Parole errante » entre 2006 et 2010. Gatti est devenu le parrain de l'université. Aujourd'hui, Hélène nous a quittés, trois ans après Gatti (6 avril 2017). Deux « compagnons » s'en vont nous laissant orphelins de leur présence, mais leurs idées et leurs œuvres continueront à voyager de génération en génération. Je reste attaché à cette « tribu », de celle des « Loulous » du « Deuxième voyage en langue Maya avec surréalistes à bord ». Je reprendrai, pour conclure, une phrase du texte de Stéphane Gatti (fils d'Armand Gatti) en hommage à Hélène, tous deux ayant énormément contribué ensemble au travers de réalisations, de films-vidéos, à diffuser et à faire connaître l'œuvre titanesque et colossale de Gatti, un des derniers grands dramaturges anarchistes du XX$^{e}$ - XXI$^{e}$ siècle. Un jour, Gatti a dit à Stéphane : « *Deux êtres qui s'aiment, sont deux êtres qui marchent dans la même direction* ». Ils ne cessèrent de marcher ensemble pendant plus de cinquante ans, essayons à notre tour aussi de marcher ensemble sur leurs pas.

*Juan Chica Ventura*
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

# EL CLÍNICO

El Clínico, c'est cet immense centre hospitalier de Madrid où l'auteur, Kiko Herrero, est né et où il s'apprête à mourir. Cet hôpital est un personnage à part entière : énorme bâtiment de neuf étages. On y fume, on y boit, on y baise même, on y rit et on y pleure mais dans une ambiance de kermesse. 2015, pendant les fêtes de l'Épiphanie, prétexte en Espagne à offrir cadeaux, s'empiffrer et boire, boire jusqu'à plus soif, Kiko s'écroule en ressentant une violente douleur à la poitrine : transporté dare-dare aux urgences de l'hôpital Clínico. Diagnostic : cancer du poumon et plus que trois mois à vivre. L'arrivée dans sa chambre d'un curé ne laisse aucun doute, c'est la fin.
Commencent alors, avec les médicaments anti-douleurs, trois jours et trois nuits de délire entrecoupé de souvenirs et d'hallucinations, ce qui est la matière de ce livre dans le droit fil du premier roman (*¡Sauve qui peut Madrid !*) de Kiko Herrero, produit d'une génération madrilène de la Transition démocratique qui devait trouver ses nouveaux repères. Pas facile de passer d'une société patriarcale et réactionnaire à un monde sans cadre normatif. Sans repères, une partie de cette génération s'engouffra dans la *Movida*, mouvement artistique et culturel des années 80, surfant sans cap sur la vague du sexe, de la drogue et de l'alcool ; aujourd'hui il n'en reste rien. Ces ectoplasmes que Kiko Herrero citera pour parler de ces survivants, assistent à la transformation du pays sans y participer, car ils ne comptent pas. Entre présent et passé, bribes de souvenirs, déambulations éthyliques et érotiques, divagations, visions, fantasmes, tout défile au grand galop. Souvenirs de son départ d'Espagne en pleine *Movida* pour la France (*enfin un pays qui se méfie plus des gens d'Église que des petits vagabonds comme moi »*), prétexte à une galerie de portraits, oscillant du tragique au comique. Pêle-mêle, un curé rwandais imposant sa présence, un curé portugais alcoolique, des nonnes déjantées, des vieilles françaises avares, des rencontres fortuites au gré de ses voyages en France, en Angleterre, en Allemagne, un Durruti cherchant lui aussi d'où venait la balle qui l'a abattu en novembre 1936, des amours plus ou moins brèves et tumultueuses, et les membres de sa famille, et quelle famille …
Tout remonte à la surface au cours de ce bref séjour au Clínico et va permettre à Kiko Herrero d'écrire directement en français ce second roman basé sur ses souvenirs, roman c'est-à-dire fiction à ne pas prendre dans sa globalité au premier degré. Kiko Herrero est aussi ce survivant qui marche sans but, arpentant les rues de Paris, s'éloignant, s'égarant, fuyant, s'échappant dans cette ville qui se transforme depuis son arrivée. Kiko//Verlaine, deux poètes qui auraient pu se rencontrer à un siècle de décalage, délires éthyliques et amours bisexuelles chez l'un comme l'autre. Un voyage au travers des déambulations et déviations fortuites *« constellations journalières »*, se répandant sur la carte Michelin de l'auteur marquée par un stylo *Bic*. Toile d'araignée sans mémoire qui ne mène nulle part, telle est peut-être l'image mentale de ces poètes qui échappent au temps, qui n'est plus dans le temps passé ni dans celui qui est à venir, ni dans l'instant présent, mais bien en dehors du temps.
Mais les vagabonds ont la peau dure : dénouement heureux car erreur de diagnostic : pas de cancer ! Résultat : publication de ce roman dont on vous recommande vivement la lecture.

*Juan Chica Ventura et Ramón Pino*
Groupe Salvador-Seguí (FA)

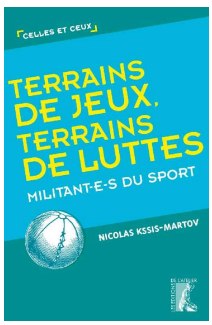
*El Clínico* de Kiko Herrero (Éditions P.O.L) 17 euros – à commander à la librairie Publico

# TERRAINS DE JEUX, TERRAINS DE LUTTES

Après l'*Éloge de la passe* publiée aux Éditions libertaires, Nicolas Kssis-Martov (1) nous livre une autre histoire du sport, celle du sport ouvrier et celle de ses militant-e-s. Car dès après la Commune de Paris et bien avant le Front populaire, le sport devint pour certains un autre espace de lutte : pour eux, la classe ouvrière devait s'organiser sur tous les terrains dans le cadre d'une démarche d'Éducation populaire émancipatrice. 1934 est une année décisive, celle où est créée la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) au siège de la CGT-U rue de la Grange-aux-Belles à Paris. Elle marque l'unité ouvrière car « devant les menaces fascistes et les dangers de guerre, les organisations sportives ouvrières ne sauraient prolonger plus longtemps leur division ». Une bonne place est faite aux Olympiades populaires de Barcelone en 1936 organisées face aux Olympiades de la honte de Berlin. Des olympiades anti-élitistes ouvertes à tout le monde quel que soit son niveau. Sous Vichy, quelques résistants s'organisent autour du journal *Sport libre*. Par la suite la Guerre froide entraînera de multiples scissions dans le sport ouvrier dont celle de la FSGT. L'auteur offre aussi une belle évocation de l'anticolonialisme sportif du « front à crampons » des « déserteurs » de l'équipe de foot du FNL algérien ;de l'internationalisme ouvrier et sportif dans la lutte anti-apartheid et du « rugby blanc » ou en solidarité avec la Palestine. Mai 68 bien sûr est évoqué, avec ses militants (pas tous) qui n'aiment pas le sport et surtout les footeux en révolte qui occupent le siège de la FFF. Autre évocation du sport conscient, l'appel au boycott de la Coupe du monde en Argentine en 1978 ou des Jeux de Moscou en 80. En bref, comme en 1936, un sport contre les dictatures. Après un détour par le syndicalisme des profs de gym et leurs contradictions, le petit livre se clôt sur les murs de grimpe et leur ambition d'une escalade citadine et populaire à l'instar du mur autogéré de la FSGT dans le XIV[e] à Paris.
Un regret, parfois un livre trop synthétique, on aurait aimé avoir plus de précision, mais la collection *Celles et Ceux* se propose de faire lire, il fallait donc être bref.
A noter, au-delà du texte, une riche iconographie (affiches, photos…).

Hugues
Groupe Commune de Paris

(1) Kssis-Martov N, 2020, *Terrains de jeux, terrains de luttes, militant-e-s du sport*, Ivry-sur-Seine, Éd de l'Atelier à Publico



# MÉMOIRES DE JÉSUS AZCARATE ARANDA

De ce vernissage du projet *No Pasaran* avec Jésus Azcarate Aranda, au centre Georges Brassens à Saint-Jacques, Clermont-Ferrand, en janvier 2004, cela se traduit en 2019 par un livre de « Mémoires » à destination de ses enfants, petits-enfants et bien sûr des lecteurs comme moi intéressés par cette période de la révolution espagnole et de la période franquiste.
Des *Mémoire*s, une nouvelle fois, mais nécessaires en ces temps de récession sociale car l'expérience des anciens ne doit pas terminer dans les oubliettes de l'Histoire. Cette soif de liberté doit se poursuivre dans le monde avec notre propre histoire anarchiste, anarcho-syndicaliste et celle de nos camarades de lutte.
Cette histoire personnelle, tu nous la transmets, compañero Jésus, et le mouvement en lutte te remercie.
Jésus s'est éteint le 16 avril 2020 à Clermont-Ferrand à l'âge de 92 ans.

Roger Paltoquet - Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand

*Mémoires de Jésus Azcarate Aranda,* les Éditions *La petite édition* -2019 - à compte d'auteur en vente à la librairie Publico, Paris

# DROITS HUMAINS POUR TOUT·TE·S

**Le collectif Droits humains pour tou·te·s (DHPT) créé en 2014 mène des activités de sensibilisation auprès du grand public et des institutions, par la rédaction de tribunes, l'organisation de conférences et de concours d'éloquence.**
Avec ce livre, le collectif propose les contributions d'autrices de divers horizons qui apportent un éclairage historique, linguistique et politique. Sur une quinzaine de chapitres, dont six sont constitués du concours d'éloquence ayant pour thème les « droits humains » *versus* les « droits de l'homme », intégrant dans le questionnement à la fois le bien fondé et l'historique de l'expression et sa mise à distance par rapport aux violences faites aux femmes. Ce concours, présidé par Hélène Bidard, adjointe à la mairie de Paris pour les droits humains, a été effectif durant trois années, de 2016 à 2018.
On y trouve également un texte de la comédienne et metteuse en scène Typhaine D, inventant une grammaire féministe impertinente en réaction à la grammaire masculine existante, et enfin, la déclaration des droits humains des citoyennes et des citoyens votée par l'assemblée nationale en 1789 et adaptée à la mixité par le réseau Zéromacho (seule contribution masculine) en 2015.
L'intérêt de ce livre est qu'il fait le point sur **les résistances et les luttes engagées par les femmes depuis plusieurs siècles.** Géraldine Franck, dans son avant-propos met en perspective la problématique : « le langage est politique : ce qui n'est pas mentionné n'existe pas, avance-t-elle. Ce qui signifie que les mots ne sont pas innocents, que « le langage n'est pas juste ce qui nous permet de nous exprimer », il structure et influence nos pensées. La grammaire, ajoute Isabelle Alonso est « une machine à faire disparaître les femmes ». L'autrice note quelques dates qui ont permis d'aller plus loin dans l'acceptation des droits humains, car la chose n'est pas facile et la réaction violente. Comme Catherine Coutelle par exemple qui fit adopter **le 18 mars 2016 à l'assemblée nationale un amendement modifiant le terme « droits de l'homme » par celui de « droits humains »**. Elle rappelle aussi qu'en 1791, Olympe de Gouges fut guillotinée pour avoir voulu compléter le texte de 1789 et que les clubs et associations de femmes furent déclarés illégaux. De son côté, Christine Delphy déplore que la ligue des droits de l'hommes (LDH) conserve son titre en référence à la Révolution française. Dans le chapitre consacré à la difficulté de faire de l' « homme » un mot neutre, Agnès de Féo cite quelques intitulés qui sont presque absurdes, tel le département « Philosophie, histoire et science de l'homme » de la bibliothèque François Mitterrand, ou celui de « Sciences de l'homme et de la société » au CNRS, ou encore le « Musée de l'homme ». Que dire enfin des « 7 milliards d'hommes qui peuplent la terre » ! De son côté, Éliane Viennot nous fait part de l'injonction faite par Mirabeau dans son Histoire de la scolarisation des filles : « Les hommes, destinés aux affaires, doivent être élevés en public. Les femmes, au contraire, destinées à la vie intérieure, ne doivent peut-être sortir de la maison paternelle que dans quelques cas rares ». On ne saurait être plus clair.
Pour partir à la recherche d'un genre humain, Ségolène Roy énonce les règles de l'écriture inclusive, accords des participes, accords de proximité, point médian, termes épicènes et formulation non genrée. Elle dénonce la masculinisation des titres de fonctions, le masculin faisant office de neutre, et d'une manière générale la vision androcentrée du monde : « les hommes sont déterminés par leur humanité (et non par leur genre), les femmes sont en revanche déterminées par leur genre (et non par leur humanité) ».
**Le livre nous laisse apercevoir ce que pourrait être l'égalité, mais on en mesure la distance qui nous en sépare**.

*Droits humains pour tou·te·s*, Éditions Libertalia, 2020

*Alain Eludut*
Groupe Pierre Besnard

# ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 PARIS

**00 NOMADE**
*- Groupe la Roulotte Noire*
**groupe-nomade@federation-anarchiste.org**

**02 AISNE**
*- Groupe Kropotkine* C/O Athénée libertaire 8 rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
**kropotkine02@riseup.net**
*Athénée Libertaire Le Loup Noir & Bibliothèque Sociale*
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Permanence : 1er, 3ème et 5ème jeudi du mois de 18h à 20h
*Athénée Libertaire L'Etoile Noire & Bibliothèque Sociale*
5, rue Saint-Jean 02000 LAON
Permanences : tous les lundis de 14h à 19h30 et tous les premiers samedis du mois de 14h à 19h30

**04 ALPES DE HAUTE PROVENCE**
*- Liaison Metchnikoff* **metchnikoff @federation-anarchiste.org**

**07 ARDECHE**
*- Groupe d'Aubenas.*
**fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr**

**09 ARIEGE**
*- Liaison Ariège*
**ariege@federation-anarchiste.org**

**12 AVEYRON**
*- Liaison Ségala Aveyron*
**segala-aveyron@federation-anarchiste.org**
*- Liaison Sud Aveyron*
**sud-aveyron@federation-anarchiste.org**
*- Liaison Millau* **jrav@riseup.net**

**13 BOUCHES DU RHONE**
*- Groupe Germinal.*
**germinal@federation-anarchiste.org**
*- Liaison La Ciotat.*
**la-ciotat@federation-anarchiste.org**

**14 CALVADOS**
*- Groupe Sanguin de Caen*
**groupesanguinfa14@laposte.net**

**16 CHARENTE**
*- Liaison Charente*
**charente@federation-anarchiste.org**

**17 CHARENTE MARITIME**
*- Groupe « Nous Autres »*
35 Allée de l'angle Chaucre
17190 ST GEORGES D'OLÉRON
**nous-autres@federation-anarchiste.org**

**20 CORSE**
*- Liaison Corsica* **corse @federation-anarchiste.org**

**21 COTE D'OR**
*- Groupe « La Mistoufle »* Maison des Associations Les Voix sans Maître Boîte BB8 2, rue des Corroyeurs,
21 068 DIJON Cedex ou
**lamistoufle@federation-anarchiste.org**

**22 COTES D'ARMOR**
*- Liaison Jean Souvenance*
**souvenance@no-log.org**

**23 CREUSE**
*- Liaison Granite*
**http://anarsdugranite23.eklablog.com**

**24 DORDOGNE**
*- Groupe Emma Goldman (Périgueux)*
**perigueux @federation-anarchiste.org**

**25 DOUBS**
*- Groupe Proudhon* c/o CESL BP 121
25014 Besançon Cedex
librairie l'Autodidacte 5 rue Marulaz, 25000 Besançon.
Ouverte du mercredi au samedi de 15H00 à 19H00.
ou **groupe-proudhon @federation-anarchiste.org**

**26 DROME**
*- Groupe « la rue râle »*
**la-rue-rale@riseup.net**

**28 EURE ET LOIR**
*- Groupe Le Raffüt* **fa.chartres@free.fr**

**29 FINISTÈRE**
*- Groupe Le Ferment*
**leferment@federation-anarchiste.org**

**30 GARD**
*- Groupe Gard-Vaucluse*
**groupe-du-gard@federation-anarchiste.org**

**31 HAUTE GARONNE**
*- Groupe Libertad de Toulouse*
site web:**http://libertad-fa.org**
Le chat noir 33 rue Puget 31000 TOULOUSE
**libertad@federation-anarchiste.orgil**

**32 GERS**
*- Liaison Anartiste 32*
**anartiste32@federation-anarchiste.org**

**33 GIRONDE**
*- Cercle Barrué c/o Athénée libertaire 7 rue du Muguet*
*33 000 Bordeaux*
**http://cerclelibertaire-jb.wordpress.com** ou
**https://www.facebook.com/cljb33cerclelibertairejb33@riseup.net**
*- Groupe Nathalie Le Mel*
**nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org**

**34 HERAULT**
*Groupe Montpellier-Hérault*
**montpellier@federation-anarchiste.org**

**35 ILLE ET VILAINE**
*- Groupe La Sociale.* c/o local « La Commune », 17 rue de Châteaudun 35000 rennes
ou **contact@falasociale.org**
*- Liaison LACINAPSE*
**liaison-lacinapse@federation-anarchiste.org**
*- Liaison Redon* **redon@federation-anarchiste.org**

**37 INDRE ET LOIRE**
*- Liaison Libertalia* **libertalia @federation-anarchiste.org**

**38 ISERE**
*- Groupe de Grenoble*
**fagrenoble@riseup.net**

**40 LANDES**
*- Groupe Euskal Herria – Bayonne*
**euskal-herria@federation-anarchiste.org**

**42 LOIRE**
*- Groupe Makhno* Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne cedex 1 ou
**groupe.makhno42@gmail.com**

**44 LOIRE ATLANTIQUE**
*- Liaison de Saint-Nazaire*
**saint-nazaire@federation-anarchiste.org**
*- Groupe Déjacque* **dejacque @federation-anarchiste.org**

**45 LOIRET**
*- Groupe Gaston Couté*
**groupegastoncoute@gmail.com**

**46 LOT**
*- Liaison Lot-Aveyron* **liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org**
Actif dans la région de Figeac (Lot)/Villefranche de Rouergue (Aveyron)/ Decazeville (Aveyron) /Maurs (Cantal)

**50 MANCHE**
*-Groupe Manche*
**famanche@riseup.net**
**www.facebook.com/famanche**
Local 11 rue Noël,
50100 Cherbourg-en-Cotentin
Permanence : 1er samedi du mois
Café libertaire : 2ème jeudi du mois à 20h00
Vente du Monde Libertaire sur place.

**51 MARNE**
*- Liaison Reims*
**reims@federation-anarchiste**

**53 MAYENNE**
*- Liaison Stilgar*
**stilgar@federation-anarchiste.org**

**54 MEURTHE ET MOSELLE**
- Groupe Emma Goldman de Nancy
**emma-goldman-nancy @federation-anarchiste.org**

**56 MORBIHAN**
- *Groupe Lochu Ferrer.* c/o Maison des associations 31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES ou
**groupe.lochu@riseup.net**

**57 MOSELLE**
- *Groupe de Metz* c/o Association Culturelle Libertaire BP 16 57645 Noisseville
ou **groupedemetz@federation-anarchiste.org**
- *Groupe Jacques Turbin – Thionville*
**jacques-turbin@federation-anarchiste.org**
- *Liaison Sarrebourg*
**stirner-sarrebourg@federation-anarchiste.org**

**58 NIEVRE**
- *Liaison Pierre Malézieux*
**pierre.malezieux@federation-anarchiste.org**

**60 OISE**
- *Liaison Beauvais* **scalp60@free.fr**

**62 PAS DE CALAIS**
- *Groupe Lucy Parsons in the Sky*
**bethune-arras@federation-anarchiste.org**

**63 PUY DE DÔME**
- *Groupe Spartacus* **spartacus @federation-anarchiste.org**
- *Groupe « Mauvaise Graine »*
**mauvaisegraine@federation-anarchiste.org**
- Liaison Combrailles
**Liaison.Combrailles@federation-anrachiste.org**

**66 PYRENEES ORIENTALES**
- *Groupe John Cage*
**john-cage@federation-anarchiste.org**
vente du ML au 13 El Taller Treize
13 rue sainte croix 66130 Ille sur Tet
- *Liaison Pierre-Ruff*
**pierre.ruff.fa66@gmail.com**

**67 BAS RHIN**
- *Liaison Bas-Rhin* **liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org**
- *Groupe de Strasbourg.*
**groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org**

**68 HAUT RHIN**
- *Groupe du Haut Rhin.*
**groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org**
- *Liaison Colmar - Maria Nikiforova*
**colmar@federation-anarchiste.org**
(Entre Colmar et Mulhouse)

**69 RHONE**
- *Groupe Graine d'anar.*
**grainedanar@federation-anarchiste.org**
- *Groupe Kronstadt*
**kronstadt@federation-anarchiste.org**
- *Liaison « Juste une étincelle noire »*
**letincelle-noire@riseup.net**

**71 SAONE ET LOIRE**
- *Liaison « La vache noire »*
***vachenoire@federation-anarchiste.org***

**73 SAVOIE**
- *Groupe de Chambéry*
**fa73@no-log.org**

**74 HAUTE SAVOIE**
- *Liaison Haute Savoie*
**haute-savoie@federation-anarchiste.org**
- *Groupe Lamotte-Farinet*
**lamotte.farinet.fa@protonmail.com**

**75 PARIS**
- *Liaison William Morris* **william-morris@federation-anarchiste.org**
- *Groupe Anartiste* **anartiste@sfr.fr**
- *Groupe Berneri Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou*
**jacques.de-la-haye@wanadoo.fr**
- *Groupe Salvador Segui*
**groupesalvadorsegui@gmail.com**
- *Groupe Botul Publico 145 rue Amelot 75011 Paris*
**botul@federation-anarchiste.org**
- *Groupe Orage Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou*
**groupe.orage@gmail.com**
- *Groupe « Commune de Paris » Publico 145 rue Amelot 75011 Paris*
ou **commune-de-paris @federation-anarchiste.org**
- *Groupe Louise Michel Publico 145 rue Amelot 75011 Paris*
*ou* **groupe-louise-michel @federation-anarchiste.org**
- Groupe La Révolte *Publico 145 rue Amelot 75011 Paris*
*ou* **la-revolte @federation-anarchiste.org**
- *Groupe no name.* **no-name @federation-anarchiste.org**
- *Groupe Pierre Besnard.*
**pierrebesnard@outlook.fr**
Vente du Monde libertaire le dimanche de 10h30 à 12h00 Place des fêtes Paris 19ème.
- Groupe E. Armand
**e.armand@protonmail.com**
Site web :
**https://nidieunicesarnitribunfrancais.wordpress.com**
**https://twitter.com/EANL_omnirath**
- Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi de 15h30 à 18h00
**gllr@federation-anarchiste.org**

**76 SEINE MARITIME**
- *Groupe de Rouen.* c/o Librairie l'Insoumise 128 rue St Hilaire 76000 Rouen
ou **rouen@federation-anarchiste.org**

**78 YVELINES**
- *Groupe Gaston Leval* **gaston-leval @federation-anarchiste.org**

**80 SOMME**
- *Groupe Georges Morel.*
**amiens@federation-anarchiste.org**

**81 TARN**
- *Groupe les ELAF*
**elaf@federation-anarchiste.org**

**84 VAUCLUSE**
- *Groupe Gard-Vaucluse*
**fa.30.84@gmail.com**

**85 VENDEE**
- *Groupe Henri Laborit*
**henri-laborit @federation-anarchiste.org**

**86 VIENNE**
- *Liaison Poitiers* **poitiers @federation-anarchiste.org**

**87 HAUTE VIENNE**
- *Groupe Armand Beaure*
**armand-beaure@federation-anarchiste.org**

**92 HAUTS DE SEINE**
- *Groupe Fresnes-Antony* Fresnes-antony@federation-anarchiste.org

**93 SEINE SAINT DENIS**
- *Groupe Henri Poulaille* c/o La Dionyversité 4 Place Paul Langevin 93200 - SAINT-DENIS
ou **groupe-henry-poulaille @wanadoo.fr**

**94 VAL DE MARNE**
- *Groupe Elisée Reclus Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou* **faivry@no-log.org**

**95 VAL D'OISE**
- *Groupe les Insurgé.e.s*
**liaison95@federation-anarchiste.org**

**97 GUADELOUPE**
- *Liaison Guadeloupe Caraïbes*
**liaison-guadeloupe-caraibes @federation-anarchiste.org**

**98 NOUVELLE CALEDONIE**
- *Individuel Albert*
**nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org**

**BELGIQUE**
-*Groupe Ici et Maintenant.*
**groupe-ici-et-maintenant @federation-anarchiste.org**

**SUISSE**
-*Fédération Libertaire des Montagnes (FLM) rue du Soleil 9 2300 La Chaux-de Fonds Suisse ou* **flm@federation-anarchiste.org**

**ANGLETERRE**
-*Liaison Coventry*
**liaison-coventry @federation-anarchiste.org**

**Une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités : Le site de La Fédération anarchiste à la page suivante https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes**

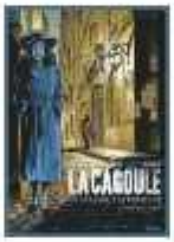
# Les dernières nouveautés de la librairie Publico

***A voté***
**Isaac Asimov**
Éditions le passager clandestin
64 pages 5 euros

***Folgorite***
***Parcours de Sante Ferrini, anarchiste, typographe et poète (1874-1939)***
**Pascal Dupuy**
Éditons Atelier de Création Libertaire
348 pages 18 euros

**Hétéro l'école ? Plaidoyer pour une éducation antioppressive à la sexualité**
**Gabrielle Richard**
Les éditions du remue-ménage
164 pages 14 euros

***La Cagoule - Un fascisme à la française. Tome 1 : Bouc émissaire***
Scénaristes : **Vincent Brugeas** et **Emmanuel Herzet** Dessinateur : **Damour**
Éditions Glénat
BD, Grand Format 64 pages 14,95 euros




***La Cagoule - Un fascisme à la française | Tome 2 : La Patience de l'Araignée***
Scénaristes : **Vincent Brugeas** et **Emmanuel Herzet** Dessinateur : **Damour**
Éditions Glénat BD, Grand Format 56 pages
14,95 euros

***Lâchez-nous l'utérus ! En finir avec la charge maternelle***
**Flona Schmidt**
Éditions Hachette,
248 pages 17,95 euros

**Moi, Silvio de Clabecq, militant ouvrier**
**Silvio Marra** et **Françoise Thirionet**
Éditions Aplomb
160 pages 12 euros

***Nous n'irons plus aux urnes***
***Ploidoyer pour l'abstention***
***Francis Dupuis-Déri***
Aux l'éditeur
192 pages 12 euros

***Ortiz. général sans dieu ni maître***
**José Manuel, Marquez Rodriguez, Juan José** et **Gallardo Romero**
Éditions Le Coquelicot
416 pages 22 euros

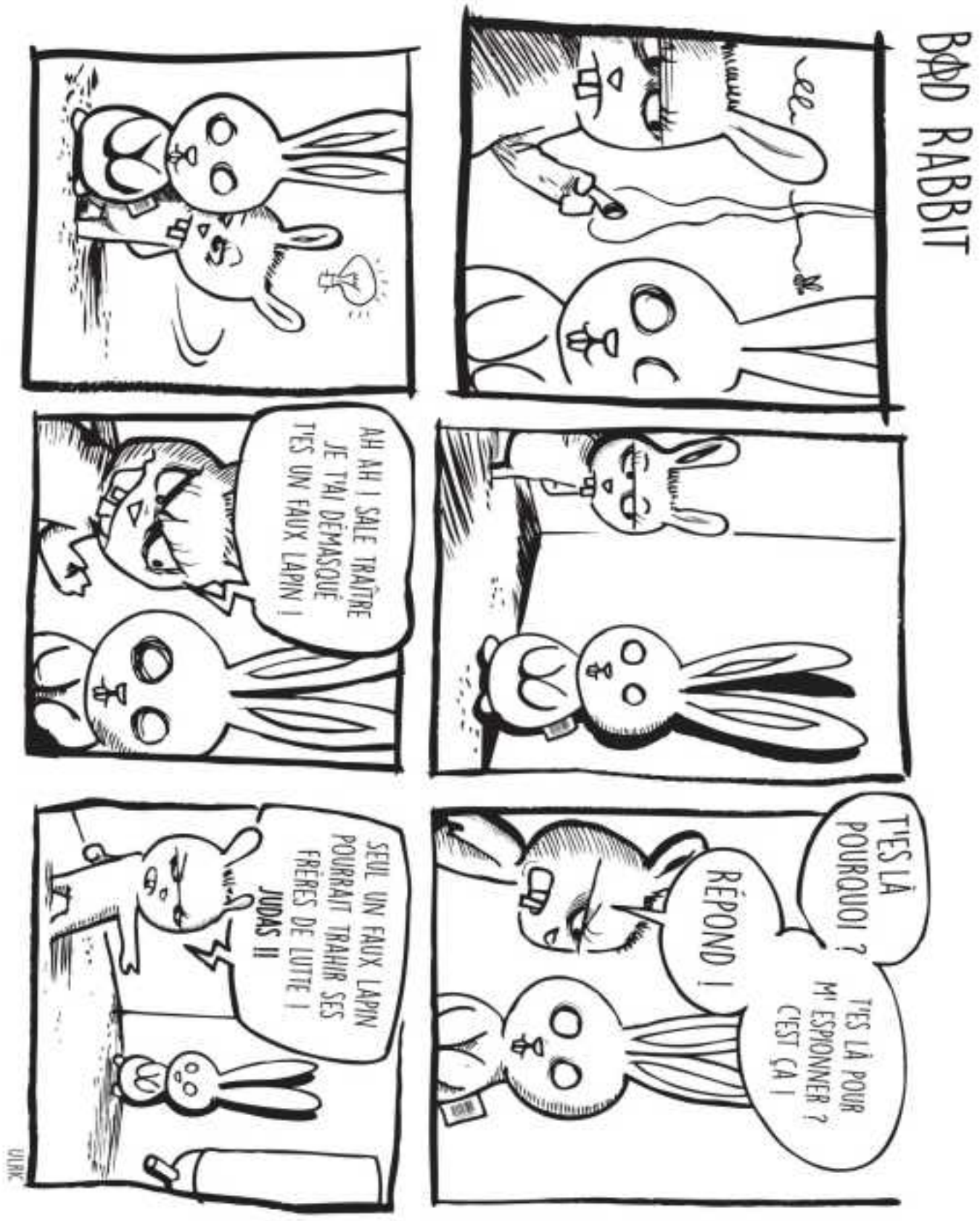
***Révolte consommée. Le mythe de la contre-culture***
**Joseph Heath** et **Andrew Potter**
Éditions l'Échappée
350 pages 22 euros

***Sante Caserio***
***Ce fut mon cœur qui prit le poignard***
Éditions L'Assoiffé
306 pages 8 euros

***Viva l'Anarchie ! Tome 1 : La rencontre de Makhno et Durruti***
Scénario et dessin : **Bruno Loth**
Couleurs : **Corentin Loth**
Éditions La Boîte à Bulles
BD Grand Format 80 pages 18 euros

Vous voulez acheter un ou plusieurs de ces livres ?

- **Commandez par correspondance** avec paiement par chèque (le total du prix des livres + 15% pour le port) le tout adressé à :
**Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris.**
- **Passez directement à la librairie** Du mardi au vendredi : 14h-19h30 le samedi 10h-19h30 et le dimanche 14h-19h30.


BAD RABBIT
ee
T'ES LÀ POURQUOI ?
T'ES LÀ POUR M' ESPIONNER ? C'EST ÇA !
RÉPOND !
AH AH ! SALE TRAÎTRE JE T'AI DÉMASQUÉ T'ES UN FAUX LAPIN !
SEUL UN FAUX LAPIN POURRAIT TRAHIR SES FRÈRES DE LUTTE ! JUDAS !!
ULRIK

VIRUS
Pizza